



# **CONTRAT TERRITORIAL DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE pour le territoire du Pays de Morlaix**

**octobre 2021**



ENTRE

- **le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays de Morlaix** Représenté par Jean-Paul VERMOT, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 28 septembre 2021, ci-après désigné par le PETR Pays de Morlaix,

D'une part,

ET

**L'État,**

Représenté par Philippe MAHÉ, Préfet du département du Finistère,  
Ci-après désigné par « l'Etat » ;

D'autre part,

EN PRÉSENCE DE :

- **la communauté de communes du Pays de Landivisiau**, représentée par Monsieur Henri BILLON Président ,
- **Haut-Léon Communauté**, représentée par Monsieur Jacques EDERN, Président
- **La banque des territoires** – caisse des dépôts, représentée par Madame Mathilde Leterrier, Directrice territoriale Finistère

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**



## **Préambule**

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

Dans le cadre des phases de consultation liées au CPER, le Pays de Morlaix a exprimé les enjeux et priorités à appréhender au regard de ses spécificités structurelles et des éléments conjoncturels qui peuvent l'impacter ( le document intégral est présenté en annexe 1)<sup>1</sup>.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

Le CRTE du Pays de Morlaix réunit 3 intercommunalités et 129 000 habitants.

Il est à noter que le Pays de Morlaix élabore de façon concomitante au CRTE son projet stratégique de territoire qui vise à renforcer et/ ou préciser certaines de ses compétences liées notamment aux thématiques de l'urbanisme et de la mobilité. L'élaboration de ce projet stratégique sera aboutie au premier trimestre 2022 ;

## **Article 1 - Objet du contrat**

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont pour objectif d'accompagner la relance de l'activité par la réalisation de projets concrets contribuant à la transformation écologique, sociale, culturelle et économique de tous les territoires (urbain et rural, montagne et littoral, métropole et outre-mer).

Les CRTE s'inscrivent :

- Dans le temps court du plan de relance économique et écologique avec des actions concrètes et des projets en maturation ayant un impact important pour la reprise de l'activité dans les territoires ;
- Dans le temps long en forgeant des projets de territoire ayant pour ambition la transition écologique et la cohésion territoriale.

Pour réussir ces grandes transitions, les CRTE s'enrichissent de la participation des forces vives du territoire que sont les entreprises ou leurs représentants, les associations, les habitants.

La circulaire du Premier Ministre n 6231 / SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'Etat et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance.

Le CRTE définit un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du territoire PETR Pays de Morlaix autour d'actions concrètes qui concourent à la réalisation d'un projet résilient et durable. Ces contrats mobiliseront l'ensemble des moyens d'accompagnement existants au profit des collectivités locales, entreprises et populations des territoires engagés. Sur la base du projet de territoire, les dynamiques des dispositifs contractuels existants seront intégrées et articulées.

Le CRTE permet de concrétiser des actions communes de coopération entre les territoires dont les interactions pour des questions d'emplois, de mobilité, de services, de culture, de loisirs, de tourisme... influencent les projets de territoire.

1 Annexe 1 : consultation régionale à la première phase d'élaboration du CPER 2021/2027



Le contrat contient l'ensemble des engagements des différents partenaires pour l'ensemble de la période contractuelle 2021-2026 : Etat, opérateurs, collectivités, secteur privé.

### **1.1. Présentation du territoire signataire et de ses dispositifs en cours**

Le Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays de Morlaix est un espace de coopération interterritoriale créé en 1999 (sous forme de GIP, il est transformé en PETR en 2017). Il est organisé autour de 3 intercommunalités : Morlaix Communauté (communauté d'agglomération) ; Haut Léon Communauté (communauté de communes) ; Communauté de Communes du Pays de Landivisiau. Il comprend 59 communes et accueille plus de 129 101 habitants.

Face aux enjeux du territoire, le PETR du Pays de Morlaix a l'ambition d'être un espace d'échanges et de coopération permettant de développer des dispositifs efficaces. Cette ambition se traduit par l'existence de différents dispositifs développés à son échelle :

- le portage et l'animation du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau Léon- Trégor et de la commission locale de l'eau associée,
- le portage et l'animation du label Pays d'Art et d'Histoire,
- le portage et l'animation du contrat Local de santé 2020-2024 qui réunit 14 signataires,
- la mission subvention et financement qui accompagne les porteurs de projets publics et privés dans l'obtention des financements nécessaires à la réalisation de leurs actions dans le cadre des programmes LEADER et DLAL FEAMP
- l'accompagnement de filières locales innovantes en lien avec l'ensemble des acteurs régionaux (le projet BLUE VALLEY, la réalisation d'une étude sur les usages numériques, la déclinaison des actions de la french tech brest +)
- l'animation du groupe local de l'emploi et la mise en œuvre de nombreuses actions permettant le rapprochement de l'offre et de la demande en emploi (forum, cafés de l'emploi..),
- l'appui et la réponse aux appels à projets.

Si les coopérations sont réelles à l'échelle du Pays de Morlaix, elles le sont aussi au sein des intercommunalités avec :

- la prise de compétence et l'élaboration des PLUI pour les 3 EPCI
- des PCAET en cours d'élaboration
- un PLH approuvé et un PLUI- H en cours d'élaboration
- une solidarité entre tous les EPCI et leurs centralités pour un engagement dans le dispositif « petites villes de demain »
- un programme ACTION COEUR DE VILLE pour Morlaix

En résumé, et dans l'attente de l'approbation du projet stratégique de territoire du Pays de Morlaix, les principaux axes de coopération du territoire à cette échelle sont :

#### **1 – la préservation de la ressource en eau**

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Léon Trégor a été approuvé en 2019 ; il vise à garantir la présence d'une eau en qualité et en quantité sur le territoire tout en préservant les activités économiques dès lors qu'elles s'inscrivent dans une démarche de responsabilité environnementale.

Le transfert du portage du SAGE au PETR du Pays de Morlaix est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et constitue le premier document de planification urbaine à cette échelle.



## **2- le contrat local de santé**

Le contrat local de santé signé en janvier 2020 regroupe 14 signataires fédérés autour de 5 enjeux majeurs :

- améliorer l'accès aux soins (consolidation de la démographie médicale, coordination des parcours de soins et de santé et accès aux soins des personnes en situation de précarité sociale)
- accompagner les personnes les plus vulnérables (santé mentale, handicap, vieillissement, aidants)
- renforcer les dynamiques de prévention et de promotion de la santé autour des conduites addictives
- développer un environnement favorable à la santé
- informer, coordonner, valoriser, favoriser l'interconnaissance

Enfin, le CLS a été fortement mobilisé dans la lutte contre la covid 19 puisqu'il est en charge de la coordination administrative du centre de vaccination du Pays de Morlaix.

## **3- l'économie et l'emploi**

Dans ce domaine, la coopération se traduit à différents niveaux :

- l'accompagnement des filières à potentiel, innovante et/ou différenciante : cette ambition se traduit par la mise en œuvre du projet BLUE VALLEY. Ce projet vise à favoriser le développement d'activités économiques en rapport avec l'économie bleue, et notamment qui découlent de la recherche fondamentale exercée au sein de la station biologique de Roscoff. Ce projet est inscrit dans le programme d'action du campus mondial de la Mer.
- l'analyse et la proposition d'actions liées au domaine du numérique en général.
- l'animation du groupe local de l'emploi et la mise en place d'animations visant à rapprocher demandeurs et pourvoyeurs d'emplois sur le territoire. La question de la formation supérieure est également abordée dans le cadre du développement d'un campus de territoire de la formation supérieure.

## **4- la valorisation et la préservation du patrimoine**

Le Pays de Morlaix est labellisé Pays d'Art et d'Histoire depuis 2006 ;

Ce label vise à préserver et mettre en valeur le patrimoine local à l'attention des visiteurs mais également des habitants vivant sur le territoire. Un axe phare du label est donc de développer des actions à destination des scolaires.

Le Pays de Morlaix concourt actuellement pour le renouvellement de son label.

***L'ensemble de ces dynamiques de coopération et de solidarités territoriales sont des atouts pour le développement équilibré du territoire.***

***Cette coopération se traduit par la signature du CRTE à l'échelle du Pays de Morlaix. Evolutive et agile, cette coopération pourra être amenée à évoluer au regard des stratégies en cours d'élaboration au sein des 3 EPCI afin d'adapter les programmes d'actions aux nouvelles orientations prioritaires par les territoires.***

***Ce processus sera également mené dans le cadre de la signature du pacte d'engagement vers les transitions signé avec le Conseil Régional de Bretagne.***



## 1.2. diagnostic et état des lieux écologique du territoire

Le portrait du territoire est présenté en annexe 1 ;<sup>2</sup> voici ci-dessous, les principaux chiffres du diagnostic, leurs enseignements et la présentation non exhaustive d'actions d'ores et déjà mises en œuvre :

Comme présenté précédemment, le Pays de Morlaix regroupe 129 101 habitants répartis sur 3 intercommunalités.

Situé dans la sphère d'influence de la métropole de Brest et de l'agglomération de Lannion, le Pays de Morlaix est représentatif de l'organisation territoriale bretonne constituée d'un équilibre entre différents niveaux de centralités :

- une polarité principale (ville centre + aire urbaine) au sein de laquelle s'organise l'offre de services marchands et publics d'échelle Pays (hôpital, musée, PEM, sous-préfecture, ...) et où les EPCI portent conjointement des projets structurants.
- des centralités propres à chaque EPCI assurant une offre de services publics et marchands de premiers niveaux ;
- des bourgs de proximité offrant un cadre de vie et un environnement de qualité de plus en plus recherchés.

Le Pays de Morlaix conjugue deux entités territoriales séparées par la Baie de Morlaix et la rivière du Queffleuth : le LEON (HLC et CCPL) à l'Est et le TREGOR (Morlaix Co) à l'Ouest. Ces deux entités représentent un poids démographique équivalent. Elles sont reliées entre elles par la commune de Morlaix.

- **une démographie stable, un vieillissement important de la population**



- la situation démographique reste globalement stable depuis 2009 même si un tassement s'observe depuis 2012 ; la RN 12 concentre la croissance positive de la population au détriment d'autres secteurs.

Ce constat pose la question des équilibres démographiques et économiques du territoire

- la population vieillit (+ 34 % de 75 ans et + entre 2020 et 2040). Cette situation engendre un besoin en structures et logements adaptés (besoin en logement adaptés évalué à environ 3 900 logements en 2020) et va accroître les difficultés de recrutement pour les services d'aide à domicile.

- le diagnostic du CLS a révélé un taux de mortalité évitable supérieur aux moyennes nationales et régionales ; chiffre qui confirme la nécessité de développer les actions de sensibilisation à la santé.



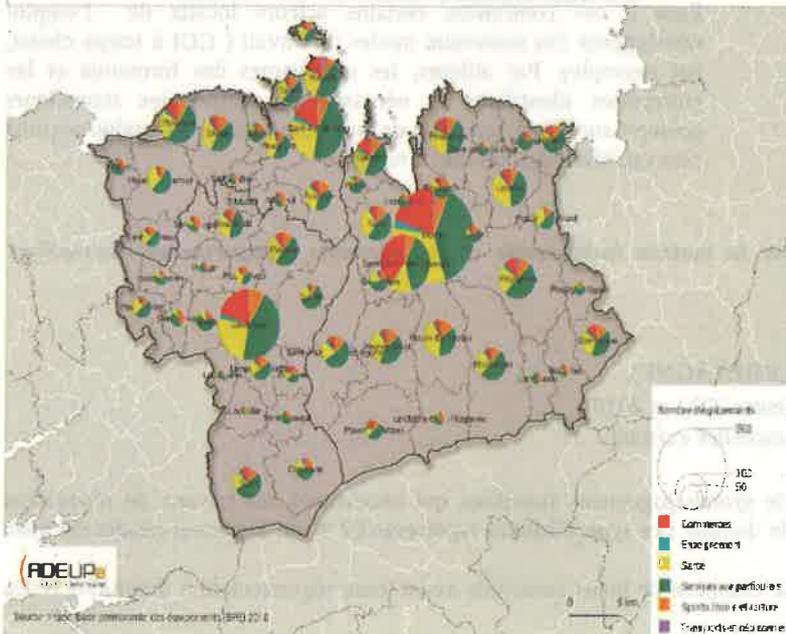
- **En matière d'équipements, des pôles et des communes littorales mieux équipés**

On observe globalement un taux d'équipement satisfaisant des communes sur le territoire même si des disparités existent.

4 200 équipements sont recensés sur le territoire. Ce qui représente une moyenne d'environ 30 équipements pour 1000 habitants. Cette proportion est plus élevée dans les pôles et sur les communes littorales.

Pour répondre aux besoins de services de proximité, les E.P.C.I. prennent aujourd'hui le relais des actions favorisant l'accès aux droits.

NOMBRE D'ÉQUIPEMENTS PAR DOMAINE DANS LE PAYS DE MORLAIX



Cette problématique est fondamentale sur un territoire rural et étendu comme celui du Pays de Morlaix.

Le territoire est couvert par des maisons FRANCE SERVICES. Pour renforcer l'accès aux droits, d'autres formes d'offre de service public de proximité doivent se développer dans une logique « d'aller vers » les publics.

Le Pays de Morlaix a mené une étude sur l'adaptation du territoire face aux évolutions digitales et numériques en lien avec la définition de l'offre en services sur le territoire. La vitalité de la communauté numérique de territoire est un signe favorable au dynamisme local en la matière.

Le Pays de Morlaix a structuré un groupe local de l'emploi et de la formation. Les actions qu'il développe devront être

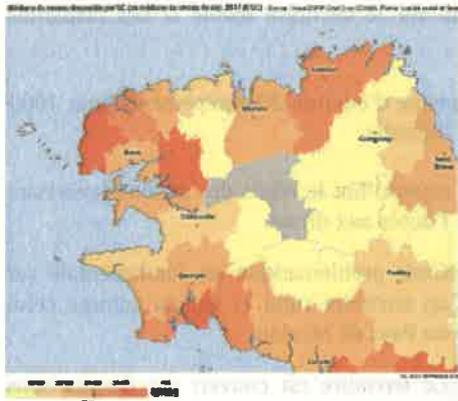
soutenues. Notamment en matière de GPEC et d'adaptation des cursus de formation en lien avec les conclusions de ces études.

L'accès aux soins est une problématique forte du territoire, en particulier dans la lutte contre les déserts médicaux. Elle est prise en compte dans le Contrat Local de Santé, signé à l'échelle du Pays de Morlaix.

Dans ce cadre, plusieurs nouvelles maisons de santé sont en projet et la création d'un internat rural à Morlaix, est actuellement à l'étude.



- **un revenu médian relativement bas**



Le revenu médian est situé dans une fourchette de 19 954 à 20 968 euros (moyenne basse régionale) et certains secteurs du territoire enregistre un taux de pauvreté plus élevé que la moyenne régionale.

Le niveau de revenu médian relativement bas est dû à la plus forte proportion d'ouvriers et de salariés dans la structure globale des QSP présentes sur le territoire qui occupent des métiers moins rémunérateurs et/ ou pénibles ( agro agri ; services à la personnes) Face à ces contraintes certains acteurs locaux de l'emploi développent des nouveaux modes de travail ( CDI à temps choisi, par exemple). Par ailleurs, les organismes des formation et les entreprises identifient la nécessité de former les travailleurs présents sur le territoire afin de leur faire accéder à certains emplois plus qualifiés qui peinent à recruter.

- **un parc de logements dominé par la maison individuelle et qui nécessite d'importantes rénovations thermiques**

Le territoire enregistre :

- un taux de vacance de 10 % (contre 7,6 en BRETAGNE),
- hausse de 7 % des résidences secondaires (entre 2011 et 2016),
- une offre neuve qui concurrence le parc immobilier existant.

La structure de l'habitat est dominée par de grands logements familiaux qui nécessitent des travaux de rénovation énergétique. En effet, la maison individuelle domine ; ce type d'habitat représente 82 % du logement résidentiel avec un parc de près de 50 000 logements.

De plus, le parc de logement est en majorité composé de biens construits avant toute réglementation thermique (69% des logements construits avant 1982).

40 % des logements sont répertoriés en classe EFG

71 % de la consommation énergétique des logements est due au chauffage.

Même si la part des usages spécifiques de l'électricité est en augmentation, l'effort doit se porter sur l'isolation des logements afin de répondre à l'ambition nationale portée par la stratégie bas carbone d'avoir un parc de logements BBC (classe A et B d'ici 2050).

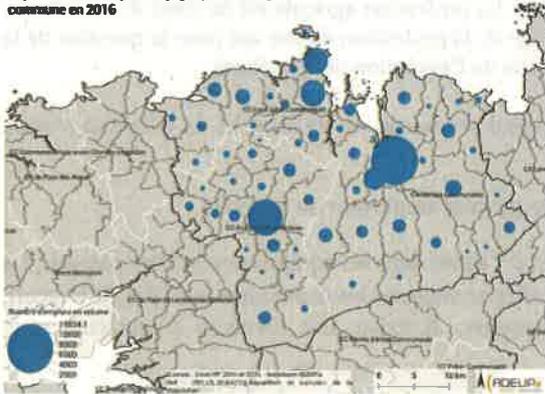
Cette problématique est appréhendée, par exemple, dans le PLH de Morlaix Communauté et les opérations de réhabilitations associées. Haut-Léon communauté s'engage également dans une étude pré opérationnelle d'amélioration de l'habitat.

De plus, l'agence locale de l'énergie et du climat (ALEC) du Pays de Morlaix, HEOL, déploie son action sur l'ensemble du territoire du Pays de Morlaix. De statut association loi 1901, elle bénéficie du soutien des pouvoirs publics pour accompagner les différents acteurs du territoire - particuliers, collectivités locales, professionnels - dans la transition énergétique. Son travail est reconnu d'intérêt général dans la loi de transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015.

• **une économie diversifiée**

Le territoire du Pays de Morlaix correspond à la zone d'emploi de Morlaix (INSEE 2020).

Répartition de l'emploi du pays de Morlaix par commune en 2016



**Avec 49230 emplois, le Pays de Morlaix est le 8<sup>ème</sup> bassin d'emploi breton. 50 % des emplois se situent dans l'agglomération morlaisienne.**

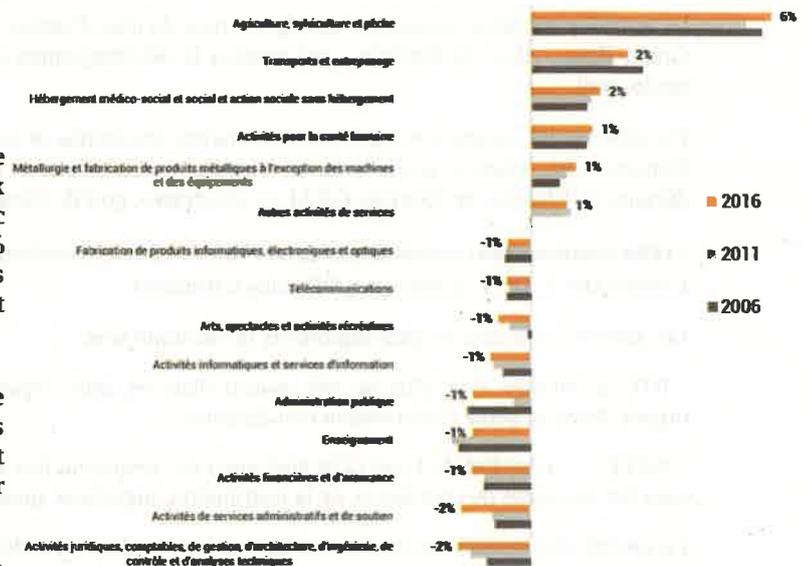
**Les 3 EPCI ont leurs propres caractéristiques :**

Morlaix communauté a globalement une structure de l'emploi proche de la moyenne du Pays de Morlaix avec quelques différences toutefois avec proportionnellement moins d'emplois agricoles (7 % contre 11 % en moy sur le Pays) et davantage dans le secteur de l'administration, enseignement, santé et action sociale.

Haut-Léon communauté se caractérise par le domaine du commerce, des transports et des services divers (47 % des emplois) dû à la présence du port de Roscoff-Bloscon. Autre spécificité le secteur agricole qui concentre 16 % des emplois.

Le Pays de Landivisiau accueille plus d'emploi industriel proportionnellement même si en volume il y en a autant qu'à Morlaix Communauté.

Spécificités économiques du pays de Morlaix par rapport à la moyenne régionale



Pour accroître son attractivité et son rayonnement le territoire doit être connecté. Cela doit se traduire par la poursuite du déploiement BHTD.

Au-delà de l'infrastructure en tant que telle, les EPCI du Pays de Morlaix œuvrent à développer l'inclusion numérique du territoire grâce au déploiement de nombreux espaces de médiation :

1. tiers lieux,
2. espaces de co-working et d'innovation,
3. espace public numérique cyberbase (Morlaix Communauté).

La réussite de l'inclusion numérique passera par un réel soutien au fonctionnement des différents espaces de médiation.

**- 5<sup>ème</sup> bassin d'emplois maritimes de Bretagne :** le Pays accueille 4 300 emplois maritimes répartis dans 380 établissements avec une diversité de domaine représentés (défense, transport, biotechnologie)



Les acteurs de la filière de production alimentaire rassemblent 1900 emplois; le territoire est le 2ème bassin conchylicole de la Région Bretagne

**-5000 emplois dans l'agriculture – 4500 dans l'agroalimentaire :** l'économie liée à la terre est majeure et irrigue tout le territoire. L'agriculture et l'agroalimentaire représente 9500 emplois, soit 19 % de l'emploi total (12 % en Bretagne).

Le Pays de Morlaix se positionne en amont de la filière, c'est à dire l'agriculture ; 17 % de l'espace agricole est dédié à la culture de fruits et de légumes contre 4 % en moyenne en Bretagne. La profession agricole est au cœur d'importantes mutations : augmentation de la taille des exploitations, moyenne d'âge de la profession élevée qui pose la question de la continuité de l'activité, devenir de certaines friches agricoles, poursuite de l'évolution des pratiques.

**- 1480 emplois dans les industries culturelles et créatives :** 1300 emplois permanents ont été identifiés sur le Pays de Morlaix dans 800 structures en font un domaine différenciant pour le territoire.

**- 6717 emplois dans le secteur de la santé :** l'hôpital de Morlaix est le premier employeur du territoire.

**- une activité touristique soutenue :** 600 000 visiteurs sont recensés à l'année dans les équipements et sites naturels. La capacité d'accueil touristique du Pays est de 70 800 lits. 60 % de l'offre se situe sur les communes littorales de Roscoff, Plougasnou, Carantec et l'Île de Batz, Cléder, Plouescat et Locquirec. Il existe une diversité d'équipements et d'animations proposés au visiteur.

Le territoire participe activement au déploiement du plan d'action de la stratégie de la destination touristique « Côte de Granit Rose – Baie de Morlaix » qui assurera le développement d'activités « glisse - nautisme » et « outdoor » (vélo, rando, trail, ...).

Par ailleurs, les projets de coopération en matière touristique et notamment le projet EXPERIENCE porté par Morlaix Communauté visent à promouvoir le tourisme en basse saison (gîte insolite dans le phare de l'Île Noire, parcours découverte Château du Taureau, GR34, la vélodysée, golf de Carantec, ...).

**- 1600 étudiants sont accueillis sur le territoire :** 88 % des étudiants suivent un cursus dans des formations de niveau Licence (BTS, DUT, licence pro, DE soins infirmiers)

Les sites de formation les plus importants du territoire sont :

- IUT de Morlaix avec plus de 340 inscrits dans les deux départements (gestion administrative et commerciale des organisations et génie civil-construction durable),
- ISFFEL à Saint-Pol-de-Léon (274 étudiants) qui proposent des formations en alternance de la licence pro au master, dans les domaines du commerce, de la distribution, logistique, qualité, biotechnologies.

La qualité des formations et, pour certaines, leur singularité induisent un rayonnement bien au-delà du Finistère. Par exemple, 60 % des admis à la rentrée 2019 dans le BTSA Gestion et protection de la nature du lycée Suscinio viennent de l'extérieur de la Bretagne. Autre chiffre pour illustrer l'attractivité des diplômes proposés : plus de 1 000 candidats avaient demandé le BTS Aéronautique au lycée Tristan Corbière pour 29 admis et 3 250 candidats s'étaient présentés à l'IFSI pour 59 places (source : Parcoursup).

Le Pays de Morlaix est pleinement investi dans ce domaine et soutient la «stratégie régionale de recherche et d'innovation basée sur la spécialisation intelligente».

Ainsi, le territoire soutient :

1. les projets portés par la Station Biologique de Roscoff et la diffusion de ses travaux,
2. la mise en place du projet Blue Valley, inscrit dans le développement de l'économie bleue et la dynamique globale du Campus Mondial de la Mer. Il s'agit ici de faciliter les liens entre la recherche fondamentale et le système productif local. Ce projet ambitionne également de faire rayonner l'excellence des recherches accomplies à Roscoff en améliorant leur connaissance et leur diffusion à destination du grand public, des scolaires, etc.



3. le projet de CCSTI porté par Morlaix Communauté (Espace des Sciences) en lien avec la recherche, la formation supérieure, la vulgarisation de la recherche fondamentale.

Le territoire souhaite également développer un « campus de territoire » permettant d'améliorer le lien entre les différents établissements d'enseignement supérieur et permettant d'améliorer l'accueil des étudiants (logements, cadre de vie et déplacement, mise en réseau, etc.).

Dans le cadre d'un partenariat, l'UBO et Morlaix Communauté collaborent :

- 1) à l'installation d'un 3ème département sur le site de l'IUT Brest-Morlaix,
- 2) à la création d'un FabLab répondant aux besoins de la communauté constituée des acteurs locaux. Ce projet est à l'étude avec le soutien de l'UBO Open Factory de Brest.

Par ailleurs, l'installation d'une antenne du CNAM à Morlaix permettra d'étoffer l'offre de formation post-bac notamment en alternance sur le territoire.

Enfin, les formations existantes (ISSFFEL, CCI, AFPA, IFSI, ASKORIA, ...) doivent être confortées et développées.

Une attention particulière devra être portée :

- \* d'une part en matière aéronautique (Hop ! Training, BTS Aéronautique,...),
- \* d'autre part en matière de formation aux métiers de l'agroalimentaire tant la pénurie de main d'œuvre dans ce secteur d'activité risque, à très court terme, d'obérer les perspectives de développement de ces industries de pointe.

• ***Des déplacements majoritairement internes au Pays et dominés par la voiture individuelle***

Le territoire est bien connecté : il est traversé par la RN 12 (entre 20 et 30 000 véhicules/jour, la RD 58 entre Morlaix et St Pol de Léon) et est desservi par la ligne ferroviaire Paris/Brest.

Le port de Roscoff est le premier port breton en matière de liaisons transmanche.-( 547 788 passagers ont été transportés vers le Royaume-Uni, l'Irlande et l'Espagne en 2018) ; c'est le 4ème port en matière de marchandises (6 % du tonnage régional). Ce secteur est fortement impacté par la crise sanitaire, les restrictions de déplacement et par le Brexit

Fort de sa situation de carrefour, ce territoire bénéficie de plusieurs infrastructures de transports structurantes essentielles pour son développement et son attractivité résidentielle et économique. Cela étant, le caractère périphérique du territoire est réel.

Cette situation devra donc être prise en compte par la mise en œuvre de moyens (en cohérence avec le pacte d'accessibilité) pour :

- désenclaver le Port du Blosson pour en faire une place forte dans le domaine du fret et transport de passagers ;
- développer les conditions d'accessibilité et de desserte du 1er aéroport breton, aéroport Brest – Bretagne, soutenues dans le cadre de l'Entente Brest-Morlaix-Lannion ;
- conforter et développer la plate-forme aéroportuaire de Morlaix : pour la maintenance aéronautique, la formation, l'aviation d'affaires (Point de Passage Frontalier), drone, ...
- conforter le développement de la desserte ferroviaire du territoire :

1. par une offre TGV et TER quotidienne renforcée pour le PEM de Morlaix, gare de statut national du Pays de Morlaix, indépendamment de la mise en place de trains bolidés assurant une liaison Brest-Paris en 3h00 ;



2. par une offre intermodale répondant aux mobilités du quotidien des 3 EPCI (avec une attention particulière à la liaison Morlaix-Roscoff) ;

3. par le développement du fret ferroviaire via la plate-forme rail-route de Kériveren (Saint Martin des Champs – plan d’actions logistiques breton).

- offrir des modes alternatifs à la voiture individuelle dans les mobilités du quotidien (transport innovant décarboné, solutions modes doux, développement TC, développement de la pratique de la voiture partagée),

- aménager les axes routiers structurants :

1. les axes routier Roscoff / Lorient et Morlaix / Lannion pour faciliter les échanges et connecter le territoire du Pays, avec une vigilance sur le calibrage des réseaux en lien avec l’activité économique du territoire (SICA, Primel Gastronomie),

2. réalisation des échangeurs routiers complets sur la RN12 (Langolvas, Kériveren),

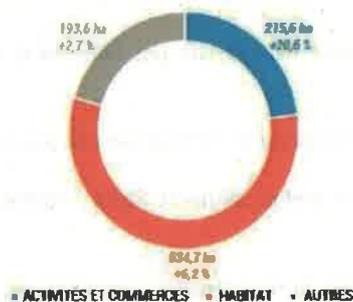
3. création d’une nouvelle voie structurante au Nord de la Zone d’Activités Economiques du Vern à Landivisiau permettant l’interconnexion des principaux axes routiers départementaux à ce secteur identifié par le S.C.O.T. du pays du Léon comme « zone d’activité structurante à développer ».

• **une qualité de vie à préserver et à valoriser**

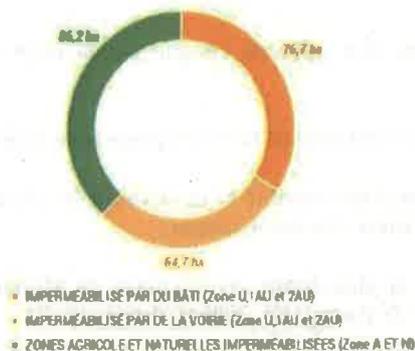
- les paysages et la sobriété foncière

Le Pays de Morlaix recouvre une grande diversité de paysages ; il se déploie entre terre et mer avec comme limites physiques au Nord, la Manche ; au Sud, les Monts d’Arrée ; à l’Est le fleuve côtier du Douaron et à l’Ouest le plateau Léonard. Cette diversité paysagère est menacée par l’artificialisation soutenue des sols, notamment sur 3 secteurs spécifiques : le littoral, l’Ouest de HLC et de la CCPL marqué par l’activité agricole (qui représente 38 % des surfaces imperméabilisées entre 2008 et 2018)

Consommation foncière dans le pays de Morlaix entre 2008 et 2018



Imperméabilisation des sols du pays de Morlaix entre 2008 et 2018





Cumulés, l'habitat et les activités économiques restent les principaux facteurs d'artificialisation des sols avec 14,2 hectares en moyenne par an.

La reconversion des friches industrielles est devenue aujourd'hui une nécessité stratégique, économique, écologique et sociétale pour les entreprises et les acteurs publics ; leur valorisation, en associant une démarche globale permet d'engager une reconversion économique pérenne.

Parallèlement, dans le cadre des dispositifs « territoires d'industrie » et « sites industriels clé en main », il est primordial de soutenir l'activité agroalimentaire et l'activité agricole qui pèsent de façon prépondérante dans l'économie du territoire du Pays.

Afin de concilier les enjeux liés à la préservation du foncier agricole et l'installation d'activités économiques :

- des démarches de restructuration et requalification (ZI de Kériveren à St Martin des Champs, La Boissière à Morlaix, Le Fromeur à Landivisiau) de Z.A.E. et de friches industrielles (Guerlesquin, Plouescat, ex-site Gad à Lampaul-Guimiliau ...) seront menées conjointement entre les E.P.C.I., la Région et l'Etat ;
- l'extension de la Z.A.E. du Vern à Landivisiau sera poursuivie compte tenu de la cohérence de son positionnement, de sa vocation et de son potentiel de développement.

Le schéma territorial des Z.A.E. et le PLUI-H élaborés par la communauté d'agglomération Morlaix Communauté prévoient la réduction des espaces dédiés à l'activité économique sur l'ensemble du territoire et la création d'une Z.A.E. structurante d'une trentaine d'hectares pour des projets industriels et logistiques à proximité des axes routiers.

Le P.A.D.D. du PLUI-H d'Haut-Léon communauté en cours d'élaboration conforte également ces orientations, notamment sur la commune de Plouescat afin d'équilibrer l'aménagement territorial. Cette opération pourrait se concrétiser à travers la réhabilitation d'une friche industrielle (ancien dépôt SICA) en entrée de commune (économie de foncier, préservation des terres agricoles, zéro artificialisation, rénovation urbaine...).

#### - la biodiversité

Le territoire recèle une biodiversité importante. Cette richesse naturelle est donc concernée par des mesures de protections. Le site Natura 2000 de la baie de Morlaix s'étend de la pointe de Buors, sur la commune de Plougasnou à l'Est, à l'île de Siec, sur la commune de Santec à l'Ouest. Il pénètre dans les terres le long des estuaires des rivières de Penzé, de Morlaix et du Dourduff et s'avance au large de l'île de Batz et du Plateau de la Méloine. Trois grands ensembles écologiques constituent le site Natura 2000 : les abords de l'île de Batz et la côte léonarde proche, constitués d'un vaste platier rocheux abritant une grande diversité d'espèces marines et notamment d'intéressantes ceintures algales ; la baie et la rade de Morlaix à proprement dites, façonnées par l'arrivée des rivières de Penzé et de Morlaix, présentant un archipel d'îlots et une mosaïque de fonds marins meubles et rocheux ; le plateau de la Méloine, formant un plateau rocheux détaché, au large de Plougasnou.

3 autres secteurs principaux sont concernés par des mesures de protection : la réserve naturelle régionale « Landes, tourbières du cragou et du Vergam » ; le site inscrit des Monts d'Arrée ; la ZNIEFF de la basse vallée du douron.

Il s'agit pour le territoire de poursuivre les mesures et les actions de préservation.

Le reste du territoire (secteurs centraux et occidentaux du Pays) apparaît moins concerné par ces périmètres alors qu'il participe au fonctionnement des écosystèmes locaux. Des études ou dispositifs complémentaires seront donc développés afin d'identifier d'autres secteurs à préserver.

- La thématique de l'eau est d'importance fondamentale pour le territoire, qu'il s'agisse de la protection de la ressource et de la reconquête de sa qualité.

La feuille de route portée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau LEON TREGOR en confirme les considérants.



Le SAGE fixe des critères de préservation de la quantité et de la qualité de la ressource en eau autour de 5 enjeux forts :

- L'approvisionnement en eau potable
- Les milieux aquatiques et naturels
- Les milieux littoraux
- Les risques naturels
- La gouvernance

Par ailleurs, pour répondre aux enjeux de développement (accueil de population et développement de l'activité économique), les E.P.C.I. sollicitent le soutien aux investissements que doivent réaliser les différents maîtres d'ouvrage en matière :

- d'adduction d'eau potable et de traitement des eaux usées avec la mise aux normes des stations (production et traitement) et des réseaux (distribution, transport et collecte) ;
- d'accompagnement des programmes d'actions GEMAPI et hors GEMAPI (lutte contre les pollutions diffuses, plan algues vertes, digues, etc.).

#### - La thématique de l'énergie :

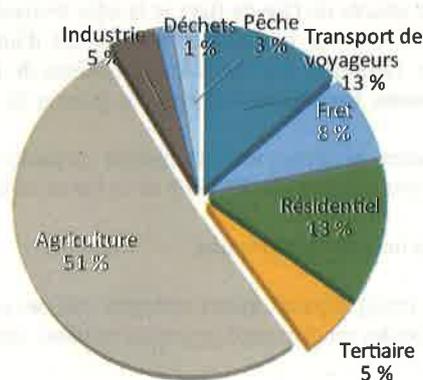
La facture énergétique du pays de Morlaix est de 289 millions d'euros par an dont 138 millions pour le bâtiment (essentiellement le résidentiel).

Le territoire produit 3,85 % de l'énergie totale consommée par le territoire.

Les EPCI et le PETR souhaitent intensifier leur action en faveur :

- de la réduction de la consommation en énergie et l'application du principe de sobriété

**Répartition des émissions totales**



La part des secteurs « émetteurs » dans les émissions doit être observée au regard de la puissance productrice des secteurs. En effet, le secteur agricole du Pays de Morlaix nourrit grâce à ses productions un nombre bien plus important que d'habitants sur le Pays.

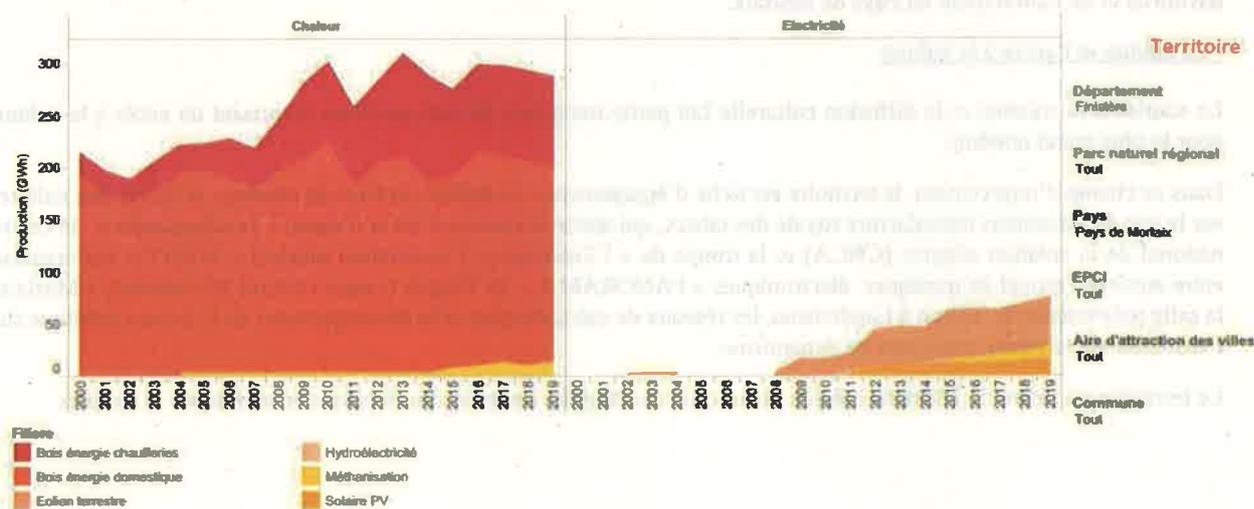
L'équivalent en nombre d'habitants de la production :

- secteur production de légumes : 3 300 000 habitants
- secteur porcin : 6 615 000 habitants
- secteur du lait : 626 000 habitants



- du développement des énergies renouvelables :
  - biomasse,
  - bois-énergie,
  - photovoltaïque,
  - éolien,
  - stockage d'électricité.

### Évolution de la production d'énergie par type et par filière sur les territoires en Bretagne



- de l'efficacité énergétique (conception économe, matériaux durables de construction, recyclerie de matériaux)
  - des logements,
  - des bâtiments agricoles,
  - des bâtiments artisanaux, industriels et commerciaux et des bâtiments publics

Les financements croisés des agences locales de l'énergie doivent à ce titre être maintenus (Etat, Région,...).

#### - La thématique de la prévention des déchets :

Les EPCI intensifieront leur action en faveur de la réduction des déchets :

- ZDZG,
- Famille Zéro Déchets,
- consommation responsable,
- circuits courts,
- recyclerie,
- extension des consignes de tri.



### - le patrimoine

Le Pays de Morlaix abrite un patrimoine bâti, paysager et culturel de grande qualité. Cette richesse se manifeste par le nombre et la diversité des sites et monuments qui font l'objet d'une protection et d'une mise en valeur. La reconnaissance de cette richesse s'est notamment traduite par l'obtention du label pays d'art et d'histoire en 2006 (premier Pays breton à l'obtenir). Le renouvellement du label Pays d'Art et d'Histoire et le développement de son réseau de C.I.A.P. (un troisième en projet sur le territoire Haut-Léon communauté en complément de ceux édifiés à Morlaix et à Guimiliau) doivent être soutenu. Un des axes prioritaires du P.A.H. est de promouvoir le patrimoine local auprès de la population afin de favoriser sa protection.

Le patrimoine, les équipements et acteurs culturels et le tourisme sont des leviers importants du développement territorial et de l'attractivité du Pays de Morlaix.

### - La culture et l'accès à la culture

Le soutien à la création et la diffusion culturelle fait partie intégrante du lien social en favorisant un accès à la culture pour le plus grand nombre.

Dans ce champ d'intervention, le territoire est riche d'équipements : le théâtre du Pays de Morlaix, le SEW, lieu culturel sur le site de l'ancienne manufacture royale des tabacs, qui abrite le cinéma d'art et d'essai, « la salamandre », le centre national de la création adaptée (CNCA) et la troupe de « l'Entresort », l'association musical « WART » qui organise entre autre le Festival de musiques électroniques « PANORAMA », la Virgule (centre culturel Microfolies) à Morlaix, la salle polyvalente du Vallon à Landivisiau, les réseaux de médiathèques et le développement de la lecture publique sur l'ensemble du territoire traduisent ce dynamisme.

Le territoire est riche d'un tissu de créatifs diffus qui constitue des forces et des richesses économiques et sociales.



## **Article 2 – Ambition du territoire du Pays de Morlaix**

*UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, ATTRACTIF ET AMBITIEUX DANS LA MISE EN ACTION DES TRANSITIONS*

### **1 – poursuivre la transition économique**

- Développer et / ou adapter les zones d'accueil économiques dans le respect des objectifs du Zéro artificialisation nette et sans concurrence avec les commerces du centre-ville
- Promouvoir la destination touristique
- Soutenir le développement des commerces de proximité et leur compétitivité
- Proposer une offre d'emploi diversifiée
- Renforcer les dispositifs d'insertion par l'emploi

### **2 – poursuivre la transition énergétique, écologique et environnementale**

- Améliorer la connaissance de l'état des lieux écologique du territoire
- Agir pour une eau douce de qualité et en quantité et une eau de mer de qualité en fédérant l'ensemble des acteurs concernés autour d'un destin commun
- Poursuivre les actions de réduction des déchets et de valorisation des déchets des habitants, des entreprises et des collectivités
- Préserver un environnement sain et la biodiversité du territoire
- Renforcer les actions de réhabilitations et de rénovations énergétiques de l'ensemble du bâti (public et privé)
- Développer les modes de déplacements durables
- Développer la production des énergies renouvelables et décarbonées
- Poursuivre les actions qui œuvrent à la réduction des consommations énergétiques
- Former les décideurs publics pour renforcer la prise en compte du principe de « durabilité / sobriété » dans l'ensemble des politiques publiques

### **3 – poursuivre la transition solidaire et territoriale**

- Renforcer l'attractivité des centralités et garantir un développement en services équilibré pour tous en développant les mobilités durables et réhabilitant et diversifiant l'habitat
- Permettre au territoire de se saisir des opportunités liées au développement des usages numériques
- Proposer des services et des équipements à la population adaptés et diversifiés (santé, culture, sport, éducation)
- Favoriser vivre-ensemble, lien social et intergénérationnel
- Préserver et valoriser le patrimoine matériel et immatériel du territoire
- Accompagner les évolutions sociétales (vieillesse de la population, appareils de formation, développement du numérique), nouveaux modes de consommation...)



### **Article 3 – Les orientations stratégiques**

Le présent contrat fixe les orientations stratégiques en s'appuyant sur le projet de territoire en cours d'élaboration. Les orientations stratégiques présentées ci-dessous sont donc provisoires :

#### **transition économique :**

- Orientation 1 : développer une économie durable et créatrice d'emplois
- Orientation 2 : accompagner les initiatives d'accès à l'emploi et à la formation

#### **transition énergétique :**

- Orientation 3 : tendre vers un territoire autonome en énergie
- Orientation 4 : soutenir et développer l'économie circulaire

#### **transition écologique et environnementale :**

- Orientation 5 : Préserver le patrimoine matériel et immatériel du territoire (paysage, ressource, biodiversité, bâti, culture)
- Orientation 6 : Favoriser le développement des mobilités durables

#### **transition solidaire et territoriale :**

- Orientations 7 : accompagner les évolutions sociétales
- Orientation 8 : Garantir un développement en services équilibré sur le territoire et favoriser vivre ensemble et lien intergénérationnel

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage, et entérinées par voie d'avenant.

### **Article 4 – Le Plan d'action**

Le plan d'action est la traduction des projets de territoire en cours d'élaboration et est une déclinaison des 8 orientations de l'article 3 ;

#### **4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'État**

Les acteurs du PETER Pays de Morlaix sont engagés avec l'État dans plusieurs dispositifs préexistants et ont vocation à intégrer le CRTE. Sont donc identifiés :

#### **Les programmes territorialisés de l'ANCT :**

##### Petites villes de demain :

- Plouigneau/Pleyber-Christ — convention signée le 23 mai 2021
- Landivisiau/Plouvorn/Sizun — convention signée le 18 mars 2021
- Saint-Pol-de-Léon — convention signée le 18 mars 2021

##### Territoires d'Industrie

- contrat Finistère intégrant les 3 EPCI - signé le 9 juillet 2021.

##### ORT / Action Coeur de ville / Réinventons nos cœurs de ville :

- Ville de Morlaix : convention signée le 21 septembre 2018, transformée en convention ORT par arrêté du 14/10/2019. Avenant signé le 18 mars 2021.



#### Maisons France Services :

2 sites labellisés : Landivisiau et Saint-Pol-de-Léon/Cléder

1 site en cours de labellisation : Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner

1 France Services itinérant labellisé sur 6 communes de Morlaix communauté : Plounéour-Ménez, Plougonven, Pleyber-Christ, Lannéanou, Plourin-Iès-Morlaix, Le Cloître Saint Thégonnec

#### Tiers-lieux – fabrique de territoire

1 dossier constitué en réponse à l'AMI permanent lancé par l'Etat

### **Les contrats et programmes transversaux**

#### Planification territoriale

SCOT :

- SCOT recouvrant le territoire de Morlaix communauté (approuvé le 12/11/2007 — révision prescrite en 22/12/2014, confirmée par délibération du 14/12/2020 — une réflexion au niveau supracommunautaire a été décidée

• SCOT recouvrant les territoires de Haut-Léon communauté et CC pays de Landivisiau (approuvé le 13/04/2015 la délibération du 7/12/2016 prescrit la révision)

PLU- H :

• PLUi-H sur le territoire de Morlaix communauté (approuvé le 10/02/2020)

• PLUi-H prescrit sur Haut-Léon communauté (18/04/2018) — PADD approuvé le 31 mars 2021.

• PLUI de la Communauté de communes du Pays de Landivisiau : lancement de l'élaboration 1<sup>er</sup> trimestre 2022

PCAET :

• élaboration en cours sur Morlaix communauté

• engagé sur Haut-Léon communauté et CC Pays de Landivisiau

SAGE :

• SAGE Léon-Trégor approuvé par arrêté préfectoral du 26/08/2019

#### OPAH-RU et copropriétés :

• étude pré-opérationnelle en cours sur Morlaix communauté – en cours d'engagement sur Haut-Léon communauté

#### CPER - Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs :

• protocole « études » : Saint-Martin-des-Champs, Plouézoch', Plougonven et Morlaix

• protocole « travaux » : Guerlesquin, Plounéour-Ménez, Saint-jean-du-Doigt, Commana, Plouézoch' et

Plougonven

• engagement d'études sur plusieurs lignes SNCF (incluant celle de Morlaix-Roscoff) par avenant au CPER 2017-2021 — volet mobilité multimodale - signé le 16 avril 2021

#### Contrat local de santé du Pays de Morlaix signé le 22 janvier 2020

29 fiches actions portant sur 4 axes : promotion de la santé, accès aux soins, populations vulnérables et leurs aidants, Innovation et participation citoyenne.

Démarche de diagnostic local santé-environnement en cours.

#### Maisons de santé pluridisciplinaires : avec projet de santé validé par l'ARS :

• Lanmeur

• Plouézoch'

• Plougonven/Plourin-Iès-Morlaix

• Sizun



avec projet de santé en cours d'élaboration :

- Plouescat

#### Projet alimentaire de territoire

Pays de Morlaix lauréat de l'appel à projet PNA (programme national pour l'alimentation) – projet transféré à Morlaix Communauté

#### Emploi:

- Transitions collectives (pays)
- Territoire Zéro chômeur (Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner)

#### Patrimoine et culture :

- Convention Ville et Pays d'Art et d'Histoire depuis 2006 – renouvellement du label en cours
- AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) à Morlaix
- Site Patrimonial Remarquable et PSMV (Plan de sauvegarde et de mise en valeur) en cours à Morlaix
- Contrat de territoire lecture 2020-2022 (CC Pays de Landivisiau)
- Micro-Folies (Morlaix : « la Virgule »)
- Aires marines éducatives

## **4.2. Validation des actions**

A chacune des orientations présentées ci-dessus correspond en annexe n° 2 un tableau présentant les actions inventoriées pour les années 2021 et 2022 ; cette liste est susceptible d'évoluer et les actions seront inscrites dans les futurs projets de territoire des EPCI membres du Pays de Morlaix en cours d'élaboration.<sup>3</sup>

### TRANSITION ÉCONOMIQUE :

#### **• Orientation 1 : développer une économie durable et créatrice d'emplois**

Cette orientation vise à soutenir la création et/ou le développement des entreprises du territoire. Il s'agira notamment d'être attractif aux investisseurs exogènes mais également de conforter la vitalité des entreprises existantes.

Les actions proposées s'inscrivent pour partie dans le contrat du territoire d'industrie 29 signé le 9 juillet 2021.

Elles portent sur :

- la réhabilitation de friches industrielles, immobilières, commerciales ou agricoles,
- la requalification et la modernisation des zones d'activités dans le respect des objectifs du Zéro artificialisation nette et sans concurrence avec les commerces du centre-ville
- l'aménagement ou la réhabilitation de locaux d'accueil d'entreprises
- les actions liées au développement des usages numériques
- le développement des tiers lieux
- l'accompagnement de filières d'avenir
- l'accompagnement des mutations des secteurs clés comme l'agriculture, l'agroalimentaire, l'industrie
- l'encouragement aux initiatives de relocalisation des activités productives
- la promotion de la destination touristique
- développer le tourisme « en basse saison »

3 Annexe 3 : tableau récapitulatif des actions.



### **• Orientation 2 : accompagner les initiatives d'accès à l'emploi et à la formation**

Cette orientation vise à soutenir l'ensemble des démarches qui permettent de faire coïncider offre et demande en matière d'emploi.

Cette dimension comprend l'anticipation des besoins en main d'œuvre, l'adaptation de l'appareil de formation, la sensibilisation aux métiers dévalorisés. Elle implique également le développement de dispositif permettant de valoriser (rémunération, qualité de vie au travail, adaptabilité du temps de travail « choisi ») certains métiers en tension et pour lesquels la demande va s'accroître : métiers du service, de l'accompagnement du vieillissement, du bâtiment et de l'industrie, par exemple.

Les actions portent sur :

- le soutien aux initiatives d'accès à l'emploi et des structures les mettant en œuvre,
- action de formation aux nouveaux métiers,
- le dispositif « Transition collective »,
- le soutien aux dispositifs d'insertion par l'emploi

### **TRANSITION ÉNERGÉTIQUE :**

### **• Orientation 3 : tendre vers un territoire autonome en énergie**

Les actions portent sur :

- le développement de la production des énergies renouvelables et décarbonées
- les études liées au développement des énergies renouvelables et aux filières associées
- la réalisation d'études pré opérationnelles d'OPAH ou de PIG et le soutien aux dispositifs d'aide financière à destination des propriétaires bailleurs ou occupants afin d'améliorer les performances thermiques et énergétiques des logements
- la rénovation énergétique des équipements et bâtiments publics et les établissements recevant du public,
- le soutien et l'accompagnement des actions portées, notamment, par l'agence de l'énergie du Pays de Morlaix HEOL

### **• Orientation 4 : soutenir et développer l'économie circulaire**

Dans le contexte de raréfaction des matières premières, le rapport aux déchets s'est modifié depuis plusieurs années. Les déchets sont devenus une ressource, valorisée dans les circuits du recyclage.

Les démarches entreprises par les EPCI du territoire portent sur l'accroissement des performances des déchetteries mais également la sensibilisation à la réduction des déchets.

Ainsi, les actions portent sur :

- la réhabilitation ou le réaménagement des déchetteries avec des mises aux normes, la mise en place de contrôle d'accès ; la création de plateformes de broyage de déchets verts
- la création de ressourceries,
- le soutien aux démarche de l'économie circulaire,
- le soutien aux initiatives « famille zéro déchets », réduction du gaspillage alimentaire dans les restaurants collectifs, etc



### TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ENVIRONNEMENTALE :

#### **• Orientation 5 : Préserver le patrimoine matériel et immatériel du territoire (paysage, ressource, biodiversité, bâti, culture)**

Le Pays de Morlaix regorge d'un patrimoine naturel, culturel, matériel et immatériel riche qui doit être préservé.

Les actions portent sur :

- la mise en œuvre des actions prévues au SAGE LEON TREGOR visant à améliorer la qualité de l'eau et à préserver la quantité de la ressource et la gestion du petit et du grand cycle de l'eau :
  - les études stratégiques (schémas directeurs eau et assainissement)
  - les travaux visant à améliorer l'assainissement collectif (réhabilitation et/ou renouvellement des réseaux, requalification des stations d'épuration, extension de la capacité des STEP...)
  - la restauration des continuités écologiques
  - le renouvellement des réseaux d'adduction en eau potable
  - la protection de la qualité de l'eau de mer
  
- l'anticipation des risques de submersions marines et la préservation du trait de côte
  
- la maritimité et le soutien aux filières et aux métiers de la mer et de l'économie bleue, via les fonds FEAMPA, notamment.
  
- la protection de la richesse de la biodiversité locale :
  - les actions de protections et de sensibilisation (atlas de la biodiversité communale (ABC), action NATURA 2000, requalification et protection du jardin Delaselle, extension des périmètres de protection des espaces naturels, par exemple)
  
- la préservation et la valorisation du patrimoine :
  - la promotion du label Pays d'Art et d'Histoire et de ses actions (actions pédagogiques, centre d'interprétation du patrimoine)
  - l'accompagnement et le soutien à toutes les initiatives de protection, de préservation et de sensibilisation au patrimoine

#### **• Orientation 6: Favoriser le développement des mobilités durables**

Les déplacements internes au Pays de Morlaix sont majoritaires. En ce qui concerne les déplacements domicile-travail, 80 % des actifs résidant au sein du Pays de Morlaix travaillent également dans le Pays de Morlaix. Ces déplacements domicile travail sont qualifiés de structurants car ils génèrent la majorité des distances parcourues. Cependant les déplacements domicile-travail ne représentent en moyenne que 20 à 25 % des déplacements. Les déplacements réalisés pour d'autres motifs (achat, loisirs, accès aux services) sont généralement réalisés dans un rayon de proximité et dessinent un bassin de mobilité plus restreint. Il s'agit alors d'évoquer les mobilités du quotidien propres à chaque EPCI. Sur ces petites distances, il est possible d'envisager une substitution de la voiture par des déplacements en « mode doux ». Les EPCI s'engagent dans le développement de leur schéma vélo ou le développement des systèmes de voirie partagée.

Les actions portent sur :

- la définition de stratégie locale en matière de politiques de mobilité déclinée aux différentes échelles territoriales (Pays, communautés, communes)
- la réalisation de pistes et aménagements cyclables et la proposition de dispositifs d'équipement de vélos à assistance électrique ou de véhicules électriques



- le développement d'une politique de covoiturage (animation et équipement)
- le soutien aux structures œuvrant pour l'insertion et la mobilité des personnes empêchées ( ART et plate forme de la mobilité du Pays de Morlaix)

#### TRANSITION SOLIDAIRE ET TERRITORIALE :

##### **• Orientations 7 : accompagner les évolutions sociétales**

Le Pays de Morlaix comme le reste du territoire évolue dans « un monde en mouvement » qui doit faire face à des enjeux majeurs et inédits : l'urgence climatique, le développement et le perfectionnement des technologies numériques, la crise sanitaire, l'allongement de la durée de vie ; ces éléments parmi d'autres obligent la puissance publique à être réactive et à s'adapter à ces nouvelles circonstances.

Les actions concernées portent donc sur :

- l'inclusion numérique et le financement des conseillers numériques afin de résorber la fracture numérique
- le développement des infrastructures numériques
- le développement des sites France services pour un accès égal aux droits,
- l'accès à une alimentation saine et durable :
  - développement des circuits courts
  - généralisation des repas bio et locaux dans la restauration collective
  - élaboration de projet alimentaire de territoire
- la mise en œuvre du programme d'action du contrat local de santé
- la construction/production de logements ou d'hébergements adaptés (vieillesse, jeunes, gens du voyage...) en centralités et sobres énergétiquement

##### **• Orientation 8 : Garantir un développement en services équilibré sur le territoire et favoriser vivre ensemble et lien intergénérationnel**

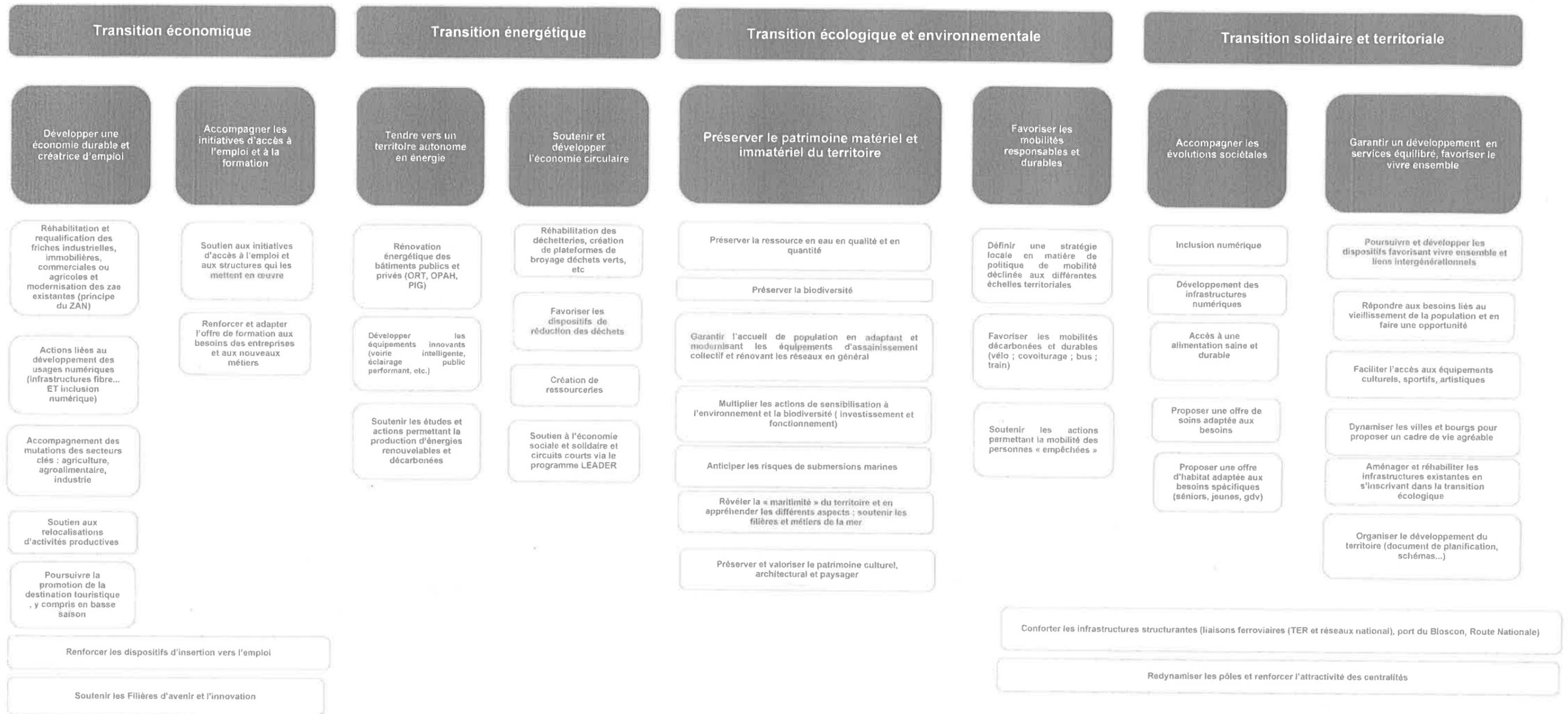
En lien avec l'armature urbaine déterminée dans les PLUI et dans chaque projet de territoire, il s'agit de conforter et de dynamiser les centralités des communes identifiées et ainsi de faciliter la vie des populations en proposant une offre de services et commerces de proximité. Mais au-delà de ces pôles structurants, l'ensemble des communes du Pays de Morlaix sont concernées par la nécessité de proposer à leurs habitants un cadre de vie agréable.

Le Pays de Morlaix est reconnu pour compter un nombre important d'associations qui lui permettent de bénéficier d'une qualité de vie à préserver.

Les actions portent sur :

- le soutien à l'ingénierie et à l'investissement dans le cadre des dispositifs « petites ville de demain » et les ORT
- la facilitation de l'accès à des équipements culturels et artistiques (micro folies, requalification d'espaces culturels, mise en réseau des médiathèques, développement de la lecture publique, par exemple)
- le soutien aux opérations d'aménagements s'inscrivant dans la transition écologique : aménagement de places en centralités, mobilités douces, accessibilité, réseaux d'éclairage public performant, voirie intelligente)
- l'aménagement ou la réhabilitation des infrastructures existantes :
  - réhabilitation, extension de groupes scolaires
  - réhabilitation de salles communales ou de sport ; elles sont nombreuses sur le territoire et participent au vivre ensemble.

« UN TERRITOIRE SOLIDAIRE, ATTRACTIF ET AMBITIEUX DANS LA MISE EN ACTION DES TRANSITIONS »





## **Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie**

Le Pays de Morlaix mobilise son ingénierie et celle des EPCI membres. Il a également bénéficié d'un appui de l'ADEUPA financé par l'ANCT à hauteur de 20 000 EUROS ;

La contractualisation entre l'État et les collectivités mutualise, dans les conventions les ressources, entre autre financières, et les différentes formes d'ingénierie d'appui. L'agence nationale de cohésion des territoires, a installé un comité local de cohésion territoriale (CLCT) présidé par le Préfet, qui cadre cet appui en ingénierie sous trois formes :

- à partir du réseau des partenaires nationaux de l'agence (Cerema, ADEME, Anah, Anru, Banque des Territoires),
- Et/ou à partir de l'ingénierie locale d'appui en place sur les territoires, partenaires locaux du CLCT dans le champ de l'ingénierie territoriale,
- t/ou à partir de l'ingénierie dont dispose l'agence dans le cadre des marchés passés avec des prestataires privés.

Les projets et actions du CRTE du Pays de Morlaix bénéficieront de ces modalités d'accompagnement en ingénierie.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui pourraient notamment mobiliser des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

## **Article 6 - Engagements des partenaires**

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

### **6.1. Dispositions générales concernant les financements**

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.

Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.



## 6.2. Le territoire signataire

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire du Pays de Morlaix assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire. Le Pays de Morlaix désigne sa directrice responsable du pilotage du CRTE et affecte une équipe projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation.

Le contrat concerne plusieurs collectivités, celles-ci recherchent la coordination et l'animation à l'échelle de l'ensemble du territoire à travers la désignation d'un interlocuteur désigné.

Le Pays de Morlaix s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire. Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat.

Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le Pays de Morlaix s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

## 6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets. L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE. L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE. L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles. Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes. En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.

D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.



### **6.6. Engagements des opérateurs publics**

Un ou des opérateurs publics s'engagent à désigner dans leurs services un ou des référent (s) pour participer à la gouvernance du CRTE ainsi qu'au dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation des actions et projets.

Ce ou ces opérateurs publics s'engagent à soutenir de manière prioritaire les actions et projets du CRTE, compatibles avec leurs politiques publiques et cadres d'intervention.

### **6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques**

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif. Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes : la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part, et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

## **Article 7 – Gouvernance du CRTE**

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule avec le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

### **7.1. Le comité de pilotage**

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département, ou son représentant, et par le Président du territoire ou son représentant.

Il est composé de représentants de l'exécutif et des services de territoires, des services de l'Etat, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires, ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.



## **7.2. Le comité technique**

Le comité technique est coanimé par les représentants de l'Etat et du Pays de Morlaix. Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

## **7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets**

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

## **Article 8 - Suivi et évaluation du CRTE**

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'État, membres du comité technique. Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage. D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

A terme, la plateforme CRTE pourrait être l'outil de renseignement de ces tableaux de bord en vue de leur mise à disposition selon une régularité à définir localement, auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.



## Article 9 - Résultats attendus du CRTE

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la Stratégie Nationale Bas Carbone .

Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée.

### ***Orientation 1 : développer une économie durable et créatrice d'emplois***

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Nombre de Zones d'activités renouvelées et réhabilitées en hectare	Observatoires économiques EPCI données Adeupa	À fixer	hausse
Nombre d'emplois créés (total et dans les filières émergentes : biotech, créatifs)	Observatoires économiques EPCI données Adeupa	À fixer	hausse
Solde entreprises créées / arrêtées	Observatoires économiques EPCI données Adeupa	À fixer	hausse
Fiches à vocation économique réhabilitées	Observatoires économiques EPCI données Adeupa	À fixer	hausse
Nombre de tiers lieux et mise en réseau des actions / animations	Observatoires économiques EPCI	À fixer	développement
Nombre de nuitées	OT		développement

### ***Orientation 2 : accompagner les initiatives d'accès à l'emploi et à la formation***

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Actions de rapprochement de l'offre et la demande en emploi (job dating)	Observatoires économiques EPCI données Adeupa données du groupe de l'emploi local	/	hausse
Nombre d'emplois sauvegardés via le dispositif « transitions collectives »	Observatoires économiques EPCI données Adeupa	/	hausse



**Orientation 3 : tendre vers un territoire autonome en énergie**

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Production d'énergies renouvelables	PCAET et diagnostic du territoire à mener		
Consommation énergétique du territoire		330 millions d'euros /an	baisse
Taux d'autonomie énergétique du territoire		5 à 10 %	hausse
Nombre de logements rénovés et réduction des GES	Observatoires PLH, HEOL, diagnostic santé environnement du Contrat Local de Santé (en cours)	À fixer avec EPCI	hausse
Consommation d'énergie des bâtiments publics	PCAET, HEOL	/	hausse
Développement des filières d'énergie renouvelables	CCI	À fixer	développement
Gain énergétique moyen des équipements rénovés			Réduction de 30 % de la consommation énergétique (objectif fixé par la DSIL relance)

**Orientation 4 : soutenir et développer l'économie circulaire**

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Tonnage de déchets produits par habitant / par an	Services déchets des EPCI	À fixer avec EPCI	baisse
Part des déchets recyclés	Services déchets des EPCI	À fixer avec EPCI/	hausse
Développement de l'économie circulaire	ADESS	À fixer	Développement des actions menées après des collectivités et des particuliers



**Orientation 5 : Préserver le patrimoine matériel et immatériel du territoire (paysage, ressource, biodiversité, bâti, culture)**

<b>Indicateur</b>	<b>Référence</b>	<b>Valeur de référence</b>	<b>Objectif</b>
Atteinte des objectifs en matière de qualité de l'eau prévus dans le SAGE LEON TREGOR	Tableau de bord SAGE LEON TREGOR agence de l'eau, DDTM adeupa	Cf tableau de bord feuille de route SAGE LEON TREGOR	
Conformité des infrastructures de traitement des eaux usées	PCAET, EPCI, SAGE	/	hausse
Surface des haies et des bocages	Contrat de territoires Breizh bocage agence de l'eau	À fixer	développement
Évolution de la surface boisée du territoire	EPCI		
Site (surface et/ou nombre) préservés	EPCI	Nombre de sites concernés	hausse
Suivre et évaluer la vulnérabilité du territoire face aux risques de submersion marine	EPCI, SAGE, DDT	Vers un observatoire intégré	développement
Nombre d'élèves bénéficiaires des actions pédagogiques de sensibilisation au patrimoine	PAH		
Nombre d'atlas communal de la biodiversité réalisé	communes		



**Orientation 6: Favoriser le développement des mobilités durables**

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Élaboration de documents cadres en matière de mobilité	Elaboration de plan de déplacement, de plans de déplacement d'entreprises, de schémas « vélo »	/	hausse
Infrastructures cyclables	EPCI	En km linéaire	hausse
Part de véhicules électrique/hybrides dans le parc des collectivités	EPCI, communes	En %	hausse
Nombre de bornes de recharge en accès public	SDEF, EPCI		hausse

**Orientations 7: accompagner les évolutions sociétales**

Indicateur	Référence	Valeur de référence	Objectif
Inclusion numérique	EPCI, tiers lieux	Nombre d'actions et nombre de bénéficiaires des actions de formation à l'usage du numérique	hausse
Développement des infrastructures numériques	EPCI, Megalis, opérateurs	Nombre de point d'accès à la fibre	hausse
Alimentation durable	EPCI, communes	Nombre de reas bio nombre de repas en circuits courts, nombre de vente directe	développement
Élaborer un PAT		PAT approuvé	
Nombre de famille zéro déchet	EPCI, communes, association		développement
Mettre en œuvre les 29 actions du CLS	CLS, EPCI cohésion sociale		développement
Nombre de logements adaptés (jeunes, vieillissement, gdv en voie de sédentarisation)	PLH, opérateurs LLS, SEM		développement



**Orientation 8 : Garantir un développement en services équilibré sur le territoire et favoriser vivre ensemble et lien intergénérationnel**

<b>Indicateur</b>	<b>Référence</b>	<b>Valeur de référence</b>	<b>Objectif</b>
Elaborer les documents d'urbanisme intercommunaux aux échelles territoriales cohérentes	PLUI – H, schéma mobilité, PCAET, SCOT	À fixer avec EPCI	
Privilégier le renouvellement urbain	le PCAET, HEOL	/	hausse
Opération de réhabilitations de friches menées en centralité	Action coeur de ville, ORT centre bours, petites villes de demain	Nombre et surface concernée (création de commerces, logements en centralité)	développement
Nombre d'espaces intergénérationnels créés	EPCI, communes	Nombre	développement

**Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE**

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.

La durée de ce contrat est de six ans.

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

**Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE**

Le CRTE est évolutif. Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage. C'est notamment le cas lors d'une évolution de son périmètre ou du nombre d'actions.

**Article 12 - Résiliation du CRTE**

D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

**Article 13 – Traitement des litiges**

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Rennes.





**Sommaire des annexes**

**Annexe 1 – portrait de territoire, décembre 2020**

**Annexe 2 – plan d’actions 2021 et prévisionnel 2022 (non exhaustif)**

**Annexe 3 – récapitulatif des financements au titre du plan de relance 2020- 2021**

**Annexe 4 – consultation régionale à la première phase d’élaboration du CPER 2021/2027**

**Annexe 5 – Contribution des établissements publics et opérateurs**

Année	Montant (M€)				
2020	1000	2000	3000	4000	5000
2021	1500	3000	4500	6000	7500
2022	2000	4000	6000	8000	10000
2023	2500	5000	7500	10000	12500
2024	3000	6000	9000	12000	15000
2025	3500	7000	10500	14000	17500
2026	4000	8000	12000	16000	20000
2027	4500	9000	13500	18000	22500
Total	25000	50000	75000	100000	125000



## Annexe 2 – Plan d’actions 2021/2022 – cette liste d’actions est non exhaustive

### Transition économique :

- Orientation 1 : développer une économie durable et créatrice d’emplois
- Orientation 2 : accompagner les initiatives d’accès à l’emploi et à la formation

### Transition énergétique :

- Orientation 3 : tendre vers un territoire autonome en énergie
- Orientation 4 : soutenir et développer l’économie circulaire

### Transition écologique et environnementale :

- Orientation 5 : Préserver le patrimoine matériel et immatériel du territoire (paysage, ressource, biodiversité, bâti, culture)
- Orientation 6 : Favoriser le développement des mobilités durables

### Transition solidaire et territoriale :

- Orientations 7 : accompagner les évolutions sociétales
- Orientation 8 : Garantir un développement en services équilibré sur le territoire et favoriser vivre ensemble et lien intergénérationnel

## ORIENTATION 1 : DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE DURABLE ET CRÉATRICE D’EMPLOIS

Territoire d’intervention	Maître d’ouvrage (MO) / coordinateur (CO)	Nom du projet	Coût Investissement	Coût fonctionnement	Calendrier de réalisation
Pays de Morlaix	(MO) PETR Pays de Morlaix	BLUE VALLEY		250 000 €	2020-2023
Pays de Morlaix	(CO) PETR Pays de Morlaix	Animation de la communauté numérique de territoire			
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Réhabilitation de la friche artisanale de Plouescat	7 501 914 €		2022-2024
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Extension de la zone Kerrannou à Saint-Pol-de-Léon	A définir		



Haut Léon Communauté	MO - Saint-Pol-de-Léon	Commerces connectés – Application Imagina	24 000 €		2021-2025
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Commerces connectés – Application Imagina	X		X
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Commerces connectés – Application Imagina	X		X
Haut Léon Communauté	MO - Mespaul	Aménagement d'un commerce, de logements locatifs et de cellules commerciales	663 545 €		2021-2022
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de-Léon	Reconversion d'une friche industrielle – Quartier Gare – (rue de Brest)	A définir		2022-2025
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de-Léon	Résidence d'artistes	10 000 €/an		2021
Haut Léon Communauté	MO - Roscoff	Construction d'un bâtiment nautique (gare maritime)	1 570 200 €		2022-2024
Haut Léon Communauté	MO - Cléder	Rénovation, extension et mise aux normes du bâtiment Club Nautique	1 600 000 €		
Morlaix Communauté	Le Cloître St Thégonnec	Projet de construction d'un restaurant communal	540 000€		2021
Morlaix Communauté	Le Cloître St Thégonnec	Projet de réhabilitation ancienne bâtisse en gîte d'étape	690 000€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Requalification de friche commerciale (PVD) <sup>4</sup>	1 000 000€		2022
Morlaix Communauté	Plouigneau	Refonte et extension de l'écomusée (PVD)	900 000€		2021
Morlaix Communauté	Plourin lès Morlaix	Construction d'un bâtiment pour commerce de bouche de proximité	250 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint Jean du Doigt	Rénovation du camping municipal	198 392€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Création et refonte de sites internet pour le compte de l'agglomération et des communes du territoire via une usine à sites	265 000€		2021



Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Dématérialisation des demandes d'autorisation d'urbanisme (DAU)	31 000€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Espace Jeunes entreprises du numérique et coworking	1 300 000€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville (ACV)	Créer une conciergerie en centre-ville (ACV 6)	90 000€		à préciser
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville	Création d'une couveuse de commerces (ACV7)	760 000€		2021 à 2024

#### **ORIENTATION 2 : ACCOMPAGNER LES INITIATIVES D'ACCES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION**

<b>Territoire d'intervention</b>	<b>Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Coût Investissement</b>	<b>Coût fonctionnement</b>	<b>Calendrier de réalisation</b>
Pays de Morlaix	(MO) PETR Pays de Morlaix	Forum de l'emploi - formation		12 000 €	2021
Pays de Morlaix	(MO) PETR Pays de Morlaix	Les cafés de l'emploi		1000€ / café	4 / an
Pays de Morlaix	(CO) PETR Pays de Morlaix	Transitions collectives			2020-2026
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville	Créer une place de marché pour les commerçants et artisans « Ma ville mon shopping » (ACV 5)	56 410€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville	Développer un programme d'activités multiservices, tertiaires et commerciales sur le quartier de la gare (ACV 4B)	240 000€		2022 à 2024



### ORIENTATION 3 : TENDRE VERS UN TERRITOIRE AUTONOME EN ÉNERGIE

Territoire d'intervention	Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)	Nom du projet	Coût Investissement	Coût fonctionnement	Calendrier de réalisation
CCPL	Bodilis	Rénovation thermique et énergétique du complexe sportif "Club house - buvette"	353 690 €		2021
CCPL	Bodilis	Acquisition de la dernière exploitation agricole du centre bourg - Dépollution et déconstruction	280 000 €		2022
CCPL	Bodilis	Travaux d'économie d'énergie sur le patrimoine bâti communal	27 000 €		2021
CCPL	Bodilis	Acquisition d'une friche industrielle dite "propriété hydraulique du Léon" - Dépollution et déconstruction	80 000 €		2022
CCPL	Bodilis	Réhabilitation d'habitats anciens "Ex propriété Quéran" en logements sociaux	275 000 €		2025
CCPL	Guimiliau	Réaménagement du terrain de football et des vestiaires	175 000 €		2022
CCPL	Landivisiau	Réhabilitation de l'Hôtel de Ville	2 750 000 €		ND
CCPL	Landivisiau	Réhabilitation de la médiathèque située sur le secteur en rénovation urbaine du cœur de ville	2 150 000 €		2021
CCPL	Lampaul-Guimiliau	Rénovation et extension de l'ALSH	ND		2022



CCPL	Loc-Eguiner	Rénovation énergétique de la Salle Polyvalente et de ses annexes	85 000 €		2021
CCPL	Locmélar	Rénovation/extension de l'école communale	220 000 €		2021
CCPL	Locmélar	Rénovation de la salle polyvalente	750 000 €		2022
CCPL	Plouvorn	Renouvellement des réseaux eau potable, eaux usées, eaux pluviales	1 076 000 €		2021
CCPL	Plouvorn	Rénovation thermique de l'Eglise	42 000 €		2021
CCPL	Plouvorn	Travaux de rénovation thermique et acoustique de la Mairie	110 000 €		2022
CCPL	Plouvorn	Travaux de réfection des locaux de la salle polyvalente "Jacques de Menou"	700 000 €		2022
CCPL	Plouzévéde	Rénovation de la salle omnisports	500 000 €		2023
CCPL	Plouzévéde	Sécurisation hydraulique de la STEP	320 000 €		ND
CCPL	Plouzévéde	Rénovation de la salle omnisports	500 000 €		2023
CCPL	Saint-Sauveur	Pose de panneaux solaires sur le toit de la salle polyvalente	ND		2022
CCPL	Saint-Servais	Rénovation d'une grange au centre bourg pour mise à disposition en local jeune	50 000 €		2022
CCPL	Saint-Servais	Rénovation bâtiment ALSH (bâtiment bassin de vie 3 communes) ou agrandissement salle polyvalente (fiche suivante)	200 000 €		2024



CCPL	Sizun	Amélioration des services, de la performance énergétique, de la préservation du patrimoine du bâtiment mairie	1 350 000 €		2021
CCPL	CCPL	Eau et assainissement : études en vue du transfert de compétence (études patrimoniales et schémas directeurs)	593 000 €		2021
CCPL	CCPL	Extension du siège inter-communal	1 500 000 €		2022
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Favoriser la transition énergétique de la Piscine	750 000 €		2021-2023
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Mise aux normes du Centre d'enfouissement de Brénuméré à Mespaul et création d'un champ photovoltaïque	2 200 000 €		2021-2023
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Rénovation des bâtiments communautaires	717 486 €		2021-2022
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Etude de faisabilité sur 9 sites communautaires pour alimenter le territoire en énergie verte			En cours
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Lancement d'une étude pré-opérationnelle OPAH (Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat)	40 000 € (Étude)		Septembre 2021
Haut Léon Communauté	MO - Saint-Pol-de-Léon	Remplacement des menuiseries extérieures bois de l'école Diwan et de l'ACM	401 534 €		2021
Haut Léon Communauté	MO - Saint-Pol-de-Léon	Réhabilitation des écoles Jaurés / Curie	209 1461 €		2021
Haut Léon Communauté	MO - Plougoulm	Réhabilitation et rénovation énergétique du foyer pour tous en médiathèque « troisième lieu »	408 000 €		2021-2023



Haut Léon Communauté	MO - Plouénan	Plan de gestion automatiser des fluides dans les bâtiments communaux : consommation intelligente	150 000 €		
Haut Léon Communauté	MO - Santec	Rénovation et mise aux normes PMR bloc sanitaires du camping des dunes et travaux d'économie d'énergie et d'eau	39 767 €		
Morlaix Communauté	Carantec	Rénovation thermique et acoustique de l'étage du forum	300 000€		2021
Morlaix Communauté	Carantec	Rénovation thermique de l'école maternelle	91 000€		2021
Morlaix Communauté	Guimaëc	Rénovation performante d'un ancien commerce vacant (Maison rose)	200 000€		2021
Morlaix Communauté	Lanmeur	Réhabilitation thermique d'un bâtiment : MAM + création de 2 logements	315 000€		2021
Morlaix Communauté	Lanmeur	Création d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur	630 200€		2021
Morlaix Communauté	Locquénolé	Création de deux logements sociaux	458 400€		2021
Morlaix Communauté	Murlaix	Rénovation de l'éclairage public du viaduc	140 000€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Rénovation ancien patronage en logements sociaux (PVD)	150 000€		2022



Morlaix Communauté	Plouegat-Guerrand	Regroupement scolaire avec création d'un réseau de chaleur	803 400€		2022
Morlaix Communauté	Plougonven	Rénovation énergétique des bâtiments scolaires – Etudes	30 000€		2021
Morlaix Communauté	Plouigneau	Restructuration et rénovation énergétique école de la Chapelle du Mur (PVD)	1 233 480€		2021
Morlaix Communauté	Plouigneau	Rénovation de 2 anciens logements « instituteurs » (PVD)	174 737€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Renouvellement du parc lumière du Pôle culturel du Roudour  (sous réserve)	30 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint-Thégonnec-Loc-Eguiner	Rénovation énergétique patrimoine ancien – bâtiment mairie/poste/MSAP	300 000€		2021
Morlaix Communauté	Taulé	Rénovation énergétique de l'école J Monnet	300 000€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville	Mettre en œuvre les dispositifs d'aide à la rénovation adaptés au territoire (OPAH-RU, OPAH Copropriétés, opérations RHI-THIRORI, aides aux travaux hors OPAH...) (ACV 2)	12 002 000€		2022 à 2026
Morlaix Communauté	Morlaix -Action Coeur de Ville	Rénovation thermique, isolation et raccordement au réseau de chaleur de bâtiments publics dans le quartier de la manufacture (ACV12)	2 738 500€		2021



Morlaix Communauté	Morlaix -Action Coeur de Ville	Restaurer les toitures de l'ancienne Manufacture des tabacs et requalifier les espaces extérieurs (y compris Quai du Léon) (ACV 12)	1 502 800€		2021 à 2026
-----------------------	--------------------------------	---	------------	--	-------------

#### **ORIENTATION 4 : SOUTENIR ET DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE**

<b>Territoire d'intervention</b>	<b>Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Coût investissement</b>	<b>Coût fonctionnement</b>	<b>Calendrier de réalisation</b>
CCPL	Guiclan	Aménagement de locaux dédiés aux commerces de proximité	300 000 €		2022
CCPL	Saint-Sauveur	Création d'un local de vente à disposition des producteurs locaux	90 000 €		2021
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Mise aux normes de la déchetterie Kergoal	766 000 €		2021-2023
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Mise aux normes de la déchetterie Ile de Batz			
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	réhabilitation ou le réaménagement des déchetteries avec des mises aux normes, la mise en place de contrôle d'accès ; la création de plateformes de broyage de déchets verts	1 500 000€		2022
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Poursuite et évolution de la démarche « famille zéro déchet »			
Morlaix Communauté	Morlaix	Création d'un atelier de lavage, épluchage et parage de légumes	100 000€		09/2021
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Promotion d'une alimentation saine et durable		20 000€	2021-2022
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Location terres communales à un maraîcher pour approvisionner la	20 000€		2022



		cuisine centrale (PAT) (PVD)			
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Médiathèque : sensibiliser le public au développement durable, zéro déchet..		4 000€	2021

**ORIENTATION 5 : PRÉSERVER LE PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATÉRIEL DU TERRITOIRE (PAYSAGE, RESSOURCE, BIODIVERSITÉ, BÂTI, CULTURE)**

<b>Territoire d'intervention</b>	<b>Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Coût Investissement</b>	<b>Coût fonctionnement</b>	<b>Calendrier de réalisation</b>
Pays de Morlaix	(MO/CO) PETER Pays de Morlaix	Mettre en œuvre la feuille de route du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau		150 000 €	2020/2026
Pays de Morlaix	(MO) PETER Pays de Morlaix	Pays d'Art et d'Histoire		35 000 €	2022
CCPL	Bodilis	Aménagement d'ensemble rues de l'Ecole, du Bugn, de la BAN et Notre- Dame	777 000 €		2024
CCPL	Commana	Restauration du toit de l'église	650 000 €		2025
CCPL	Guiclan	Aménagement de la rue de Moudennou	300 000 €		2022
CCPL	Guimiliau	Aménagement de la Place Basse	400 000 €		2022
CCPL	Guimiliau	Restauration de l'orgue de l'église	80 000 €		2022
CCPL	Guimiliau	Restauration du toit de l'église	ND		2023
CCPL	Landivisiau	Etudes en vue du renouvellement du tissu urbain en cœur de ville	50 000 €		2021
CCPL	Loc-Eguiner	Réparation voiries après travaux effectués par RTE	283 000 €		



CCPL	Loc-Eguiner	Révision de la carte communale - Création d'un lotissement	10 000 €		
CCPL	Loc-Eguiner	Mise en sécurité des cloches	14 000 €		
CCPL	Plougar	Réaménagement du centre bourg	ND		ND
CCPL	Plougar	Réfection des enduits de l'église	ND		
CCPL	Plougourvest	Travaux de restauration, étanchéité et consolidation du clocher de l'Eglise Saint-Pierre	500 000 €		2021
CCPL	Plouvorn	Aménagement du bourg	1 000 000 €		2021
CCPL	Plouvorn	Déconstruction de la friche "Shopi" et réaménagement de l'espace public	420 000 €		2021
CCPL	Plouzévédé	Réaménagement de la Rue de Landivisiau	440 000 €		2024
CCPL	Plouzévédé	Réaménagement de la Rue de la Gare	500 000 €		2024
CCPL	Saint-Derrien	Aménagement des espaces naturels aux abords du plan d'eau, dans le respect de l'environnement et pour attirer un public plus large	57 000 €		ND
CCPL	Saint-Sauveur	Requalification de la rue de Lampaul	569 000 €		2021
CCPL	Saint-Servais	Rénovation presbytère (bâtiment et jardin)	200 000 €		2023
CCPL	Saint-Vougay	Aménagement de la rue Allée de Kerjean (VC n°19) au Bourg	160 000		2021
CCPL	Sizun	Réaménagement du centre bourg	ND		2021
CCPL	Sizun	Travaux de rénovation sur l'église de Saint-Cadou	660 000 €		2022
CCPL	Sizun	Réhabilitation d'une friche foncière en centre bourg	ND		2024
CCPL	Trézilidé	Protection et mise en valeur de la zone humide Protection et mise en valeur de la zone humide	80 000 €		2022
CCPL	Trézilidé	Réhabilitation de deux lavoirs	75 000 €		2022



CCPL	CCPL	Circuits du patrimoine (phase opérationnelle)	ND		ND
CCPL	CCPL	Réhabilitation de la zone du Fromeur	ND		2023
CCPL	CCPL	CIAP en 3 phases : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 : accueil des visiteurs, aménagement de l'enclos, hall d'accueil et réaménagement intérieur</li> <li>- 2 : aménagement du jardin, salle pédagogique</li> <li>- 3 : découverte et médiation du jardin, lien avec son environnement</li> </ul>	700 000 €		2022  2024  2026
Haut Léon Communauté	MO – Ile de Batz	Mission de maîtrise d'œuvre pour la consultation de la future station d'épuration	100 827 €		2021
Haut Léon Communauté	MO – Ile de Batz	Création station d'épuration	1 618 058 €		
Haut Léon Communauté	MO – Lanhouarneau	Etudes préalables et maîtrise d'œuvre des travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif	61 000 €		2021
Haut Léon Communauté	MO – Lanhouarneau	Extension de l'assainissement	550 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plounevez-Lochrist	Réhabilitation du réseau d'eau potable - secteur de Breslau Kermingam	68 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plounevez-Lochrist	Réfection du réseau AEP - Rue de Pont ar Rest	300 000 €		2022
Haut Léon Communauté	MO – Plounevez-Lochrist	Réfection du réseau AEP – secteur Traon			
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Réhabiliter le Jardin Georges Delaselle	1 560 000 €		
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Natura 2000			
Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Schéma d'interprétation des Dunes de Kerema	145 000 €		



Haut Léon Communauté	MO - Haut Léon Communauté	Rénovation du GR 34	? €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de- Léon	Préserver et mettre en valeur l'îlot Sainte-Anne	64 150,12 €		2021-2022
Haut Léon Communauté	MO – Syndicat Mixte de l'Horn	Moulin du Châtel - Restauration de la continuité écologique du Kerallé			
Haut Léon Communauté	MO – Cléder	Protection du trait de côte et réaménagement du sentier côtier dans le secteur des Amiets Roguenic	320 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Dévoisement et renaturation de cours d'eau secteur Ty ruz	79 325 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Réparation d'urgence de la digue du port de PORSGUEN (dégâts tempête)	174 110 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Réparation d'urgence de la digue Mihel et cale "odé vras" dégâts tempête	17 520 €		
Pays de Morlaix	MO – Syndicat Mixte des bassins du Haut- Léon	Programme « Jardinez au naturel »	? €	? €	
Pays de Morlaix	MO – Syndicat Mixte des bassins du Haut- Léon	Programme agricole sur le Bassin versant de la Penzé	? €		
Pays de Morlaix	MO – Syndicat Mixte des bassins du Haut- Léon	Programme Breizh Bocage 2	? €	? €	
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Restauration de l'église SAINT PIERRE - SAINT PAUL - Tranche 1	347 685,38 €		2021
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Restauration de l'église SAINT PIERRE - SAINT PAUL - Tranche conditionnelle 2	589 460,32 €		2022-2023
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de- Léon	Remplacement des menuiseries extérieures bois du Manoir de Keroulas	145 442 €		2021
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de- Léon	Création d'un CIAP - Manoir de Keroulas	Etude en cours		
Haut Léon Communauté	MO – Tréflaouéan	Changement de la porte église	5 500 €		2021



Haut Léon Communauté	MO – Sibiril	Réhabilitation du phare de Moguériec	290 000 €		2021
Morlaix Communauté	Morlaix	Rénovation de l'éclairage du viaduc	140 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint-Thégonnec- Loc-Eguiner	Mise en place d'un Atlas de la Biodiversité Communale		60 000€	2021
Morlaix Communauté	Locquéolé	Mise en sécurité de la cale du Bruly	20 000€		2021
Morlaix Communauté	Lanmeur	Eglise St Melard – Diagnostic sur l'état sanitaire de l'église	28 855€		2021
Morlaix Communauté	Lanmeur	Chapelle de kernitron : restauration de l'édifice	218 800€		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Restauration de 7 tableaux dans l'église paroissiale	50 000 €		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Restauration mobilier de l'église (banc, ossuaire)	12 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint Jean Du Doigt	Restauration fontaine enclos paroissial	337 127€		2021
Morlaix communauté	Morlaix communauté	Mise en réseau de la lecture publique			
Morlaix communauté	Morlaix communauté	Schéma de langue et culture bretonnes			

#### **ORIENTATION 6 : FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES MOBILITÉS DURABLES**

<b>Territoire d'intervention</b>	<b>Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)</b>	<b>Nom du projet</b>	<b>Coût Investissement</b>	<b>Coût fonctionnement</b>	<b>Calendrier de réalisation</b>
Pays de Morlaix	(MO/CO) PETR Pays de Morlaix	Etude sur l'organisation de la mobilité			à définir dans le projet de



CCPL	Plougar	Accès lotissement du Roz	ND		ND
CCPL	Plougourvest	Aménagement des entrées sud et nord du Bourg - RD n°35	178 000 €		2021
CCPL	Saint-Vougay	Réhabilitation du chemin de randonnée de Keroudalc'h à An Traon	80 000 €		2022
CCPL	Sizun	Création d'un réseau de pistes cyclables et pédestres	ND		2022
CCPL	Trézilidé	Mobilité douce entre Trézilidé et Plouzévédé RD 788	ND		
Pays de Morlaix		Contrat de plan État-Région (CPER) – étude des petites lignes SNCF Morlaix-Roscoff			
Pays de Morlaix	MO – Département du Finistère	Aménager les axes routiers structurants : aménager l'axe RD58 et 788 entre Morlaix Saint-Pol-de-Léon			
Pays de Morlaix	(MO/CO) PETR Pays de Morlaix	Etude sur l'organisation de la mobilité			à définir dans le projet de territoire
Pays de Morlaix	MO – ART - Mise à disposition de véhicules / scooters	Plateforme mobilité du Pays de Morlaix – ART			
Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté et ses communes membres	Mise en œuvre du schéma directeur vélo – équipements et aménagement des centralités			
Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté et ses communes membres	Mise en œuvre du schéma directeur vélo – Liaisons intercommunales	3 900 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de-Léon	Aménagement de la rue du port, de la place Saint-Pierre au qual de Pempoul	353 807 €		
Haut Léon Communauté	MO – Cléder	Aménagement de sécurité de voirie "voie partagée de type chaucidou"			
Haut Léon	MO – Saint-Pol-de-	Création de déplacements doux, rue de	139 596 €		



Communauté	Léon	Brest			
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Aménagement de pistes cyclables - tranche 3	319 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Aménagement et sécurisation de la rue et impasse Charles le Goffic en centre bourg	195 375 €		
Haut Léon Communauté	MO – Mespaul	Sécurisation des abords du stade en entre de ville			
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Création d'un Chaucidou Lanhouarneau-Plouescat via le bourg de Plounévez-Lochrist	120 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Revitalisation de l'agglomération par l'aménagement des voiries de la Zone de Kerscao au rond-point de la Gare	250 000 €		2022
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Revitalisation de l'agglomération par l'aménagement des voiries de la rue des Plages, rue de Bellevue et rue de la Gare	650 000 €		2023
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Revitalisation de l'agglomération par l'aménagement des voiries des rues d'Arvor, Place Mooncoin, Place de la Mairie	450 000 €		2024
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Réorganisation des parkings et des trames viaires et piétonnes sur le Vieux-Port			
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Installation d'un ponton adapté aux PMR			
Haut Léon Communauté	MO – Lanhouarneau	Aménagement du bourg	600 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Tréflaouéan	Mise aux normes PMR des WC du centre-bourg	21 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Sibiril	Aménagement du village de Moguériec – Phase 2 – 2ème et 3ème tranche	400 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Tréfléz	Sécurisation des conditions de circulation en centre-bourg	79 655 €		



Haut Léon Communauté	MO – Santec	Aménagement de voirie (cormorans, street armor et parking du Dossen)			
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol-de-Léon	Mise en place d'une navette gratuite – L'estivale		24 310 €	
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Mise en place d'une navette gratuite – Rosko bus		?	
Morlaix Communauté	Locquirec	Aménagement de la traversée de l'agglomération par la Route Départementale 64, sur une longueur de 5,450 Km	2 400 000€		2021/2022
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Création de pistes cyclables (PVD)	500 000€		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Aménagement pistes piétons cycles ne liaison bourg / morlaix	350 000€		2021 2022
Morlaix Communauté	Plougonven	Aménagement voies douces	45 000€		2021
Morlaix Communauté	Sainte-Sève	Création de chemins pour piétons et cyclistes	69 415€		2021
Morlaix Communauté	Action Coeur de Ville	Navettes électriques (ACV8)	1 500 000€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix Communauté	Mise en place d'un service de location de vélos électriques longue durée	354 000€		2021



### ORIENTATION 7 : ACCOMPAGNER LES ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES

Territoire d'intervention	Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)	Nom du projet	Coût Investissement	Coût fonctionnement	Calendrier de réalisation
CCPL	Locmélar	Création d'un logement social au bourg	180 000 €		2021
Morlaix Communauté	Henvic	Extension maison médicale	408 000€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Supports de communication (PVD)	5000€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Travaux résidence Brug EHPAD (PVD)	287 500€		2023
Morlaix Communauté	Plouegat Guerrand	Aménagement et mise aux normes des locaux de la mairie	95 000€		2022
Morlaix Communauté	Plougouven	Extension et restructuration du pôle santé	645 500€		2021
Morlaix Communauté	Plouigneau	Création de 2 studios au centre bourg pour accueillir les internes en médecine (PVD)	138 898€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Médiathèque : renouvellement du parc informatique	10 200€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Aménagement des abords de la maison de santé	298 400€		2021
Morlaix Communauté	Taulé	Rénovation du foyer à Penzé	70 800€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix - Action Coeur de Ville	Création d'un centre de santé municipal (ACV 7)	580 000€		2021
Morlaix Communauté		Maison France Services itinérante			
Pays de Morlaix	À définir	Créer une aire de grand passage pour les Gens du Voyage			
Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté	Aire des gens du voyage travaux			



Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté	Action en faveur du numérique – Accompagnement des habitants - Conseiller numérique			
Haut Léon Communauté	MO – Bailleur social	Créer une résidence « jeunes »			
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Créer une maison de santé pluridisciplinaire	990 000 €		2021-2022

**ORIENTATION 8 : GARANTIR UN DÉVELOPPEMENT EN SERVICES ÉQUILIBRÉ SUR LE TERRITOIRE ET FAVORISER VIVRE ENSEMBLE ET LIEN INTERGÉNÉRATIONNEL**

Territoire d'intervention	Maître d'ouvrage (MO) / coordinateur (CO)	Nom du projet	Coût Investissement	Coût fonctionnement	Calendrier de réalisation
CCPL	Bodilis	Aménagement d'une aire de jeux 0-6 ans	ND		2026
CCPL	Commana	Aménagement de places	225 000 €		2021
CCPL	Commana	Création d'un tiers lieu dans un bâtiment communal maison du milieu	440 000 €		2022
CCPL	Commana	Création d'un gîte dans l'ancienne poste	ND		2022
CCPL	Guiclan	Espace multigénérationnel	196 000 €		2021
CCPL	Guiclan	Construction d'un Pump Park	80 000 €		2022
CCPL	Guiclan	Parcours santé Vallée de Kernabat	20 000 €		2022
CCPL	Guiclan	Création d'un pôle enfance	900 000 €		2023
CCPL	Guiclan	Construction d'une médiathèque	400 000 €		2023
CCPL	Guiclan	Rénovation de la salle polyvalente "Le Triskell »	150 000 €		2022
CCPL	Plougourvest	Démolition et construction d'une salle intergénérationnelles "Le Pouldu"	1 043 000 €		2022



CCPL	PLOUVORN	Création d'une halle en centre bourg	100 000 €		2022
CCPL	Plouzévéde	Extension de la médiathèque	280 000 €		2022
CCPL	Plouzévéde	Extension du pôle médical	250 000 €		2023
CCPL	Plouzévéde	Création d'un skate-park/pump track et d'un jardin d'enfants	260 000 €		2024
CCPL	Plouzévéde	Extension du pôle culture "Mil Ham"	180 000 €		2025
CCPL	Saint-Derrien	Gymnase - Cf projet commun avec Saint-Servais			ND
CCPL	Saint-Derrien	Aménagement de l'ancien appartement jouxtant la salle polyvalente et le futur local infirmiers	180 000 €		ND
CCPL	Saint-Sauveur	Création d'une aire de jeux	100 000 €		2022
CCPL	Saint-Sauveur	Création d'une salle multigénérationnelle	ND		2024
		Agrandissement de la galerie du Musée Yan 'argent	50 000 €		2023
CCPL	Saint-Servais	Agrandissement de la salle polyvalente existante pour y intégrer l'ALSH ou rénovation bâtiment ALSH (fiche précédente)	300 000 €		2023
CCPL	Saint-Vougay	Installation de structures de jeux et de parcours de santé	80 000 €		2022
CCPL	Trézilidé	Aire de sports multigénérationnelle	75 000 €		2022
CCPL	Saint-Derrien et Saint-Servais	Construction d'un espace "gymnase" à l'échelle du bassin de vie Saint-Derrien/Saint-Servais en complément de la salle multifonction existante	180 000 €		ND
CCPL	CCPL	Equipole : - 1 : réfection des pistes - 2 : réfection de la 2eme carrière	440 000 € 350 000 €		2022 2025
CCPL	CCPL	Création d'une vole structurante au Nord de la zone du Vern à Landivisiau	ND		ND
CCPL	CCPL	La Sphère : extension de l'espace de coworking par la création d'un tiers-lieu	ND		2023



Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté et ses communes membres + Ville de Saint- Pol-de-Léon	Mise en œuvre du projet « Petites Villes de demain » pour la commune de Saint-Pol-de- Léon		51 457 €/an	
Haut Léon Communauté	MO – Haut Léon Communauté	Construction d'une maison de famille			
Haut Léon Communauté	MO – Plouescat	Construction d'une maison de la jeunesse	52 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Ile de Batz	Réhabilitation d'un ancien dispensaire pour la création de logements jeunes actifs			
Haut Léon Communauté	MO – Ile de Batz	Réserve foncière et création d'un lotissement	1 570 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Tréflaouéan	Réserve foncière et création d'un lotissement	300 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon	Réserve foncière et création du lotissement communal « L'estran »	995 410 €		2022
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon + Finistère Habitat	Reconversion du Trésor Public en gare Maritime et création de logements	220 000 €  (Coût pour la commune)		
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	éco-quartier – Gare de Roscoff			
Haut Léon Communauté	MO – Plouéan	Revitalisation de centre-bourg - aménagement de la place François Prigent	300 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon	Réhabilitation de la piste d'athlétisme	688 985 €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon	Projet de skatepark aux Carmes	A définir		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon	Projet de courts de padel + un club house aux Carmes	270 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plougoulm	Réhabilitation du "foyer pour tous" en médiathèque	408 000 €		



Haut Léon Communauté	MO – Plougoulm	Projet multi-sport et aire de jeux	75 312 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plouénan	Eclairage des terrains de football de kermaria Park	90 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Plouénan	Création d'une maison des associations			
Haut Léon Communauté	MO – Plouénan	Espace enfance jeunesse : développement du Tiers-lieu	500 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Cléder	Création d'un équipement de loisirs sportifs de type "pump park"	120 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Cléder	Mise aux normes sportives et sécurité du stade vélodrome Y. Berthevas - tranche 1	550 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Cléder	Extension de la Bibliothèque municipale et transformation en Médiathèque	600 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Saint-Pol- de-Léon	Création d'un espace numérique culturel - Cinéma Majestic	à définir		
Haut Léon Communauté	MO – Plounévez- Lochrist	Travaux de finition du Parking de l'école + aménagement d'un jardin/air de jeux multigénérationnel	125 000 €		2021-2022
Haut Léon Communauté	MO – Tréflaouénan	Création d'un jardin intergénérationnel	150 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Aménagement d'un Pump Track	40 000 €		
Haut Léon Communauté	MO - Roscoff	Espace Culturel et Intergénérationnel	2 750 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Lanhouarneau	Extension du bâtiment "Animados"	150 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Ile de Batz	Création d'un Plateau multisports	130 000 €		
Haut Léon Communauté	MO – Roscoff	Chapelle Sainte Anne - travaux intérieurs pour devenir un lieu d'exposition ouvert aux associations roscovites			
Bothsorel	Bothsorel	Démolition d'un bâtiment communal prévue fin 2021. Reconstruction d'un bâtiment pour	32 976€		à préciser



		abriter une nouvelle Mairie			
Bothsorel	Bothsorel	Toiture et menuiseries extérieures bâtiment scolaire	16 829€		2021
Bothsorel	Bothsorel	Aménagement de la rue du Ponthou	66 837€		2021
Carantec	Carantec	Travaux d'aménagements urbains rue de Lolory	233 000€		2021
Garlan	Garlan	Construction d'un local à vocation commerciale / communale	400 000€		2021/2022
Lanmeur	Lanmeur	Bibliothèque municipale – équipement informatique + matériel	30 000€		2021
Locquirec	Locquirec	Démolition et reconstruction d'un local SNSM sur le port	180 000€		2021
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Portage d'opérations immobilières : achat, rénovation, commercialisation d'immeubles via la société d'investissement Breizhcity ou autre société adaptée (ACV 1)	à définir pour chaque opération		2021 à 2025
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Restructurer l'ilôt prioritaire place du Dossen (ACV3A)	6 480 000€		2021 à 2024
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Transformer les locaux de la MJC en logements dans le cadre du projet de restructuration de l'ilôt place du Dossen (ACV 3B)	1 080 000€		2023 à 2024
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Développer un programme résidentiel sur le quartier de la gare (ACV 4A)	1 008 000€		2022 à 2024
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Requalifier les espaces urbains entre la Mairie et le square Weygand (ACV 9)	5 400 000€		2023 à 2025
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Réorganiser les parkings rampe St Nicolas et Léon Blum et optimiser la gestion du stationnement (ACV 10)	2 400 000€		2023 à 2024
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Requalifier la route de Paris et la friche commerciale de l'ancien garage Ford (ACV11)	3 300 000€		2021 à 2026
Morlaix Communauté	Morlaix Action Coeur de Ville	Recalibrer le projet de rénovation du Musée des Jacobins et requalifier son parvis (ACV 13)	11 460 000€		2021 à 2026
Morlaix Communauté	Morlaix	Stade de Coatserho	2 127 428€		2021



Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Rénovation Mairie (PVD)	645 681€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Projet place de l'église et centre bourg (PVD)	145 000€		2021
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Travaux salle des fêtes (PVD)	430 000€		2022
Morlaix Communauté	Pleyber-Christ	Rénovation piscine (PVD)	645 681€		2021
Morlaix Communauté	Plouegat Guerrand	Equipement du stade de football	75 000€		2022
Morlaix Communauté	Plouegat Guerrand	Requalification et mise aux normes des locaux de la base du Douron	20 000€		2020
Morlaix Communauté	Plouegat Guerrand	Réfection et équipement du mille club (qui accueille de nombreuses activités associatives)	20 000 €		2022
Morlaix Communauté	Plouegat- Moysan	Isolation / Rénovation verrière école	47 326€		2021
Morlaix Communauté	Plouegat- Moysan	Construction MAM	553 900€		2021
Morlaix Communauté	Plougonven	Aménagement d'espaces extérieurs dans les écoles	25 000€		2021
Morlaix Communauté	Plougonven	Aménagement des espaces publics	75 000€		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Rénovation des groupes scolaires	418 000€		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Rénovation Salle Omnisports	2 200 000 €		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Aménagement d'un nouveau quartier Poulig al laez	1 300 000 €		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Aménagements urbains Rue de la Gare	1 000 000€		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Aménagement quartier de Bel Air	400 000e		2021
Morlaix Communauté	Plourin les Morlaix	Rénovation des groupes scolaires	418 000€		2021



Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Construction d'ateliers communaux	1 150 600€		2020
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Soutien aux activités jeunesse du Local Jeunes	88 800€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Le Roudour, la culture en territoire	210 500€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Médiathèque : acquisition de livres	14 875€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Renouvellement urbain du quartier de la gare	2 279 910€		2021
Morlaix Communauté	Saint Martin des Champs	Projet Graff réhabilitation des tribunes du stade Albert Martin	8 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint- Thégonnec-Loc- Eguiner	Local pour distributeur de billets	17 000€		2021
Morlaix Communauté	Saint- Thégonnec-Loc- Eguiner	Rénovation bâtiment destiné à accueillir des services et un logement	84 200€		2021

### Annexe 3 – récapitulatif des financements au titre du plan de relance 2020- 2021

Type	Ville	Désignation travaux	Montant travaux	Montant subvention
DSIL Relance	Carantec	réfection de la toiture de l'espace communal André Jacq	300 000 €	150 000 €
DSIL Relance	Cléder	protection du trait de côte et réaménagement du sentier côtier dans le secteur des Amiets-Roguennic	320 000 €	50 000 €
DSIL Relance	Commana	rénovation énergétique du bâtiment « le saint » qui accueillera la future mairie	330 000 €	120 000 €
DSIL Relance	Guimaëc	création d'une boucle piétonne et vélo	150 000 €	60 000 €
DSIL Relance	Guimiliau	rénovation énergétique du centre d'animation locale	32 200 €	25 000 €
DSIL Relance	Henvic	rénovation énergétique des bâtiments communaux	70 903 €	35 000 €
DSIL Relance	Ile de Batz	mission de Maîtrise d'oeuvre pour la construction de la future station d'épuration	100 827 €	50 000 €
DSIL Relance	Landivisiau	réhabilitation et extension de la salle de sports annexe au collège de Kerzourat	2 052 225 €	360 000 €
DSIL Relance	Lanhouarneau	Étude et Mo extension du réseau d'assainissement collectif	61 000 €	40 000 €
DSIL Relance	Loc Eguiner	rénovation énergétique de la salle polyvalente et de ses annexes	74 697 €	30 000 €
DSIL Relance	Locquéolé	rénovation des sanitaires de l'école	39 800,00 €	30 000 €
DSIL Relance	Morlaix Cité	Requalification de la route de Paris et résorption d'une friche commerciale d'entrée de ville – phase 1	650 000 €	344 053 €
DSIL Relance	Morlaix Cité	requalification de la route de Paris et résorption d'une friche commerciale d'entrée de ville (phase 1)	650 000 €	344 053 €
DSIL Relance	Morlaix Cité	aménagement de bassins de régulation des eaux pluviales – ZAE Aérople à Morlaix	300 000 €	100 000 €
DSIL Relance	Morlaix Cité	travaux de préservation et aménagement de la Manufacture des tabacs de Morlaix en lien avec les projets culturels	1 084 441,00 €	400 000 €
DSIL Relance	Pleyber-Christ	installation de lavabos et sanitaires sur les équipements publics	91 200 €	40 000 €
DSIL Relance	Pleyber-Christ	CCAS : changements de divers équipements à l'EHPAD du BRUG (dalles du plafond de la cuisine – achat auvent – achat lave-vaisselle)	349 250 €	150 000 €
DSIL Relance	Plouéget-Moysan	Rénovation de la Chapelle Saint-Méen : création d'un centre culturel	183 413	55 000 €
DSIL Relance	Plougoulm	rénovation énergétique dans l'ancien foyer pour tous pour y créer une médiathèque « troisième lieu »	155 000 €	40 000 €
DSIL Relance	Plougourvest	Déconstruction et reconstruction, sur le même site, d'une salle polyvalente Intergénérationnelle « Le Pouldu »	1 043 000 €	100 000 €
DSIL Relance	Plouigneau	rénovation énergétique de l'école de la chapelle du mur	500 000 €	250 000 €
DSIL Relance	Plounéour-Ménez	sécurisation des mobilités piétonnes et cyclos	1 365 765 €	280 000 €
DSIL Relance	Plounévez-Lochrist	restauration de l'église Saint-Pierre Saint-Paul phase 1	204 062 €	90 000 €
DSIL Relance	Roscoff	construction d'un centre nautique	1 570 200 €	300 000 €
DSIL Relance	Sibiril	réhabilitation du clocher de l'église	17 505 €	14 000 €
DSIL Relance	Sibiril	réhabilitation du phare de Moguériec	290 000 €	40 000 €
DSIL Relance	Sizun	aménagement et création d'un réseau de liaisons douces rue de l'Elorn et route de Commana	825 000 €	150 000 €
DSIL Relance	St Pol de Léon	création de déplacements doux , rue de Brest	139 596 €	55 000 €
DSIL Relance	ST Thé Loc Eguiner	rénovation énergétique de la charpente et de la toiture de la Mairie et de la Poste	167 600 €	80 000 €
DSIL Relance	Trézilidé	rénovation énergétique des bâtiments publics école, salle des fêtes et mairie	176 173 €	120 000 €
DSIL Relance	Bodilis	Travaux d'économie d'énergie dans le patrimoine bâti communal (espace Jeanne d'arc – Mairie – bibliothèque – salle omnisports – mpt – salle socioculturelle)	27 000 €	13 500 €
<b>TOTAL DSIL RELANCE 2020</b>				<b>3 915 607 €</b>

DSIL Relance	Commana	Travaux d'économie d'énergie dans le patrimoine bâti communal – ventilation double à l'école – installation d'une centrale de traitement d'air à la salle des fêtes – éclairage LED à la salle des sports – isolation des combles et toiture à la mairie	171 500 €	85 750 €
DSIL Relance	Garlan	rénovation énergétique progressive du site scolaire (remplacement des huisseries)	52 011 €	36 400 €
DSIL Relance	Guimaëc	rénovation d'un ancien commerce et de ses locaux d'habitation. « La Maison Rose »	200 000 €	50 000 €
DSIL Relance	Haut-Léon Cté	Rénovation sur bâtiments communautaires (isolation chauffage – remplacement huisseries – luminaires)	717 486 €	287 000 €
DSIL Relance	Lampaul-Guimiliau	rénovation énergétique sur bâtiments communaux (école – dojo club – maison associations, salle de tennis de table)	101 155 €	50 500 €
DSIL Relance	Landivisiau	rénovation des bâtiments du groupe scolaire Arvor (remplacement toiture, plafonds et éclairage)	278 000 €	139 000 €
DSIL Relance	Lanhouarneau	Rénovation énergétique sur les bâtiments communaux : changement radiateurs et isolation thermique (mairie – salle polyvalente – local jeunes bibliothèque – salle de sport - logements)	134 587 €	94 200 €
DSIL Relance	Lanmeur	rénovation de la MAM et des logements communaux	255 383 €	63 850 €
DSIL Relance	Locquéolé	rénovation énergétique de l'école	24 507,00 €	17 150 €
DSIL Relance	Morlaix	rénovation des menuiseries extérieures de la maison communale Zoé Puyo (phase II/III)	80 000 €	40 000 €
DSIL Relance	Morlaix	rénovation thermique du bâtiment scolaire Jean Piaget (1ère phase)	66 667 €	26 800 €
DSIL Relance	Morlaix	rénovation des menuiseries du bâtiment scolaire Diwan (31 fenêtres et portes-fenêtres)	66 667 €	26 800 €
DSIL Relance	Pleyber-Christ	rénovation globale de l'éclairage public, passage en technologie LED	271 100 €	67 775 €
DSIL Relance	Plouénan	rénovation lourde de l'école publique de Penzé	160 000,00 €	80 000 €
DSIL Relance	Plouescat	Rénovation énergétique de la mairie, l'école et le restaurant scolaire et la salle omnisport)	24 000 €	12 000 €
DSIL Relance	Plougar	réhabilitation de la maison du centre-bourg (ancien bar « l'étendard ») pour y créer un café-épicerie petite restauration, dans le cadre du dernier commerce	396 630 €	80 000 €
DSIL Relance	Plougasnou	remplacement de 2 chaudières fioul par 2 chaudières à granulés de bois (salle municipale et école de Kerenot)	240 000,00	120 000 €
DSIL Relance	Plouigneau	Rénovation des logements sociaux de Lannelvoez intégrant des travaux liés aux économies d'énergie	174 738 €	52 500 €
DSIL Relance	Plouvorn	opération de rénovation thermique à l'église (850m <sup>2</sup> ) (chauffage)	32 673 €	16 300 €
DSIL Relance	Plouvorn	rénovation thermique et acoustique de la mairie	60 000 €	30 000 €
DSIL Relance	Plouzévédé	travaux de rénovation énergétique sur l'école, la mairie et la salle omnisports	236 044 €	165 200 €
DSIL Relance	Saint Derrien	rénovation énergétique des bâtiments communaux (mairie, bibliothèque, salle polyvalente, école)	34 949 €	17 500 €
DSIL Relance	Santec	rénovation énergétique isolation thermique et adaptation PMR des locaux de l'ALSH	87 532,00 €	26 000 €
DSIL Relance	St Pol de Léon	réhabilitation du groupe scolaire Jean-Jaurès et Pierre et Marie Curie	2 091 460 €	294 000 €
DSIL Relance	St Pol de Léon	Remplacement des menuiseries extérieures bois de l'école DIWAN et de l'Accueil Collectif de Mineurs	401 534 €	101 231 €
DSIL Relance	St Pol de Léon	remplacement des menuiseries extérieures bois du Manoir de Keroulas	145 442 €	72 721 €
DSIL Relance	ST Thé Loc Eguiner	rénovation d'un bâtiment destiné à accueillir des services et un logement en intégrant des travaux liés aux économies d'énergie	84 200 €	42 100 €
DSIL Relance	Taulé	rénovation énergétique école Jean Monet - 145 élèves - (changement menuiseries – chauffage – isolation)	300 000 €	90 000 €
		TOTAL DSIL RELANCE 2021		2 184 777 €
		TOTAL DSIL RELANCE 2020-2021		6 100 384 €

TERRITOIRE | PAYS DE MORLAIX

# PORTRAIT DE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX



Décembre 2020

OBSERVATOIRE | Diagnostic





EXPOSITION  
173  
201

HH

I

Please l'Ouini

MX

SEA SAFE

Un portrait de territoire du pays de Morlaix : pourquoi ? Quelle démarche ? .....	5
Le pays de Morlaix : carte d'identité géographique .....	7

## 01 | TRAVAILLER ET HABITER LE PAYS DE MORLAIX .....

9

Un territoire marqué par son histoire industrielle et agricole .....	11
Un contexte démographique défavorable depuis 2009 .....	13
Un vieillissement important de la population, des besoins spécifiques.....	15
Un revenu médian relativement bas .....	17
Une offre de logements nouvelle qui vient concurrencer le parc immobilier existant .....	19
Un parc de logements faiblement diversifié .....	21
Une identité économique marquée, une concentration de l'emploi dans les polarités .....	23
Une baisse de l'emploi à la suite d'une crise multisectorielle .....	25
Des déplacements professionnels internes au pays qui se singularisent selon l'intercommunalité.....	27
Une offre de formations en lien avec les spécificités économiques	29
Une forte densité d'emplois stratégiques, aujourd'hui menacés..	31
Le 5 <sup>e</sup> bassin d'emplois maritimes de Bretagne .....	33
Les légumes et la filière porcine, caractéristiques du pays de Morlaix.....	35
Le numérique au coeur des filières traditionnelles .....	37
Une forte présence de l'économie sociale et solidaire .....	39
L'industrie créative et culturelle, un secteur qui met en lumière le pays de Morlaix .....	41
Des acteurs majeurs dans la santé, une fragilité de l'emploi.....	43

## 02 | LE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX. 45

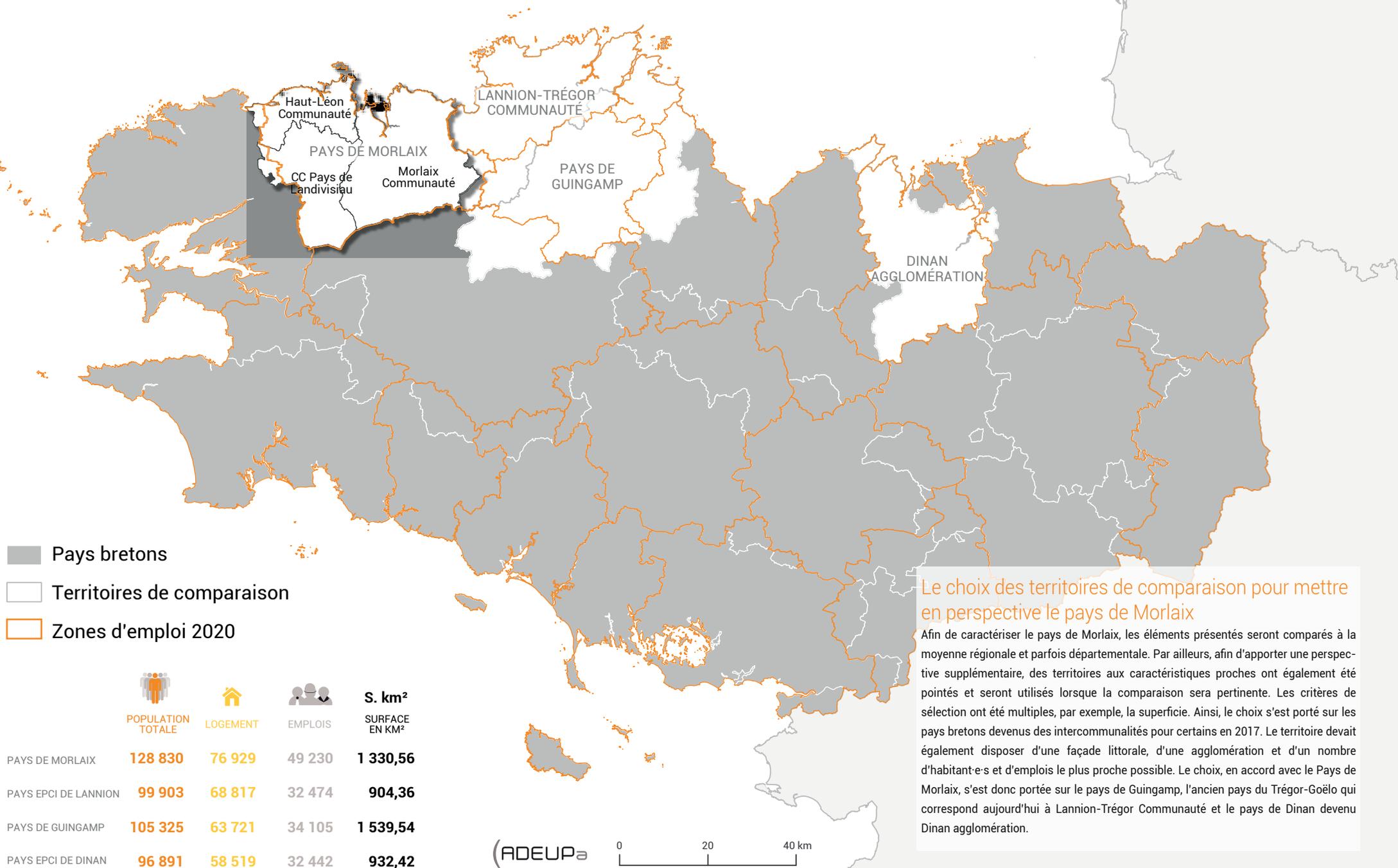
Un territoire bien connecté y compris à l'international.....	47
Une concentration des activités humaines au niveau du littoral et de la RN12.....	49
94 hectares soustraits chaque année aux espaces agricoles et naturels.....	51
Des pôles et des communes littorales mieux équipés.....	53
Un secteur en mutation sous l'influence des modes de consommation .....	55
Une attractivité touristique principalement sur son littoral .....	57
Un patrimoine riche et varié .....	59
Une biodiversité importante mais peu d'espaces protégés .....	61
Des sources de pollutions identifiées.....	63

## 03 | QUELLES RELATIONS TERRITORIALES ?.....

65

Des déplacements extérieurs polarisés par la métropole brestoise.....	67
Un rayonnement international reconnu dans les biotechnologies et l'agriculture .....	69
Des centres de décisions d'importance régionale et nationale ....	71
Les coopérations territoriales du pays de Morlaix dans l'Ouest breton .....	73

# Les territoires de comparaison du pays de Morlaix



## Le choix des territoires de comparaison pour mettre en perspective le pays de Morlaix

Afin de caractériser le pays de Morlaix, les éléments présentés seront comparés à la moyenne régionale et parfois départementale. Par ailleurs, afin d'apporter une perspective supplémentaire, des territoires aux caractéristiques proches ont également été pointés et seront utilisés lorsque la comparaison sera pertinente. Les critères de sélection ont été multiples, par exemple, la superficie. Ainsi, le choix s'est porté sur les pays bretons devenus des intercommunalités pour certains en 2017. Le territoire devait également disposer d'une façade littorale, d'une agglomération et d'un nombre d'habitants et d'emplois le plus proche possible. Le choix, en accord avec le Pays de Morlaix, s'est donc porté sur le pays de Guingamp, l'ancien pays du Trégor-Goëlo qui correspond aujourd'hui à Lannion-Trégor Communauté et le pays de Dinan devenu Dinan agglomération.

# Un portrait de territoire du pays de Morlaix : pourquoi ? Quelle démarche ?

## Un portrait de territoire dans un contexte d'évolutions territoriales et de renouvellement des équipes municipales

Le Pays de Morlaix a adhéré à l'Adeupa en 2020, afin de bénéficier des services de cet outil d'ingénierie mutualisé. Partant du constat de différentes évolutions territoriales combiné à l'attribution de nouvelles compétences notamment aux intercommunalités et à la Région, il a exprimé son intérêt pour la réalisation d'une analyse territoriale. Le besoin de mieux appréhender la manière dont les composantes du pays se répondent, que ce soit entre les thématiques ou entre les communes et intercommunalités, a été exprimé. L'objectif de cette réalisation est donc de faire le point sur les évolutions économiques, sociales ou encore spatiales, de ces dernières années.

Les différentes thématiques présentées dans ce document ont fait l'objet de plusieurs temps d'échanges et de discussions au cours du premier semestre 2020 avec les technicien·ne·s du Pays de Morlaix et des trois intercommunalités, mais aussi les membres du bureau et du Comité syndical. Un spectre suffisamment large a été retenu afin de tendre vers une vision la plus globale possible pour découvrir, affiner et confirmer les perceptions que chacun·e peut avoir du territoire. Ce portrait peut également être un support de dialogue avec le Département, la Région, l'État ou encore les Chambres consulaires,..., afin de permettre l'identification d'enjeux à relever collectivement.

## Une nouvelle zone d'emploi qui s'approche des limites territoriales du pays de Morlaix

Au cours de l'été 2020, les services de l'Insee ont mis à jour les zones d'emploi. Selon l'Insee, « une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent ». La constitution de cette échelle se fonde ainsi essentiellement sur les flux de déplacements domicile-travail. Entre 2010 et 2020, ce zonage a évolué et la zone d'emploi Morlaix s'approche nettement des limites territoriales du pays. Seules deux communes du pays de Morlaix, Tréfléz et Plouneventer, sont intégrées dans la zone d'emploi de Brest et deux autres, Plougras et Plounérin, font partie de Lannion-Trégor Communauté.

# Le pays de Morlaix, carte d'identité géographique



# Le pays de Morlaix : carte d'identité géographique

## Sa géographie

Le pays de Morlaix est composé de trois intercommunalités : la communauté d'agglomération de Morlaix Communauté et les communautés de communes du Pays de Landivisiau et du Haut-Léon Communauté. Il compte trois villes principales : Morlaix, Landivisiau, Saint-Pol-de-Léon mais demeure un territoire à dominante rurale. Les 56 autres communes regroupent à elles seules 76 % de la population.

Le pays de Morlaix est situé à l'ouest de la Bretagne, au nord-est du département du Finistère, à 60 km de Brest et 180 km de Rennes (s'agissant de la ville de Morlaix). Le territoire est traversé d'est en ouest par la voie express RN12 et par la voie ferrée Brest-Paris.

## Une grande diversité de paysages

Un territoire qui se déploie entre terre et mer, avec comme limites physiques, notamment :

- au nord, la Manche ;
- au sud les Monts d'Arrée, massif faisant partie du massif armoricain qui traverse la pointe Bretagne ;
- à l'est, le fleuve côtier Douron, qui marque aussi la limite naturelle entre le Finistère et les Côtes d'Armor ;
- quant à l'ouest, il est caractérisé par la continuité du plateau léonard.

Cette dualité terre/mer se reflète dans le patrimoine naturel du pays. Le pays de Morlaix se caractérise en effet par la richesse et la diversité de ses paysages : landes et tourbières des Monts d'Arrée, anse de Goulven et dunes de Keremma, baie de Morlaix...

On peut distinguer sur le territoire 4 grandes unités paysagères (selon l'Atlas des enjeux paysagers du Finistère, DDTM Finistère, 2018) :

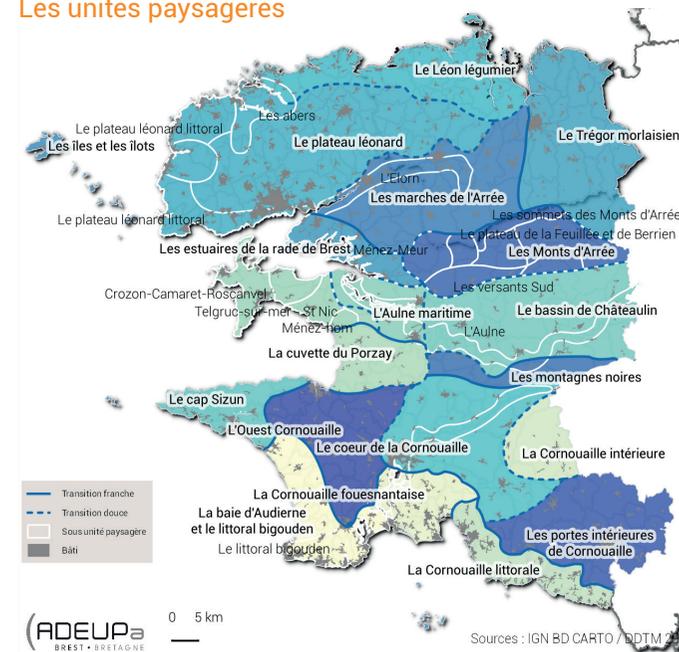
- Le Trégor morlaisien : « Le caractère animé du relief et de nombreux petits boisements caractérisent le Trégor Morlaisien. L'unité est sillonnée par la RN 12, ayant favorisé l'installation de zones industrielles et commerciales. La densité de l'habitat est plutôt faible, à l'exception de Morlaix et ses abords ».
- Le Léon légumier : « Paysages ouverts offrant des vues lointaines. Paysages agricoles intensifs : ordonnancement et couleurs spécifiques aux

productions de primeurs. Les cultures s'étendent très près de la mer et le cordon dunaire initial est très réduit. »

- Le plateau léonard : « La vocation économique du territoire a structuré les paysages. Ouverts, ces paysages sont animés ponctuellement par [...] le bocage ou les vallons. Les éléments verticaux construits forment des points de repère »
- Les franges ou les marches de l'Arrée : « une succession de vallées situées à la base des monts d'Arrée, et des collines peu prononcées, orientées parallèlement à la montagne. C'est un relief mouvementé à petite échelle, mais de faible ampleur ».

De cette grande diversité de paysage découle une grande diversité d'ambiances allant du centre-ville de Morlaix, au littoral (120 km de côtes, succession de baies, et de pointes composées de plages, de grèves, de falaises et de dunes), aux panoramas de la ligne de crêtes des Monts d'Arrée et aux espaces agricoles du Léon légumier.

## Les unités paysagères







PORTRAIT DE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX

## 01 | TRAVAILLER ET HABITER LE PAYS DE MORLAIX

Les habitant·e·s et les caractéristiques économiques



No Parking  
No Right of Way

Galerie Ange Antoine

LINGERIE REGAIR

# Un territoire marqué par son histoire industrielle et agricole

## Le Moyen Âge, signe de prospérité grâce à l'essor de la filière du lin

Le pays de Morlaix est un territoire à cheval entre le Trégor et le Léon. Sa centralité urbaine, Morlaix, trouve son origine dans l'antiquité romaine. Grâce à une accessibilité complexe, la ville était à l'origine un oppidum gaulois, sorte de ville fortifiée pour l'empire romain.

La ville fortifiée de Morlaix a fait l'objet de convoitise entre les seigneurs du Léon et les ducs de Bretagne. Plusieurs moines, venus de trois abbayes différentes dont celle de Saint-Melaine de Rennes, investissent les lieux en laissant encore aujourd'hui un patrimoine religieux dense sur l'ensemble du pays. Le territoire morlaisien a également été le théâtre d'autres batailles entre Français et Anglais. Ces combats ont conduit à la construction du Château du Taureau en baie de Morlaix en 1544. À la même époque, l'essor de la fabrication des toiles de lin, appréciées notamment des Anglais, profite aussi bien au territoire léonard que trégorois. Les marchands de cette filière s'enrichissent et investissent le territoire à travers du bâti religieux mais aussi des maisons à pans de bois avec escalier à pondalez, encore visibles aujourd'hui dans le centre-ville de Morlaix dont celle dite de la Duchesse Anne. La ville est le principal port d'exportation des toiles de lin de Basse-Bretagne vers l'Angleterre et de nombreux marchands britanniques s'installent sur les quais. On y exporte également du papier produit en arrière-pays et on y importe principalement du vin. Les difficultés de navigations sur le Dossen reportent progressivement ces flux de marchandises au niveau des ports de Saint-Pol-de-Léon mais surtout de Roscoff. Ces riches nobles morlaisiens restent des bâtisseurs au cours du XVII<sup>e</sup> siècle et construisent à cette période des maisons en pierre avec des façades à rideaux, ou encore des hôtels particuliers.

## Un territoire qui a connu la crise au XIX<sup>e</sup> siècle

Avant la Révolution française, le territoire morlaisien connaît des difficultés économiques. Malgré une longue période de paix permettant aux marchands de tisser des liens commerciaux avec les pays étrangers, les navires (dont le tonnage augmente) ne peuvent plus remonter la rivière de la ville de Morlaix, le Dossen. L'arrière-pays est durement touché par la crise de l'industrie de la toile causée par la politique mercantiliste menée à l'époque en France. On passe de 46 000 pièces de lins produites en 1742 à 20 500 en 1788. La population connaît alors la pauvreté.

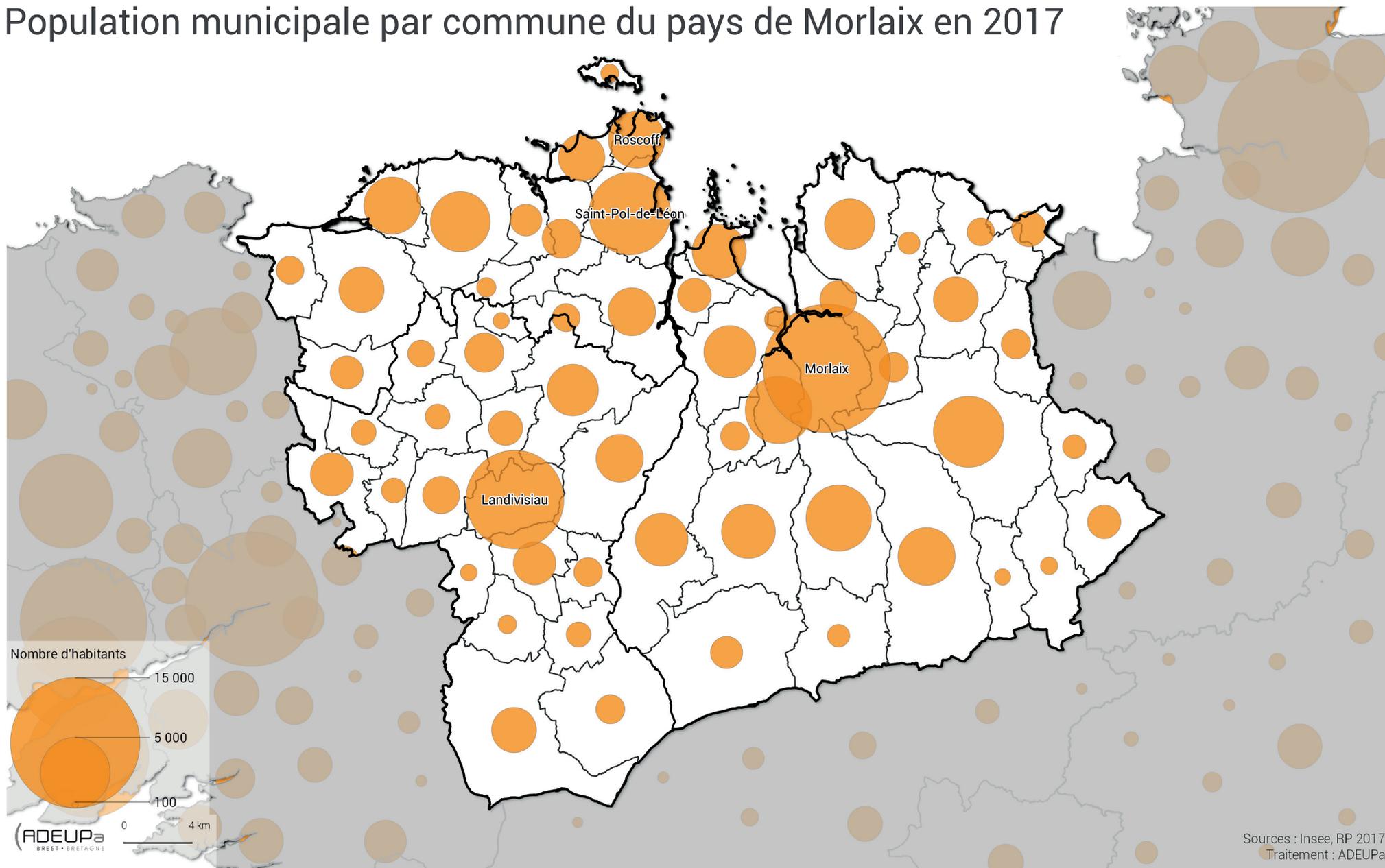
Le XIX<sup>e</sup> siècle a été marqué par la destruction d'une partie du patrimoine de la ville. La construction du viaduc de Morlaix a par exemple nécessité la démolition de nombreuses maisons à pondalez et à porche. C'est également au cours de ce siècle que la Compagnie des paquebots à vapeur du Finistère est créée afin d'exporter des produits alimentaires vers Le Havre et la région parisienne. Cette ligne maritime sera fermée au début du XX<sup>e</sup> siècle pour éviter la concurrence avec le ferroviaire.

En 1872, le chercheur Henri de Lacaze-Duthiers fonde la station biologique à Roscoff. La proximité immédiate d'importantes marées rend accessible une grande variété d'espèces marines animales et végétales.

## Le XX<sup>e</sup> siècle, un nouveau

Au cours de cette époque, les foires de porcs et de chevaux organisées à Morlaix étaient reconnues dans tout le Finistère. En 1960, Alexis Gourvennec organise, au côté de Marcel Léon, une manifestation des agriculteurs en raison des difficultés rencontrées par les paysans de la Ceinture dorée. Par la suite, en 1961, ils permettent la création de la coopérative légumière : la Sica de Saint-Pol-de-Léon. Ces figures contribuent au désenclavement de l'Ouest breton et de la Bretagne plus globalement en participant à l'émergence des deux routes nationales qui traversent la région (la RN12 et la RN165). En 1972, Alexis Gourvennec fonde la compagnie maritime Brittany Ferries à Roscoff afin de trouver de nouveaux débouchés aux coopératives agricoles bretonnes vers le Royaume-Uni. À la même période, Xavier Leclercq crée la compagnie aérienne Brittany Air International (Brit Air), afin de mieux relier l'ouest breton à Londres et Paris. Le développement, notamment de la filière logistique, contribue à la hausse de l'emploi dans le pays de Morlaix. La crise économique de 2008 a cependant conduit le territoire à essuyer de nouvelles difficultés médiatisées en 2015 par l'usine Gad.

# Population municipale par commune du pays de Morlaix en 2017



## Chiffres clés

**128 788** personnes en 2017

**-0,12 %/an** : l'évolution du nombre d'habitant·e·s entre 2012 et 2017

**2,12** personnes par ménage en 2017

**+0,33 %** : l'évolution du nombre de ménages entre 2012 et 2017

**32 %** de ménages avec enfant(s) dans le pays de Morlaix

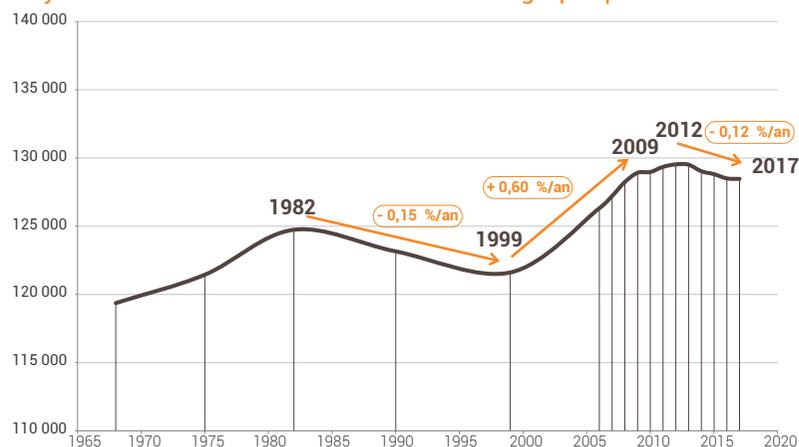
## Un contexte démographique défavorable depuis 2009

### La croissance du début des années 2000 ne s'est pas confirmée

Selon les données du recensement de 2017, 128 788 personnes habitent dans le pays de Morlaix. La moitié réside dans Morlaix Communauté (64 133 habitant-e-s). L'autre moitié se répartit équitablement entre Haut-Léon Communauté (31 601 habitant-e-s) et la Communauté de communes du Pays de Landivisiau (33 054 habitants).

Le pays de Morlaix a connu une forte croissance de la population entre 1999 et 2009 (+0,6 % par an). Depuis 8 ans, la tendance est à la stabilisation, voire en légère baisse depuis 2012.

#### Pays de Morlaix : 50 ans d'évolution démographique



Source : Insee, RP

### Une dynamique démographique portée par le solde migratoire et principalement le Pays de Landivisiau

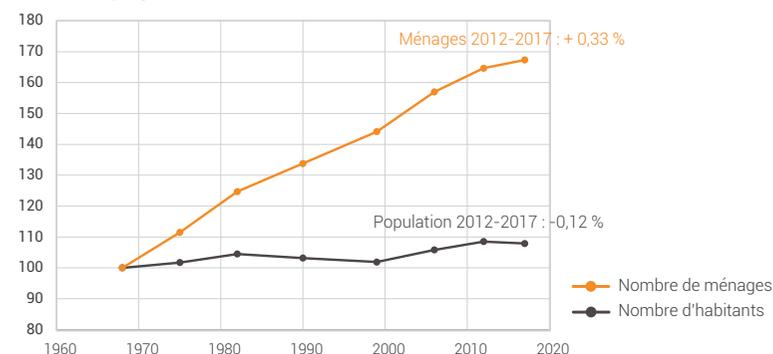
Jusqu'en 2008-2009, les trois intercommunalités voient leur nombre d'habitants augmenter. À partir de 2009, seule le Pays de Landivisiau est en croissance, ce qui ne suffit pas à pallier la perte démographique de Haut-Léon Communauté et de Morlaix Communauté. Depuis 1975, les décès sont plus nombreux que les naissances. La croissance démographique observée sur l'ensemble du territoire jusqu'en 2009 et encore récemment dans la Communauté de communes du Pays de Landivisiau, a été portée uniquement par le solde migratoire.

### Un nombre de ménages en hausse

Bien que la population diminue sur la période récente, le nombre de ménages est en hausse. Cela s'explique par une baisse de la taille moyenne des ménages, qui passe de 3,27 personnes en 1968 à 2,12 personnes en 2017. Ce phénomène s'explique par la décohabitation (jeunes quittant le domicile parental, divorces) et surtout par le vieillissement de la population.

C'est l'évolution du nombre de ménages qui conditionne les besoins en logements. Toutefois, sur la période récente, le nombre de logements a progressé de 4 % alors que le nombre de ménages n'a progressé que de 0,33 %. Cette différence se traduit en particulier par une hausse de la vacance.

#### Évolution du nombre d'habitants et du nombre de ménages dans le pays de Morlaix de 1968 à 2017 (base 100)



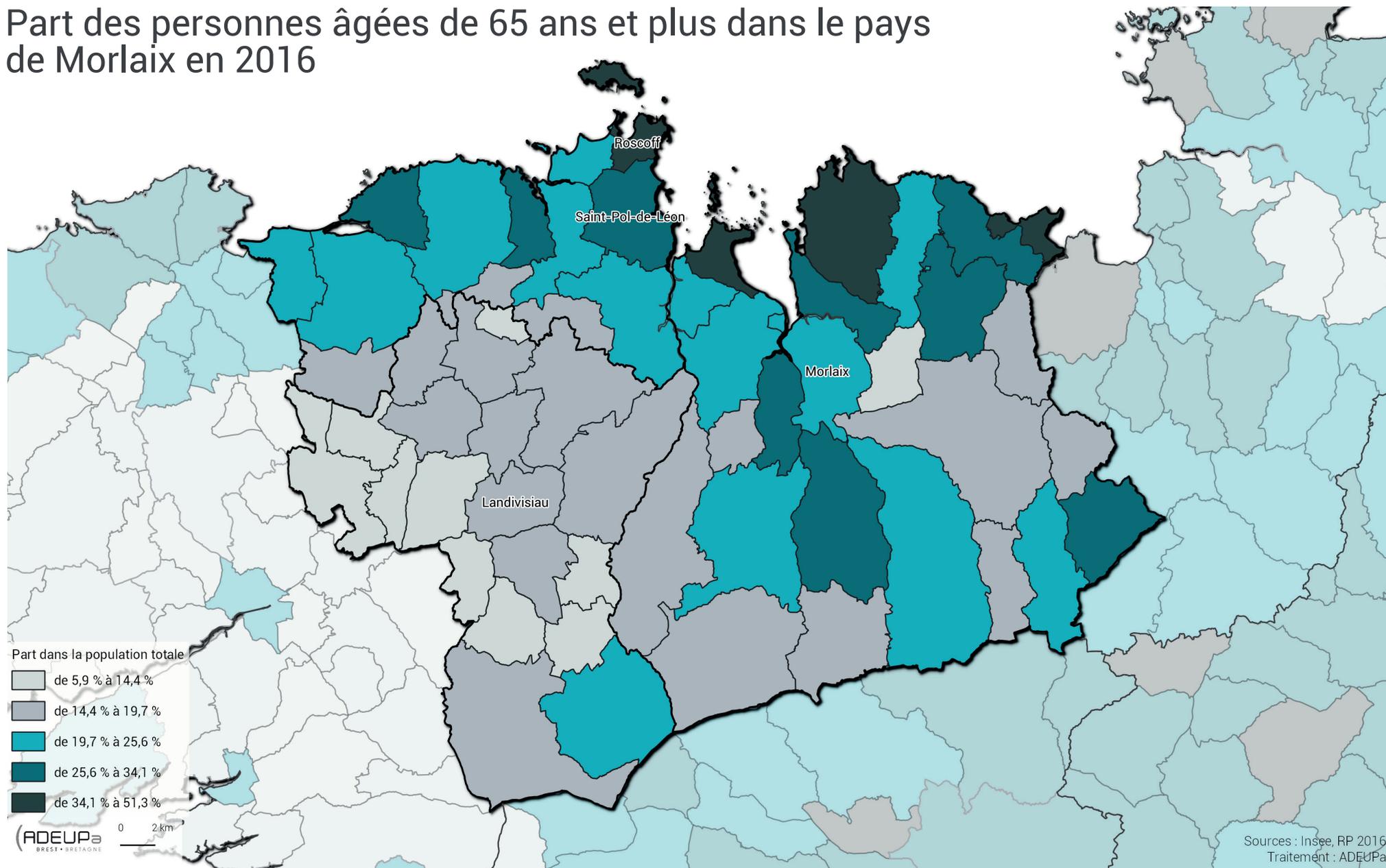
Source : Insee, RP

### Davantage de familles avec enfants dans le Pays de Landivisiau

Dans le pays de Morlaix, 32 % des ménages ont des enfants à charge, soit un taux équivalent aux moyennes départementale et régionale.

Les familles avec enfant(s) sont surreprésentées dans la Communauté de communes du Pays de Landivisiau. Elles y représentent 39 % des ménages contre : 31 % à Haut-Léon Communauté, 29 % à Morlaix Communauté, 27 % à Lannion-Trégor Communauté.

# Part des personnes âgées de 65 ans et plus dans le pays de Morlaix en 2016



## Chiffres clés

**15 074** personnes, soit 12 % des habitants ont plus de 75 ans et plus en 2016  
**+34 %** de personnes de 65 ans et plus entre 2020 et 2040

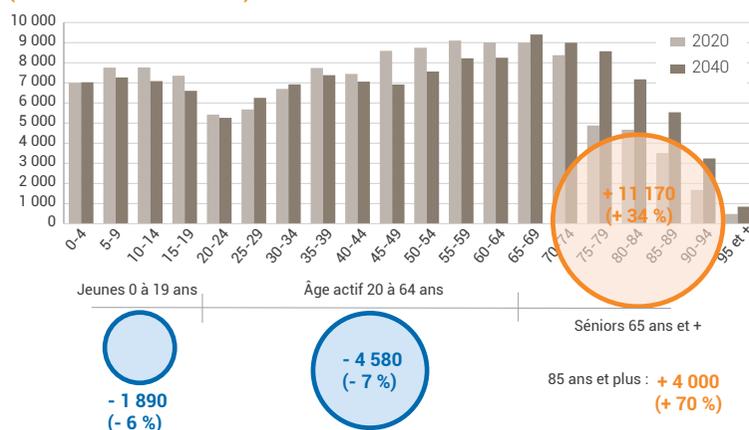
**-4 580** personnes d'âge actif (20-64 ans) entre 2020 et 2040  
**-1 890** jeunes de moins de 20 ans entre 2020 et 2040

## Un vieillissement important de la population, des besoins spécifiques

### Des besoins en logements adaptés au vieillissement

Selon la projection démographique de l'Insee (modèle Omphale 2017, scénario central), le pays de Morlaix pourrait compter 4 700 habitant·e·s supplémentaires d'ici 2040, soit une progression moyenne de +0,18 % par an. Cette évolution va générer une hausse de 0,47 % par an des ménages, soit 5 900 ménages supplémentaires. Cette croissance ne va pas concerner toutes les tranches d'âges. Elle va être portée principalement par les plus de 65 ans. Les jeunes et les personnes d'âge actif seront au contraire moins nombreux qu'aujourd'hui. L'Insee estime qu'en 2015, 15 % des 60 ans et plus dans le Finistère sont en perte d'autonomie. Ce taux augmentant progressivement jusqu'à 15,7 % en 2050, les calculs permettent d'estimer les besoins en logements adaptés dans le pays de Morlaix à environ 5 300 en 2040, alors que ce chiffre est d'un peu moins de 3 900 logements en 2020. Les séniors étant très majoritairement logés aujourd'hui dans de grandes maisons, il sera nécessaire d'envisager la construction et la réhabilitation de logements plus petits, adaptés à la perte d'autonomie, et à proximité des centres.

### Projection d'évolution de la population entre 2020 et 2040 (+4 700 habitant·e·s)



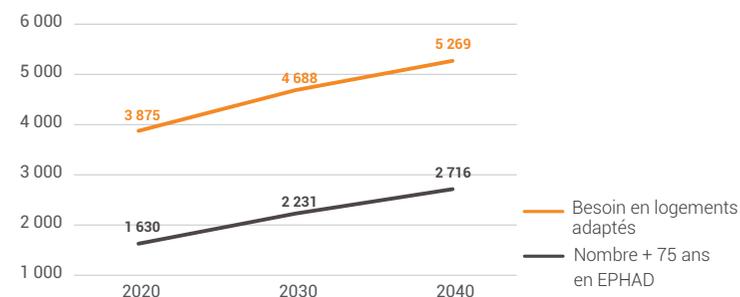
Source : Insee Omphale 2017, scénario central - traitement ADEUPa

### Un doublement du nombre de places en Ehpad ou un changement de modèle ?

Une partie des personnes âgées sera logée en Ehpad. En considérant la part actuelle de personnes âgées institutionnalisées, le nombre de places nécessaires devrait passer de 1 600 en 2020 à 2 700 en 2040, soit une hausse de 67 %. Les politiques publiques ne

semblent pas se diriger dans le sens d'un développement aussi significatif de l'offre. Aussi, si la capacité d'accueil en Ehpad stagne, il conviendra a minima de disposer d'une offre de logements adaptés au vieillissement.

### Évolution des besoins en logements adaptés et en place d'Ehpad entre 2020 et 2040



Source : Insee Omphale 2017, scénario central - traitement ADEUPa

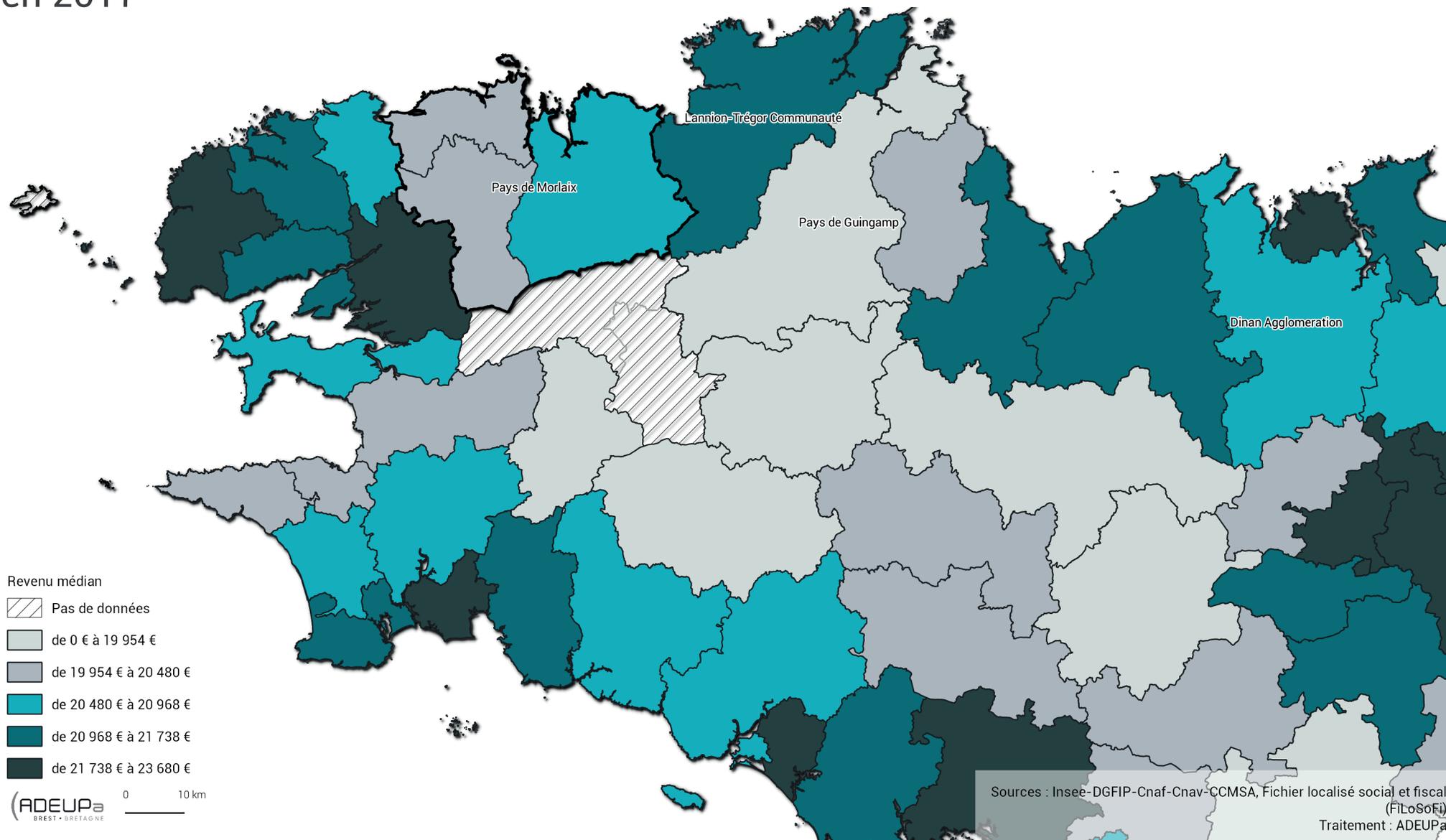
### L'accueil des familles sera facilité par la libération des maisons des séniors

Les logements actuellement occupés par des personnes âgées seront à terme mis sur le marché pour différentes raisons : le décès des occupants, le départ en maison de retraite, le déménagement vers un autre logement plus adapté. Or, d'après les projections de population, le nombre de familles avec enfants devrait diminuer dans le territoire d'ici à 2050. Ce recul est déjà à l'œuvre. Le rapprochement de ces deux phénomènes conduit à laisser penser que, quantitativement, le parc de logements actuel est déjà suffisant pour couvrir les besoins à venir de grands logements.

### De plus grandes difficultés de recrutement pour les services d'aide à domicile

Dans ce contexte, quelle sera la capacité du territoire à développer des services d'aide à domicile face à ces besoins croissants et à la baisse projetée de la population d'âge actif (-7 % entre 2020 et 2040, soit -4 580 personnes) ? Actuellement, ils connaissent déjà des difficultés à recruter.

# Revenu médian dans l'Ouest breton par intercommunalité en 2017



## Chiffres clés

**19 960 €** le revenu médian dans le Pays de Landivisiau  
**20 260 €** le revenu médian de Haut-Léon Communauté  
**20 590 €** le revenu médian à Morlaix Communauté

**28 %** d'ouvrier·ère·s contre 24 % en Bretagne  
**9 %** de cadres contre 14 % en Bretagne

## Des revenus plus bas dans la Communauté de communes de Landivisiau mais moins de pauvres

Le revenu médian (cf. définition ci-dessous) des ménages de la zone d'emploi de Morlaix est de 20 380 € en 2017, soit un revenu inférieur à celui de la Bretagne (21 060 €). Il est le plus bas dans la communauté de communes de Landivisiau (19 960 €). Cela ne signifie pas pour autant que cette communauté de communes compte davantage de ménages pauvres. La part d'habitant-e-s vivant sous le seuil de pauvreté (défini ci-dessous) y est en effet moins importante (10,4 %) que dans Morlaix Communauté (12,1 %). Les inégalités de revenus y sont tout simplement moins fortes : moins de ménages pauvres, mais aussi moins de ménages aux revenus élevés. Par ailleurs, le taux d'activité (cf. définition ci-dessous) de la Communauté de communes de Landivisiau est le plus élevé du Finistère.

## Plus d'ouvrier-ère-s et moins de cadres

Le revenu médian plus bas s'explique (pour partie) par le niveau de représentation des catégories socioprofessionnelles dans le pays de Morlaix : davantage d'ouvrier-ère-s dans la communauté de communes du Pays de Landivisiau (30 % contre 25 % en Bretagne) et d'agriculteur-ice-s à Haut-Léon Communauté (7 % contre 2 % en Bretagne). En effet, il s'agit des catégories socio-professionnelles ayant les salaires le plus bas avec les employé-e-s. À l'inverse, les plus aisé-e-s, les cadres, sont sous-représenté-e-s dans le pays de Morlaix.

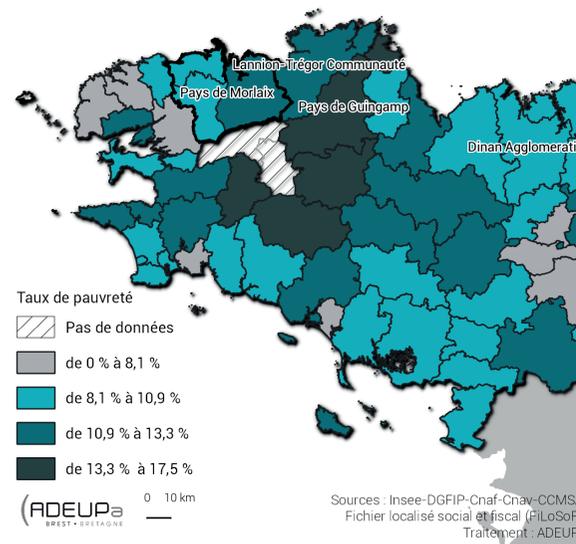
### Définitions :

> Le **revenu médian** disponible des ménages équivaut à tous les revenus (salaires, retraites, chômage, revenus fonciers, etc.) auxquels on soustrait ce qu'on paie en impôts et auxquels on ajoute les allocations (familiales, logements, minimas sociaux...). Il est donné par unité de consommation afin de comparer des ménages de toutes tailles (1<sup>er</sup> adulte = 1 UC, 2<sup>e</sup> adulte ou pers +14 ans = 0,5 UC, enfant -14 ans = 0,3 UC).

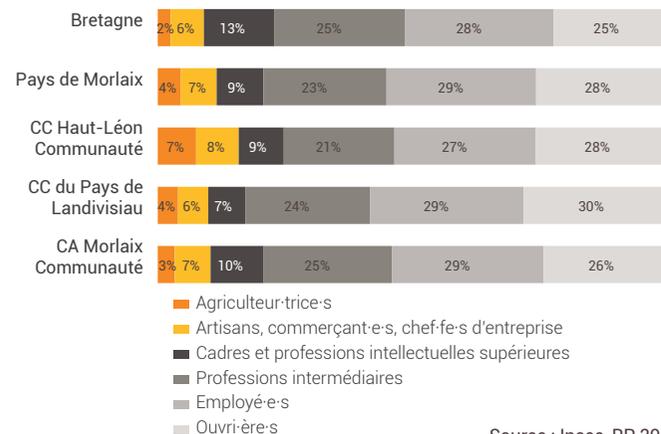
> Le **taux de pauvreté** correspond à la proportion de personnes dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, c'est à dire à 60 % du revenu médian de la population française (1 045 €/mois pour une personne seule en 2017).

> Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actif-ve-s, soit les actif-ve-s occupé-e-s ajouté-e-s aux chômeur-se-s, sur l'ensemble de la population d'une même tranche d'âge généralement les personnes de 15 à 64 ans.

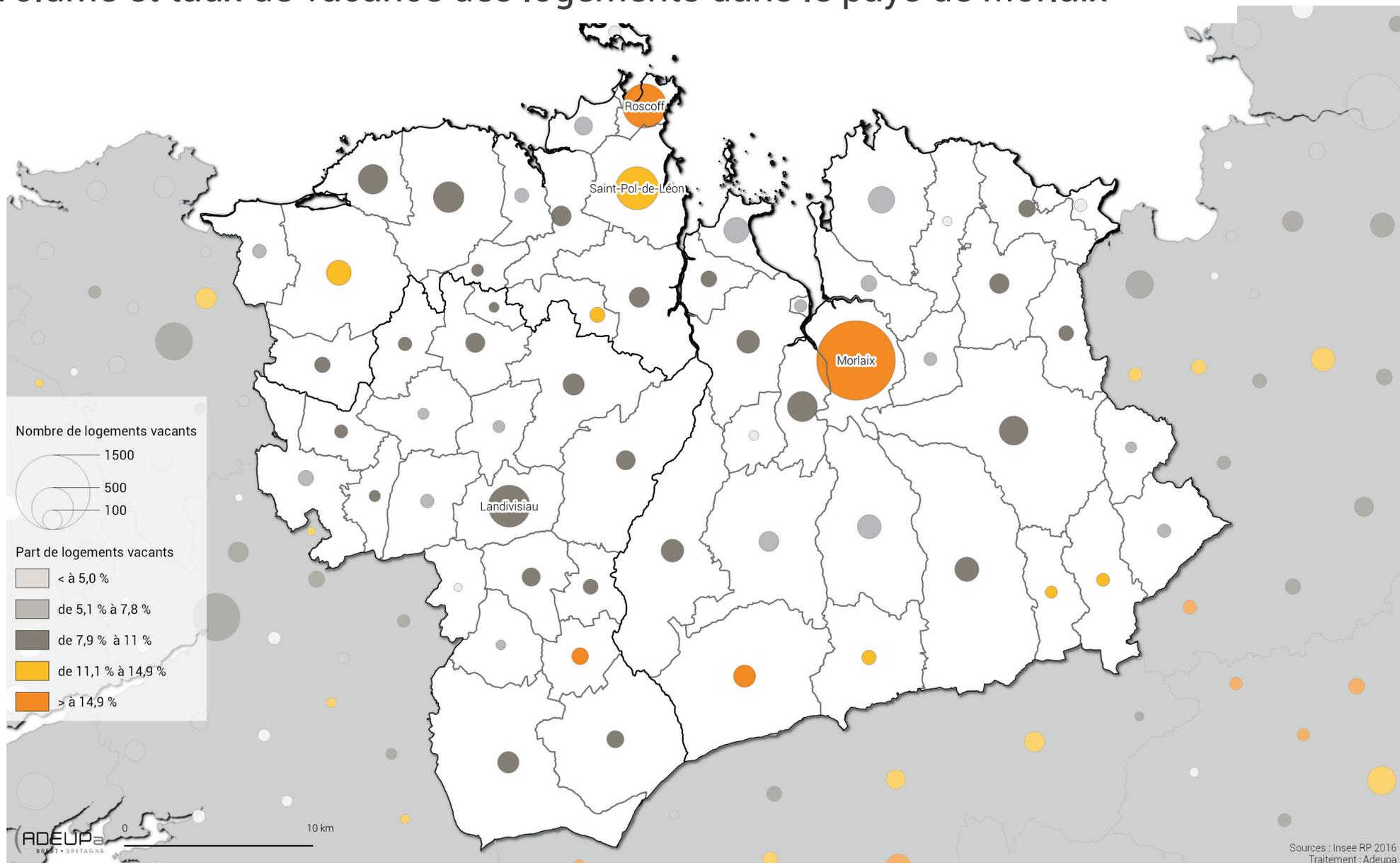
## Taux de pauvreté dans l'Ouest breton par intercommunalité en 2017



## Population active par catégorie socio-professionnelle en 2016



# Volume et taux de vacance des logements dans le pays de Morlaix



## Chiffres clés

76 929 logements en 2016

+4 %, la progression des logements entre 2011 et 2016

52 % des logements sont situés dans Morlaix Communauté

76 % de résidences principales (-4 points entre 1999 et 2016)

10,2 % de logements vacants (+4 points entre 1999 et 2016)

14 % de résidences secondaires

# Une offre nouvelle de logements qui vient concurrencer le parc immobilier existant

## Une vacance plutôt élevée et en hausse

En 2016, 10,2 % des logements sont vacants contre 7,7 % à l'échelle de la Bretagne. La vacance de longue durée, c'est-à-dire de plus de 2 ans, considérée comme plus structurelle, concernerait 5,2 % du parc soit 4 200 logements (source : Cerema). Les logements vacants, en particulier ceux qui sont inoccupés depuis longtemps, peuvent constituer un gisement potentiel de résidences principales, sous réserve de travaux.

Le taux moyen de logements vacants à l'échelle du pays cache de fortes disparités entre les communes. La vacance occupe une place plus significative dans quelques principaux pôles (Roscoff : 18,1 %, Morlaix : 17,1 %, Saint-Pol-de-Léon : 12,2 %) et certaines communes rurales. Il en ressort que les cinq pôles principaux concentrent une grande part des logements vacants du territoire (45 % pour 32 % de l'ensemble des logements).

Depuis 1999, le taux de logements vacants a augmenté de quatre points dans le pays de Morlaix. Cette progression s'explique d'une part par l'ancienneté d'une partie des logements. 75 % des logements ont plus de 30 ans et en l'absence de travaux ils ne répondent probablement plus aux modes de vie actuels et aux niveaux de confort et de performance énergétique attendus. D'autre part, dans un contexte démographique ralenti, la production nouvelle vient concurrencer encore plus fortement le parc existant.

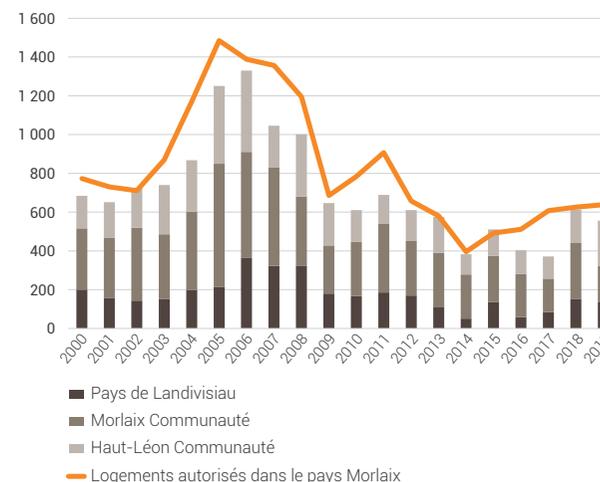
## Un taux de résidences secondaires stable

Avec 14 %, la part de résidences secondaires est dans la moyenne bretonne. Ce ratio est stable dans le temps malgré une augmentation du nombre de résidences secondaires (+ 7 % entre 2011 et 2016). Le taux moyen masque d'importantes disparités géographiques. Les taux de résidences secondaires dépassent les 30 %, voire les 50 %, dans plusieurs communes littorales, en particulier de Morlaix Communauté (Locquirec, Plougasnou, Carantec). L'île de Batz affiche quant à elle un taux de 61 %. Les résidences secondaires sont également bien représentées dans certaines communes rurales, aux franges des Monts d'Arrée. Il est difficile de mesurer les évolutions à venir en la matière. Peut-être peut-on, pour le moins, s'interroger sur les effets du développement du télétravail, sur une occupation plus durable de ces résidences secondaires et sur un éventuel déploiement du modèle de la double résidence.

## Une production qui a excédé les besoins

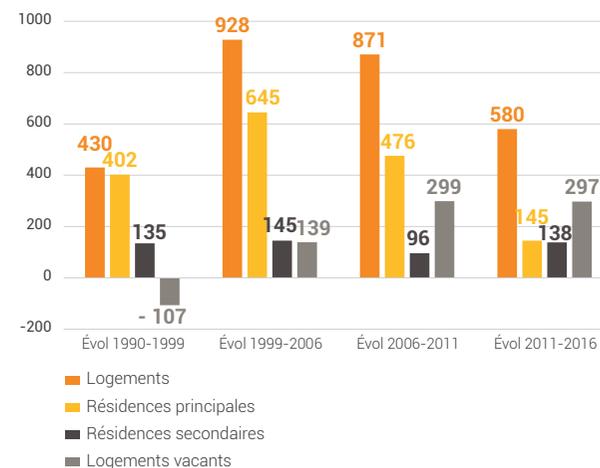
La production de logements a été très soutenue entre 2005 et 2008 (+1 200 logements par an). Le territoire a connu ensuite une baisse significative de l'activité. Depuis 2010, ce sont en moyenne environ 500 nouveaux logements qui sont construits par an (l'équivalent de 1 % du parc existant). La dynamique de construction a été plus soutenue dans Haut-Léon Communauté (7,2 nouveaux logements mis en chantier pour 1 000 logements existants contre 6,5 à l'échelle du pays de Morlaix) même si Morlaix Communauté concentre près de la moitié des logements mis en chantier entre 2010 et 2019. Selon l'Insee, le pays de Morlaix a gagné en moyenne 145 nouveaux ménages par an entre 2011 et 2016 (+724 ménages sur l'ensemble de la période). Dans le même temps, le territoire compte en moyenne 580 logements supplémentaires par an. Ainsi, seule environ la moitié des logements a répondu à un réel besoin : 145 logements pour la progression des ménages et 138 logements pour celle des résidences secondaires. 297 logements ont donc contribué indirectement à la progression de la vacance, soit près de la moitié des logements supplémentaires.

Évolution de la construction neuve dans le pays de Morlaix



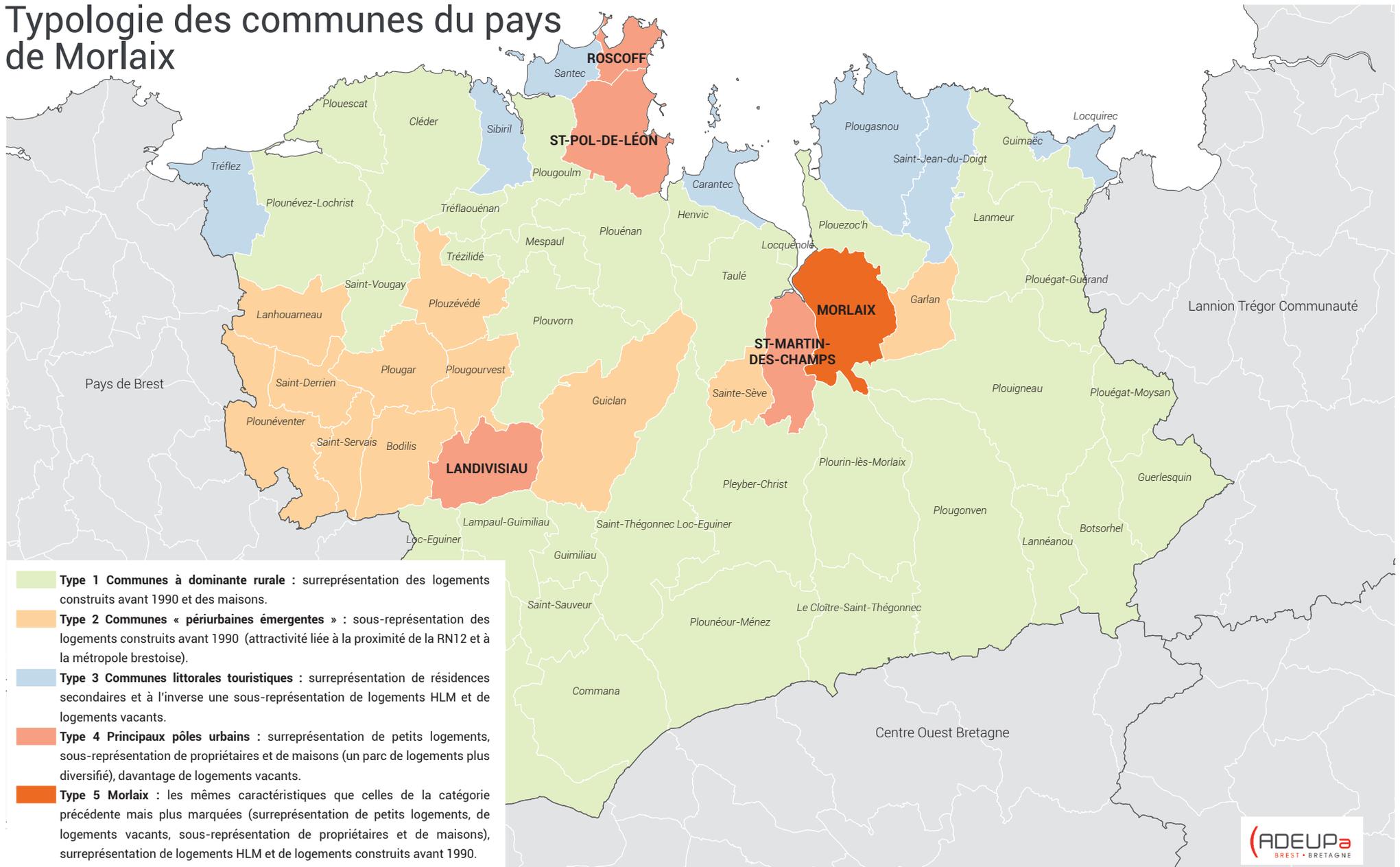
Source : Sit@del, Dreal Bretagne

Évolution annuelle moyenne du nombre de logements selon leurs catégories dans le pays de Morlaix



Source : Insee, RP 2016

# Typologie des communes du pays de Morlaix



## Chiffres clés

84 % de maisons

75 % de ménages de 1 ou 2 personnes

74 % de propriétaires

14 600 logements locatifs dont environ

4 700 HLM (source : Insee et RPLS 2018)

# Un parc de logements faiblement diversifié

## Une prédominance de la maison individuelle

84 % des logements sont des maisons, généralement de grands logements, de type familial. La prédominance de la maison individuelle est renforcée par la production récente. Cette forme de construction a représenté près de 90 % des nouveaux logements entre 2010 et 2019. Dans les principaux pôles, le parc est plus diversifié : dans la ville de Morlaix, 53 % des logements sont des appartements.

## Un déséquilibre entre la structure des ménages et la typologie du parc

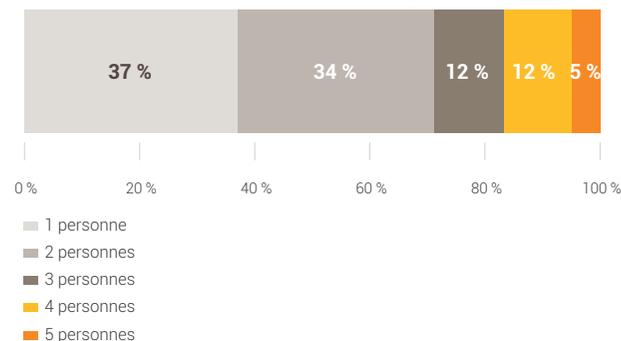
Près des trois quarts des résidences principales ne sont occupées que par 1 ou 2 personnes tandis que plus des trois quarts d'entre elles comptent 4 pièces ou plus. Le parc de logements du territoire a été développé pour répondre aux besoins des familles, à une époque où celles-ci étaient nombreuses. La baisse de la taille moyenne des ménages induit aujourd'hui un phénomène de sous-occupation des logements. Dans les années à venir, le vieillissement de la population devrait accroître ce déséquilibre et générer un besoin important de petits logements plus adaptés au grand âge, proches des services. Il en manque aujourd'hui sur le territoire.

## Une offre locative fortement localisée et sans doute de moins en moins attractive

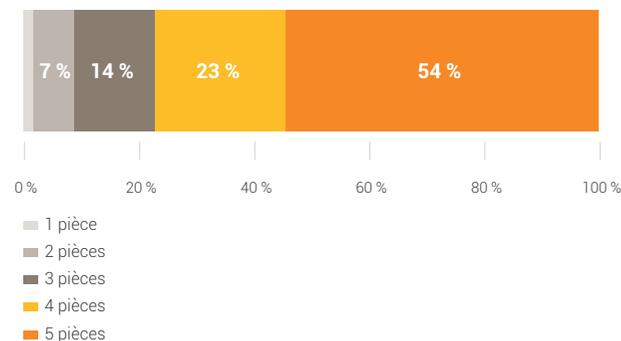
Un quart des ménages du pays de Morlaix est locataire de son logement, dans le parc privé ou HLM (14 600 ménages). Si la part des ménages locataires est stable entre 1999 et 2016, leur nombre tend toutefois à diminuer sur la période récente (-212 ménages locataires entre 2011 et 2016). Ce recul concerne exclusivement Morlaix Communauté et la CC du Haut-Léon. La progression du nombre total de ménages entre 2011 et 2016 (+ 724 ménages) relève donc exclusivement de ménages propriétaires. Le statut de locataire est davantage représenté dans les pôles de Morlaix et de Landivisiau : respectivement 48 % et 35 % des ménages sont locataires. La présence d'un parc de logements plus diversifié explique cette plus forte représentation.

À tout âge, le parc locatif joue un rôle essentiel dans les trajectoires résidentielles : porte d'entrée dans le territoire pour les nouveaux arrivants, premier statut d'occupation pour les jeunes quittant le domicile familial, réponse aux ménages les plus modestes... La capacité à répondre à ces dynamiques résidentielles suppose certainement une amélioration de la qualité des logements locatifs existants et leur adaptation aux nouveaux modes de vie. On observe une progression du phénomène de vacance plus particulièrement dans le parc de petits logements anciens de centre-ville. Elle implique aussi probablement le développement d'une offre nouvelle adaptée aux nouveaux besoins (des seniors par exemple). La diversité et la qualité de l'offre de logements, dans sa globalité, participera de l'attractivité du territoire.

Nombre de personnes par ménage en 2016

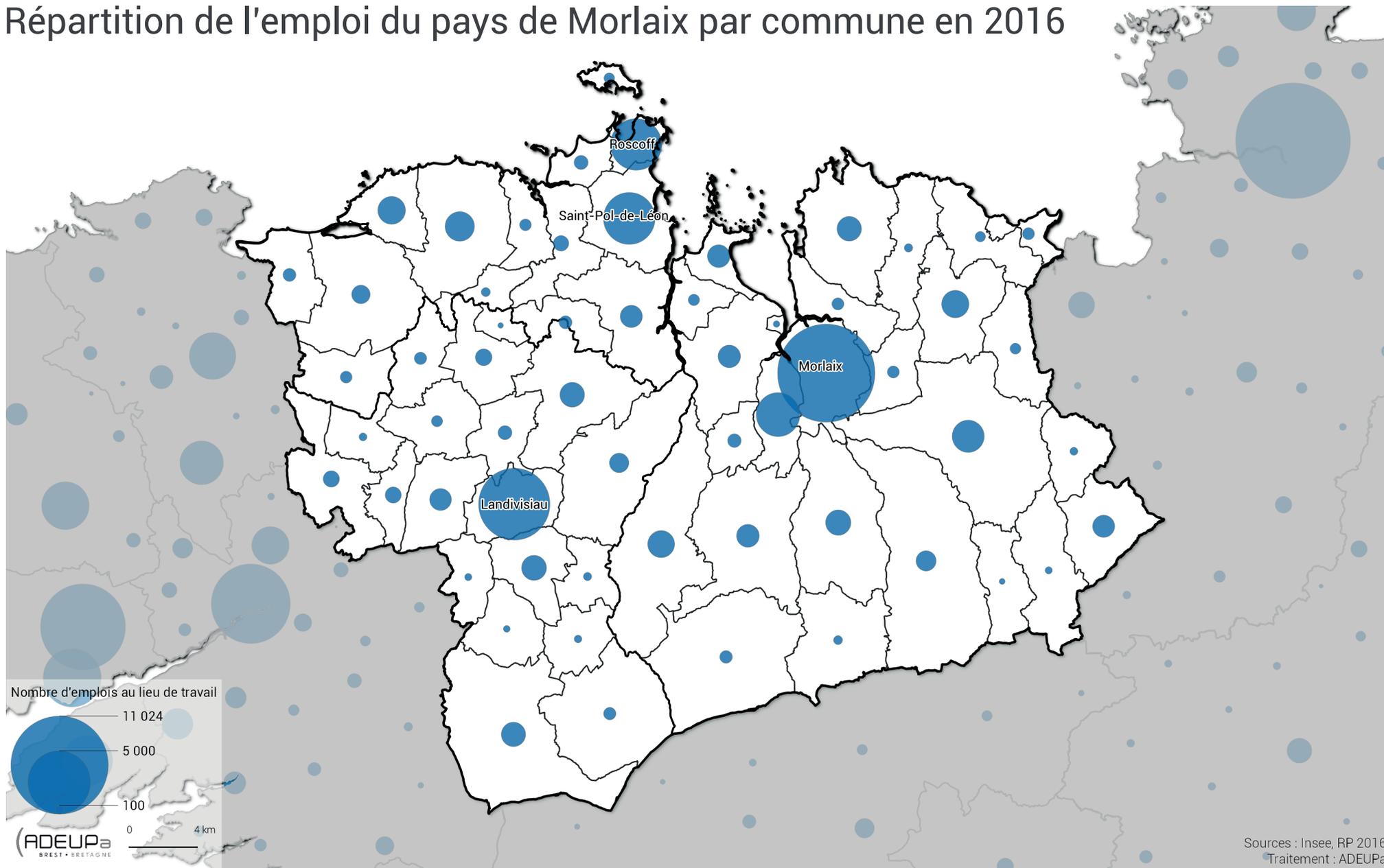


Nombre de pièce par résidence principale en 2016



Source : Insee, RP 2016

# Répartition de l'emploi du pays de Morlaix par commune en 2016



## Chiffres clés

49 230 emplois en 2016

10 % de l'emploi dans l'agriculture, contre 5 % en Bretagne

8<sup>e</sup> bassin d'emplois de Bretagne

1<sup>er</sup> employeur : le centre hospitalier de Morlaix

2<sup>e</sup> employeur : la Base aéronautique navale de Landivisiau

3<sup>e</sup> employeur : la Brittany Ferries

# Une identité économique marquée, une concentration de l'emploi dans les polarités

## 8<sup>e</sup> bassin d'emplois de Bretagne

Au recensement de 2016, on comptabilise 49 230 emplois dans le pays de Morlaix, soit 4 % de l'emploi régional, juste derrière le pays de Saint-Malo (61 300 emplois) et devant le pays de Vitré-Porte de Bretagne (43 500). 38 % des emplois se situent dans le secteur du commerce, des transports et des services divers, une part inférieure à la moyenne régionale (42 %) mais aussi à celle du pays du Trégor (44 %). Avec environ 5 000 emplois, l'agriculture représente 10 % des emplois, une proportion nettement plus élevée par rapport à la moyenne bretonne, elle-même surreprésentée par rapport à la moyenne nationale. Hormis le pays de Guingamp, l'agriculture est également un secteur davantage représenté dans le territoire de Morlaix par rapport aux autres territoires de comparaison.

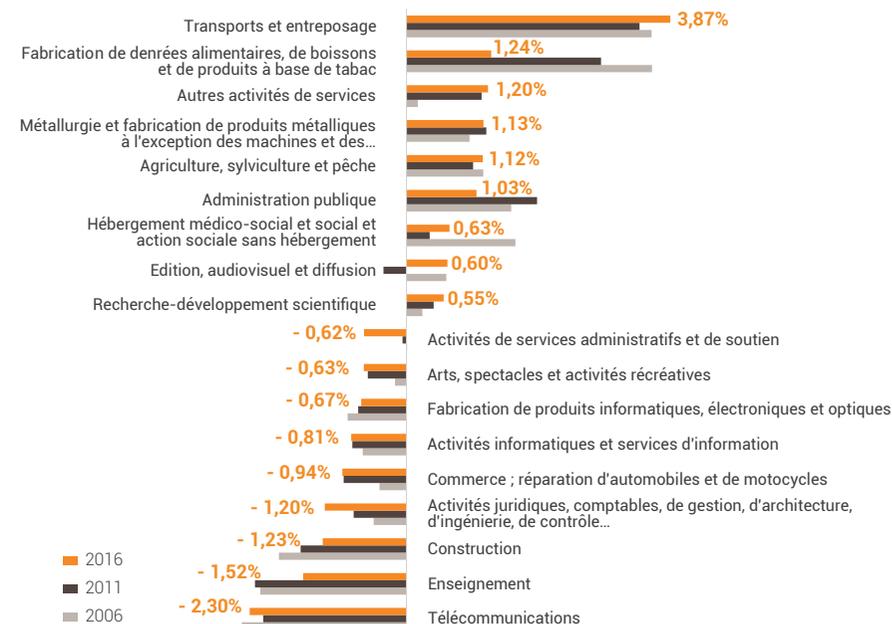
50 % des emplois du pays de Morlaix se situe dans l'agglomération morlaisienne. Les communautés de communes du Pays de Landivisiau et du Haut-Léon, se partagent un quart chacune de l'autre moitié des emplois du pays. Cinq communes dans le pays de Morlaix ont plus de 2 500 emplois, dans l'ordre : Morlaix (11 000), Landivisiau (6 300), Saint-Pol-de-Léon (3 500), Roscoff (3 400) et Saint-Martin-des-Champs (2 600). Elles cumulent 54 % de l'ensemble des emplois du pays.

### CLÉS DE LECTURE DU GRAPHIQUE

Ce graphique représente la différence entre la part de l'emploi d'un secteur économique d'un territoire, ici le pays de Morlaix, et la part de l'emploi du même secteur par rapport à un autre territoire, ici les territoires de comparaison choisis (cf. p. 4).

Cette représentation permet de mettre en avant les spécificités économiques d'un territoire par rapport à un autre. Ainsi les barres partant sur la droite sont surreprésentées par rapport à la moyenne des territoires de comparaison et les barres qui vont sur la gauche du graphique indiquent une sous-représentation.

### Spécificités économiques du pays de Morlaix par rapport à la moyenne des pays (ou EPCI) de comparaison



Source : Insee, RP 2006, 2011 et 2016

## Trois intercommunalités avec leurs propres caractéristiques

Morlaix Communauté a une structure économique proche de la moyenne du pays de Morlaix. On peut observer quelques différences toutefois avec proportionnellement moins d'emplois agricoles (7 % contre 11 % en moyenne pour le pays de Morlaix) et davantage dans le secteur de l'administration, enseignement, santé et action sociale. Ce dernier est notamment lié à la fonction d'agglomération que porte l'intercommunalité : université, hôpitaux, etc.

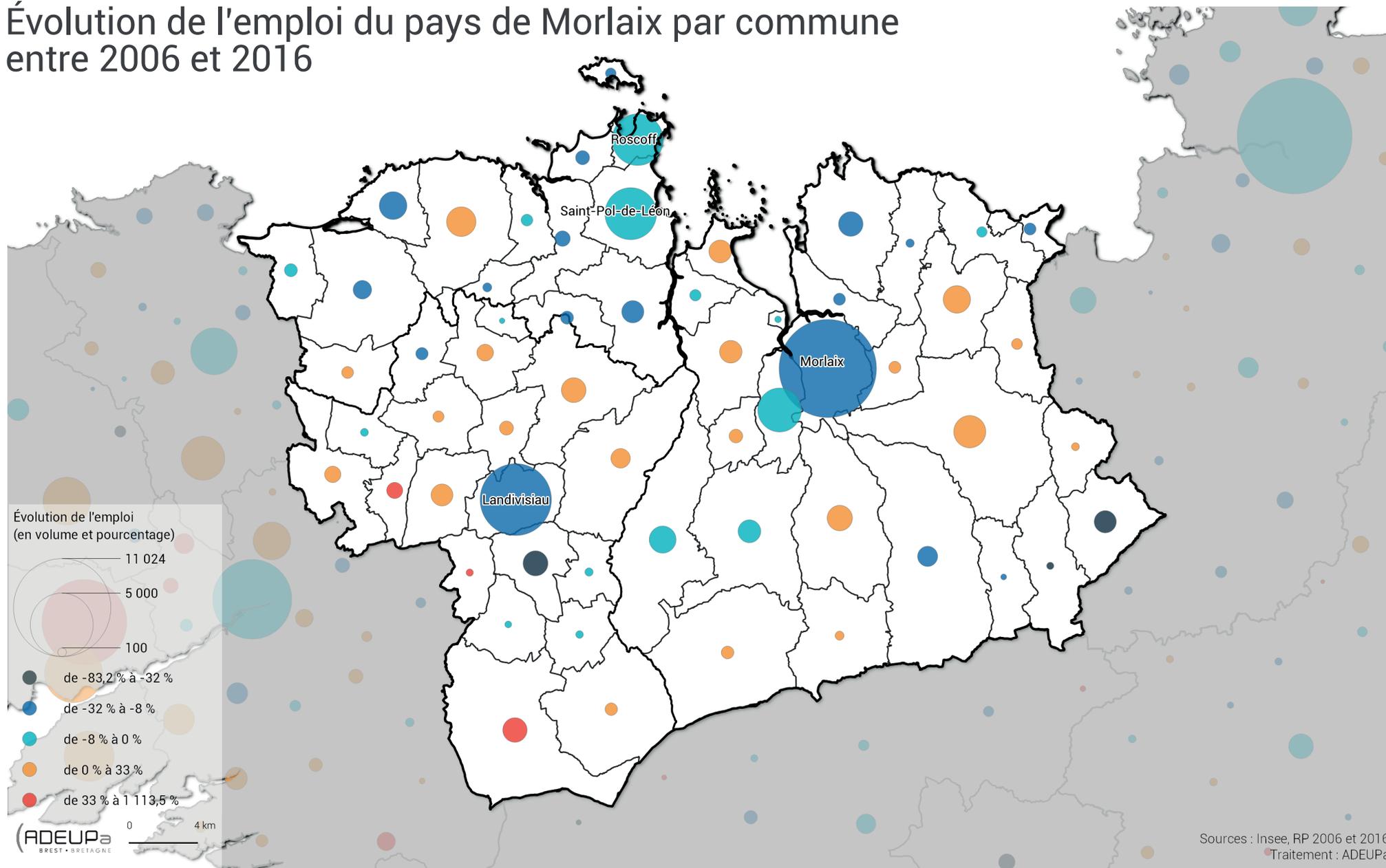
Haut-Léon Communauté est caractérisée par le domaine du commerce, des transports et des services divers (47 % des emplois). La présence du port de Roscoff-Bloscon explique notamment la forte représentation du transport mais aussi du commerce. Autre spécificité, le secteur agricole et ses 1 960 emplois concentre 16 % du total des emplois de l'intercommunalité, 6 points de plus que la moyenne du pays de Morlaix.

L'emploi industriel est davantage représenté en proportion dans le Pays de Landivisiau (18 % du total), même si en volume, il y en a autant à Morlaix Communauté.

## Des acteurs économiques qui comptent pour l'Ouest breton

Les secteurs surreprésentés par rapport aux moyennes régionale et des territoires de comparaison, mettent en lumière les principaux acteurs économiques du territoire. La compagnie aérienne Hop ! et la Brittany Ferries de Roscoff, sont des entreprises structurantes du bassin, permettant au secteur du transport de caractériser le territoire. Par ailleurs, les acteurs agricoles et de l'agroalimentaire ne manquent pas tant sur les produits issus de la terre que de la mer : Marine Harvest, la Sica de Saint-Pol-de-Léon ou encore Primel Gastronomie. L'innovation et la recherche scientifique permettent également au territoire de se démarquer via notamment la Station Biologique de Roscoff. Dernier exemple, le secteur de l'édition, de l'audiovisuel et de la diffusion est surreprésenté via le siège breton du Télégramme implanté à Morlaix.

# Évolution de l'emploi du pays de Morlaix par commune entre 2006 et 2016



## Chiffres clés

3 000 emplois en moins en 10 ans  
1<sup>er</sup> pays breton en termes de perte d'emplois

1 600 emplois en moins pour le secteur de l'industrie  
1 300 emplois en moins pour le domaine du commerce, transport et service divers

# Une baisse de l'emploi à la suite d'une crise multisectorielle

## 1<sup>er</sup> pays breton en perte d'emplois

En 10 ans, le pays de Morlaix a perdu près de 3 000 emplois, soit la plus forte baisse des pays bretons (source : Insee). Dans le même temps, le nombre d'emplois a augmenté en moyenne en Bretagne, même si la dynamique se situe principalement dans l'est de la région. Les intercommunalités de Morlaix Communauté et du Pays de Landivisiau concentrent l'essentiel de la baisse avec une diminution de 1 400 emplois pour chaque territoire. Haut-Léon Communauté est nettement moins concernée par ces baisses d'emplois avec une relative stabilité (-150 emplois en 10 ans).

Les pertes d'emplois concernent un large champ d'activités. Seuls les secteurs de la construction et celui de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale, sont restés stables entre 2006 et 2016 au global dans le pays de Morlaix. Les plus fortes chutes d'emplois concernent l'industrie (-1 600) et le commerce, transport, service divers (-1 300). L'agriculture affiche une perte de plus de 750 emplois, soit -13 % sur la période, la deuxième perte relative la plus importante.

## Des polarités économiques en difficulté

Lampaul-Guimiliau est la commune où la plus forte perte d'emploi peut être observée avec 1 100 emplois en moins, soit la moitié de la perte totale du pays de Morlaix. La principale explication est la fermeture de l'abattoir Gad qui comptait près de 900 emplois. Avec 1 000 emplois environ en moins sur la même période, la ville de Morlaix arrive en deuxième position en termes de baisse d'effectifs. Le secteur du service est le principal concerné, plus particulièrement le transport aérien via les difficultés de la compagnie Hop !, filiale d'Air France, en 2016. À Landivisiau (-800 emplois), l'usine de transformation de poissons Marine Harvest concentre la majeure partie de la baisse de l'emploi. Enfin, à Guerlesquin la filière volaille et les difficultés de Tilly Sabco a pesé sur l'évolution de l'emploi (-350 emplois entre 2006 et 2016).

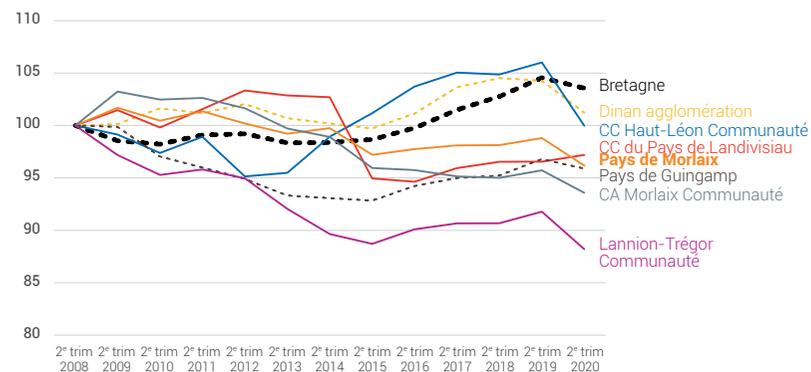
Quelques villes du pays sont en situation de croissance de l'emploi. La plus dynamique, Sizun avec 213 emplois supplémentaires, suivi par Lanmeur (+211) ou encore Plouigneau (+200).

## Un rebond de l'emploi dans le secteur privé avant la crise sanitaire

Depuis 2015, le nombre d'emplois à l'échelle du pays de Morlaix avait démarré une progression. Même si la dynamique était moins forte qu'au niveau régional, l'évolution des salariés privés<sup>1</sup> était positive jusqu'en 2019 avec 465 emplois supplémentaires. Le secteur du commerce de détail était le plus dynamique, suivi de l'hôtellerie et de la restauration. La crise sanitaire a stoppé pour nombre de territoires les créations d'emplois. Le pays de Morlaix ne fait pas figure d'exception avec deux fortes inquiétudes en cours pour des entreprises phares du territoire : Brittany Ferries et la compagnie aérienne Hop !.

Pour le moment, les activités de la restauration et de l'hôtellerie sont plus particulièrement touchées par la crise avec 285 salariés en moins entre 2019 et 2020, suivies de près par le secteur du commerce de gros, du transport et de l'entreposage (-276 emplois).

## Évolution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2020 (base 100 : 2<sup>e</sup> trimestre 2008)



Source : Urssaf - Traitement Adeupa

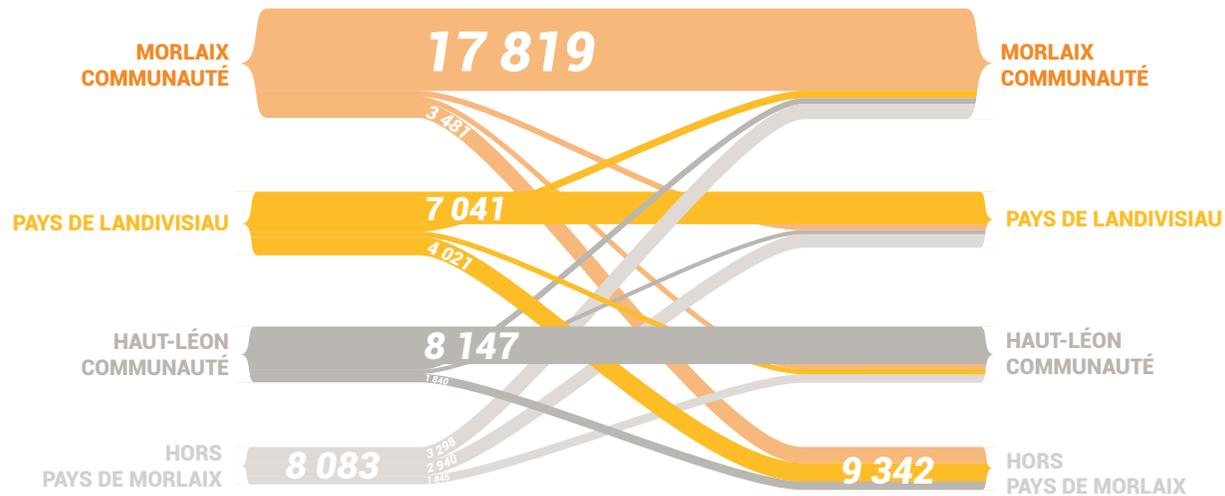
1. Source : Urssaf. Attention, les salariés privés recensés par l'Urssaf ne recouvrent pas les emplois du secteur public ainsi que du domaine de l'agriculture. Les emplois salariés privés du régime Urssaf représentent environ 60 % de l'ensemble des emplois du pays de Morlaix.

# Les déplacements domicile-travail entre les intercommunalités du pays de Morlaix

## SYNTHÈSE



## DÉTAIL PAR EPCI



# Des déplacements professionnels internes au pays qui se singularisent selon l'intercommunalité

## Des navettes domicile-travail majoritairement internes au pays

80 % des actif·ve·s résidant·e·s au sein du pays de Morlaix travaillent également dans le pays de Morlaix. C'est un taux comparable à celui de Lannion-Trégor Communauté, inférieur à celui du pays de Brest (92 %) ou du pays de Cornouaille (91 %).

À l'inverse, environ 9 300 personnes quittent le pays de Morlaix pour travailler à l'extérieur chaque jour et un peu plus de 8 000 personnes y entrent pour se rendre sur leur lieu de travail. Le pays de Morlaix est donc légèrement déficitaire en termes d'actif·ve·s. L'attraction du pays de Brest, en premier lieu de Brest métropole (3 000 navettes sortantes) et du pays de Landerneau-Daoulas (2 000 navettes sortantes), explique ce bilan.

## Trois intercommunalités avec des singularités

Une majorité des actif·ve·s travaillent au sein de l'intercommunalité où ils·elles résident : 75 % dans le cas de Morlaix Communauté, 67 % dans Haut-Léon Communauté et 51 % dans le Pays de Landivisiau. Ces chiffres dessinent une tendance générale, on a tendance à vivre et travailler au sein du même EPCI. Ils soulignent toutefois des dynamiques singulières au sein de chaque EPCI.

Morlaix Communauté a un rôle légèrement attracteur sur ses deux voisins du pays de Morlaix. L'essentiel des actif·ve·s quittant Morlaix Communauté pour travailler à l'extérieur quittent également le pays de Morlaix.

Au sein de Haut-Léon Communauté, les deux tiers des actif·ve·s restent travailler dans leur EPCI de résidence. Les sortants se répartissent équitablement entre le reste du pays de Morlaix et l'extérieur du pays de Morlaix (respectivement 2 000 navettes dans les deux cas).

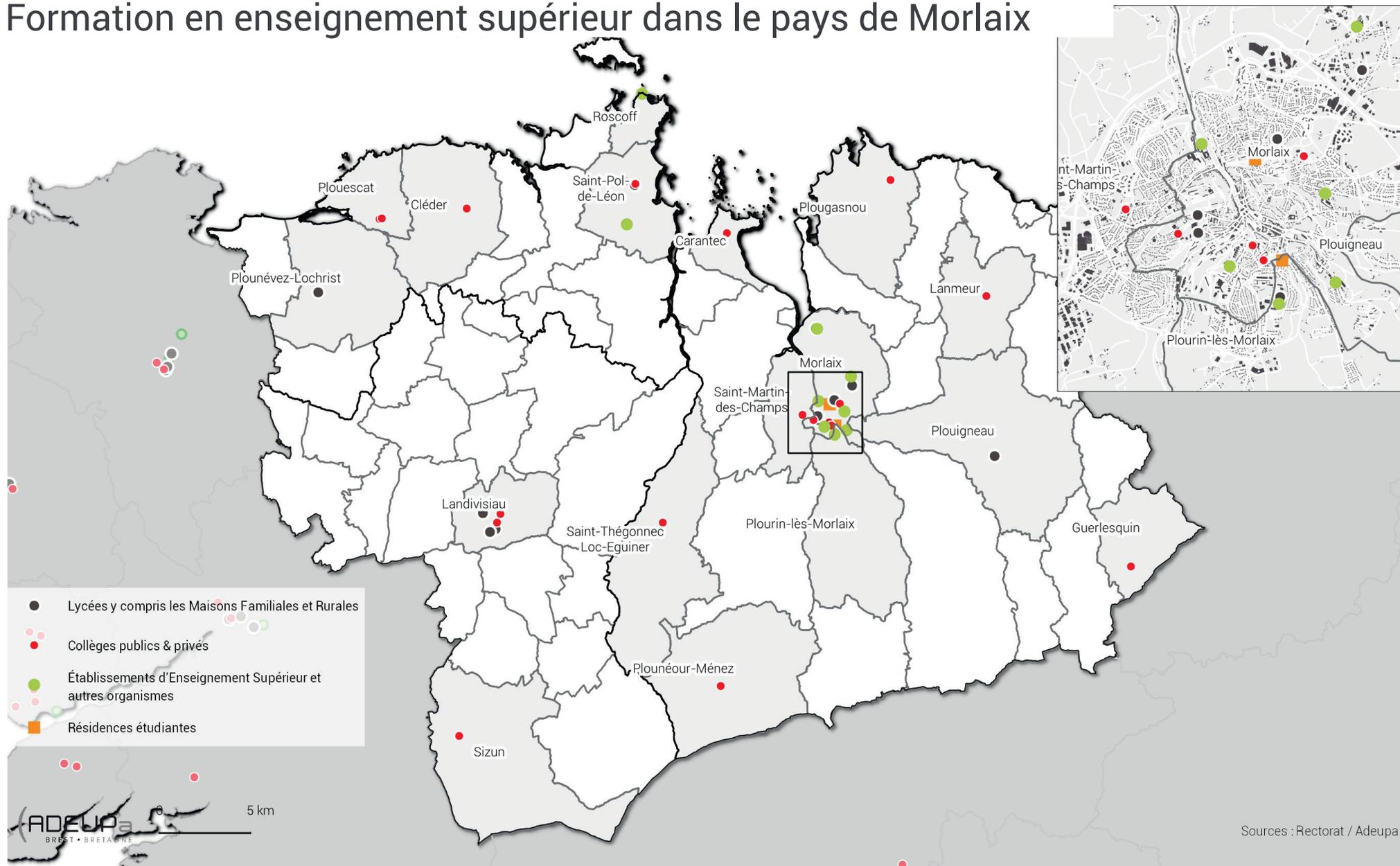
Enfin, le pays de Landivisiau se caractérise par un taux important de sortie du territoire pour aller travailler. 4 000 résident·e·s font la navette chaque jour, principalement en direction du pays de Brest, à la fois proche géographiquement et rapidement accessible via la RN12 et dans une moindre mesure via le train.

## Les déplacements domicile-travail, minoritaires mais structurants

On qualifie de « structurants » les déplacements liés au travail car ils génèrent la majorité des distances parcourues. L'accessibilité du lieu de travail par rapport au lieu d'habitation (conditions de déplacement, durée du trajet...) est donc un critère de choix crucial pour les ménages, déterminant en matière de mobilité.

Cependant, les déplacements domicile-travail ne représentent en moyenne que 20 à 25 % de l'ensemble des déplacements. Les déplacements réalisés pour d'autres motifs – achats, accompagnement, loisirs, accès aux services – sont généralement réalisés dans un rayon de proximité autour du domicile et dessinent un bassin de déplacements plus restreint. La diversité des modes de vie s'inscrit donc à plusieurs échelles.

# Formation en enseignement supérieur dans le pays de Morlaix



## Chiffres clés

**1 523** étudiants en 2018/2019  
**88 %** des étudiants inscrits en 1<sup>er</sup> cycle

**32 %**, la part des néobacheliers en provenance de l'extérieur de la Bretagne  
**25 %** des diplômés du supérieur exercent un emploi « sous-qualifié » par rapport à leur niveau de formation (+4 points par rapport à la moyenne régionale)

# Une offre de formations en lien avec les spécificités économiques

## Une offre qui s'est étoffée

Une dizaine d'établissements d'enseignement accueillent 1 523<sup>1</sup> étudiant-e-s<sup>2</sup> en 2019, dans des formations allant du BTS et DUT au master. Les effectifs sont prioritairement inscrits dans des formations de niveau licence (BTS et BTSA, DUT, licence professionnelle et diplôme d'État d'infirmier). Toutefois, certain-e-s étudiant-e-s basé-e-s à la Sorbonne, peuvent être amené-e-s à découvrir le territoire lors de quelques unités d'enseignement ou de stages de 6 mois proposées à la Station biologique Roscoff. Par ailleurs, la formation qualifiante (principalement axée sur de la formation continue) complète l'offre avec 125 personnes recensées<sup>3</sup> en 2019 (exemple : Afpa, Greta, Askoria).

Depuis le début des années 2000, l'offre en enseignement supérieur s'est développée, avec notamment la création des deux départements de l'IUT (gestion administrative et commerciale des organisations en 2000 et génie civil-construction durable en 2010).

## De fortes interactions avec le monde économique

L'offre de formations s'articule autour des caractéristiques économiques du pays de Morlaix et s'est construite en lien avec les filières. Citons comme exemple le BTS aéronautique au lycée Tristan Corbière et ses fortes interactions avec les acteurs locaux (Hop !, bases aéronavales dont celle de Landivisiau), l'offre de formations de l'Issfel<sup>4</sup> construite autour des besoins des professionnels de la filière agri-agro ou le diplôme d'infirmier-ère délivré par l'institut de formation en soins infirmiers (Ifsi) du centre hospitalier. À Roscoff, la Station biologique organise des enseignements à fort contenu biotechnologique. Autre exemple, à Plouneour-Menez, l'école bretonne Cap santé, spécialisée dans l'herboristerie, propose des formations professionnelles courtes ou longues depuis 2013.

L'alternance est une formule particulièrement bien développée, facilitant les interactions entre organismes de formation et entreprises. Citons à titre d'illustration l'Issfel qui détient le statut de Centre de formation d'apprentis depuis 1998 et dont l'ensemble des formations est proposé en alternance.

## Des sites d'études diffus

Les sites de formation sont multiples dans le pays de Morlaix. La plus forte concentration étudiante se situe à la Manufacture des tabacs de Morlaix, où plus de 340 inscrits étudient à l'IUT. Par ailleurs, les enseignements pour certaines formations se font sur plusieurs sites d'étude (par exemple, pour les licences professionnelles, en plus de l'IUT, l'Issfel à Saint-Pol-de-Léon pour la licence Commerce et distribution, l'Iréo de Lesneven et le lycée agricole du

Nivot à Lopérec pour la licence Management des organisations agricoles). Une des ambitions affichées par les acteurs est la création d'un « campus universitaire » pour travailler en commun sur des problématiques comme la santé, la mobilité, le logement ou les loisirs des étudiant-e-s.

## Interconnexions supra-territoriales

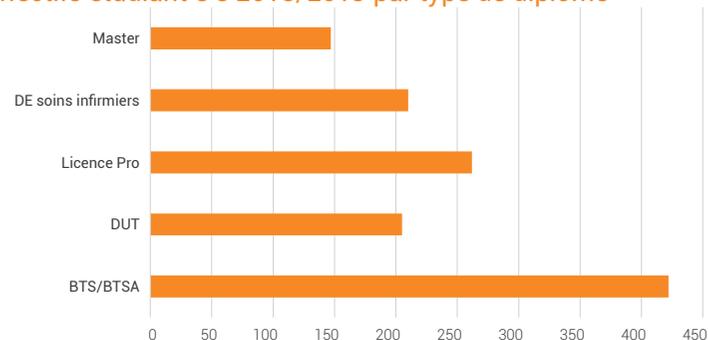
De nombreuses formations reposent sur des partenariats, organisés entre acteurs du territoire ou à une échelle plus large. L'IUT est une antenne de l'IUT de Brest-Morlaix, institut rattaché à l'Université de Bretagne Occidentale. La Station biologique de Roscoff (SBR) est l'une des écoles internes de Sorbonne Université. Roscoff accueille à ce titre deux formations de licences, ainsi que des unités d'enseignement de master, permettant ainsi aux étudiant-e-s venant du campus Jussieu à Paris d'accéder à des infrastructures de qualité et de se former sur le terrain<sup>5</sup>. D'autres partenariats sont noués pour certains diplômes (Issfel et IUT pour la licence professionnelle Commerce et distribution, Issfel et SBR pour la licence pro Sécurité sanitaire, IUT/Issfel et Iréo de Lesneven pour la licence Management des organisations agricoles, etc.).

La qualité des formations et pour certaines, leur singularité, induisent un recrutement bien au-delà du Finistère. Par exemple, 60 % des admis-e-s à la rentrée 2019 dans le BTSA Gestion et protection de la nature du lycée Suscinio viennent de l'extérieur de la Bretagne. Autre chiffre témoignant de l'attractivité de certains diplômes : plus de 1 000 candidat-e-s avaient demandé le BTS Aéronautique au lycée Tristan Corbière pour 29 admis-e-s et 3 250 candidat-e-s s'étaient présenté-e-s à l'Ifsi pour 59 places (source : Parcoursup 2019).

De nouvelles formations sont en perspective : l'accueil d'une antenne du Cnam (en lien avec le programme Action cœur de ville) et un 3<sup>e</sup> département à l'IUT autour d'une spécialité à définir (carrières juridiques ou packaging <sup>6</sup>).

Outre les organismes et les formations déjà évoqués ci-dessus, d'autres acteurs viennent compléter la palette des formations qualifiantes proposées dans le pays de Morlaix comme Askoria, l'Afpa ou la CCI.

## Effectifs étudiant-e-s 2018/2019 par type de diplôme



Source : Mesri, Rectorat, établissements d'enseignement supérieur

5. Ces étudiant-e-s inscrit-e-s en master passent quelques semaines par an à Roscoff, mais ne sont pas décomptés dans les 1 246 étudiant-e-s évoqué-e-s plus haut.

6. Le télégramme, 13/09/2020, « Un IUT toujours aussi attractif pour les étudiants »

1. Source : Pays de Morlaix - traitement ADEUPa. Les étudiant-e-s de la Station biologique de Roscoff pris-e-s en compte sont ceux-elles qui ont passé un minima de 200 jours à Roscoff. Un volume de jours suffisamment conséquent pour passer la majeure partie de l'année dans le territoire.

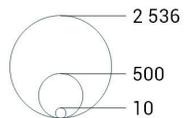
2. Définition : un-e étudiant-e est une personne qui suit une formation post-bac tout au long de l'année, débouchant sur un diplôme d'État.

3. Source : Pays de Morlaix

4. Institut supérieur de formation fruits et légumes

# Centres de décisions économiques du Finistère

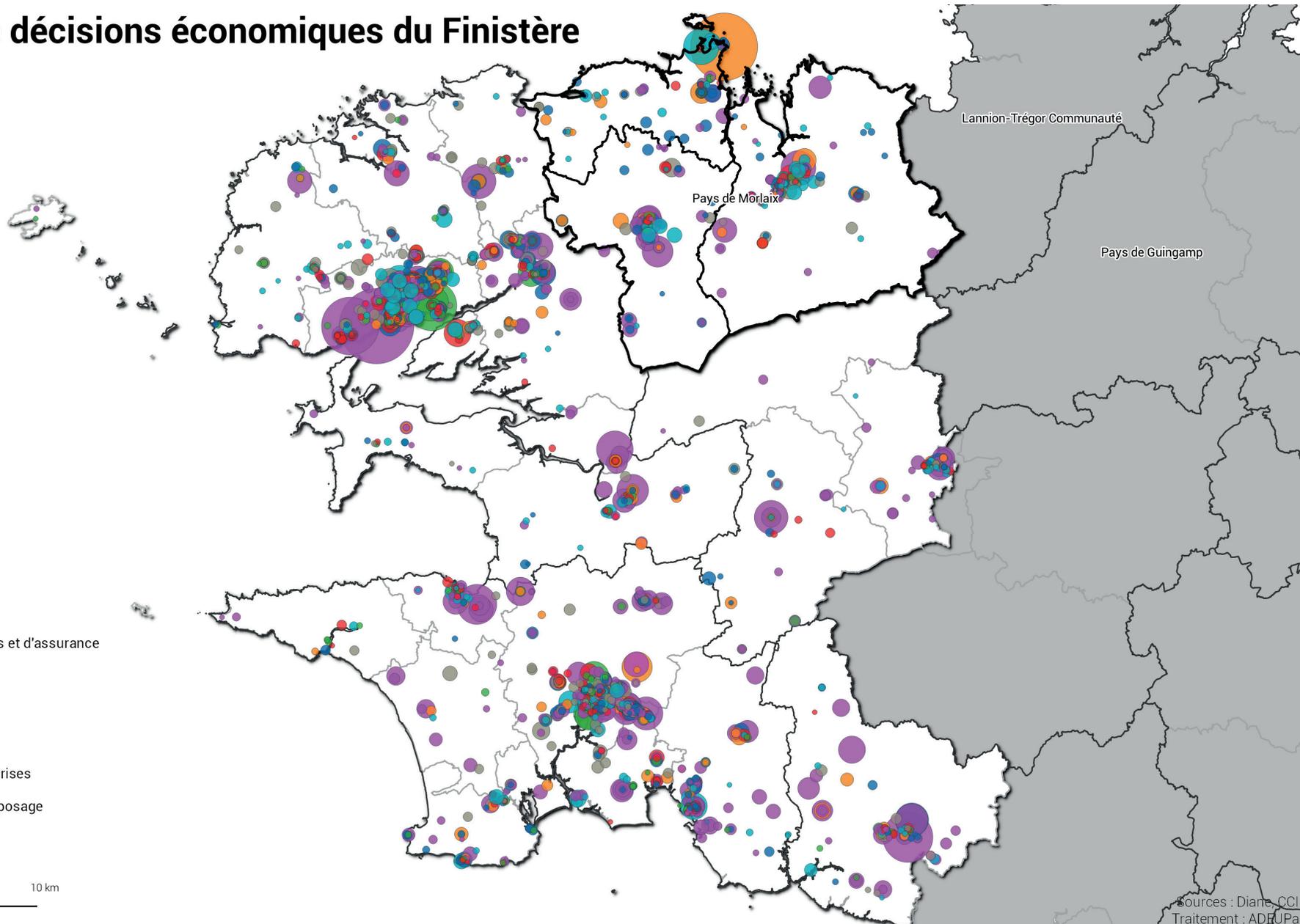
Effectif et typologie



- Activités financières et d'assurance
- BTP
- Commerce de gros
- Industrie
- Services aux entreprises
- Transports et entreposage
- Divers

ADEUPa  
BRETAGNE

0 10 km



Sources : Diane, CCI  
Traitement : ADHUPa

## Chiffres clés

**12 570** emplois stratégiques en 2019

**-2 %** d'emplois depuis 2014 (+ 8 % en Finistère)

**25,5 %** d'emplois stratégiques dans l'emploi total (24 % en Finistère)

**-840** emplois au sein de Morlaix Communauté (-1 360 depuis 2012)

**27 %** de l'emploi stratégique dans le transport entreposage

**67 %** des emplois stratégiques sont détenus par des entreprises dont le siège est local (51 % en Finistère)

# Une forte densité d'emplois stratégiques, aujourd'hui menacés

## Un écosystème dense

Avec 25,5 % d'emplois stratégiques dans l'emploi total, le pays de Morlaix possède un tissu de centres de décision légèrement plus dense que la moyenne finistérienne (24 %). À l'échelle des intercommunalités, Haut-Léon Communauté se démarque par un taux d'emplois stratégiques d'environ 38 %, soit le plus important du département. La Communauté de communes du Pays de Landivisiau est également bien positionnée avec 30 % d'emplois stratégiques. Morlaix Communauté figure bien en deçà avec un taux de 17,4 %.

D'un point de vue sectoriel, le pays s'illustre par une forte spécialisation dans le transport et l'entreposage. Le territoire accueille près de 40 % des emplois finistériens en la matière, avec des gros employeurs bien identifiés : Brittany Ferries, Hop !, Transports Mesguen, Stef, etc.

## Une mainmise plus forte sur les centres de décision

67 % des emplois stratégiques du territoire sont contrôlés localement, contre 51% en moyenne en Finistère. Cette forte indépendance et la volonté de la préserver est palpable, en témoigne la recapitalisation de Sermeta à Morlaix, remportant en 2018 la Victoire spéciale du jury des 7<sup>es</sup> Victoires de la Bretagne. Cette mainmise, qui s'est d'ailleurs accentuée depuis 2012 (+4 points), s'explique d'abord par le recul de l'emploi dans les centres de décision étrangers et nationaux, mais aussi par la progression de l'emploi des entreprises dont le siège est local. À noter que peu de transferts de capitaux se sont produits ces dernières années. Début 2019, le groupe Pichon a toutefois été racheté par le groupe Samson basé au Danemark. Face aux effets de la crise économique de 2008 et à la nouvelle engendrée par la Covid-19, l'enjeu de préservation de l'écosystème est primordial. Les incertitudes de Hop ! rappellent les effets d'entraînement de ces entreprises sur le tissu économique local.

### Définitions :

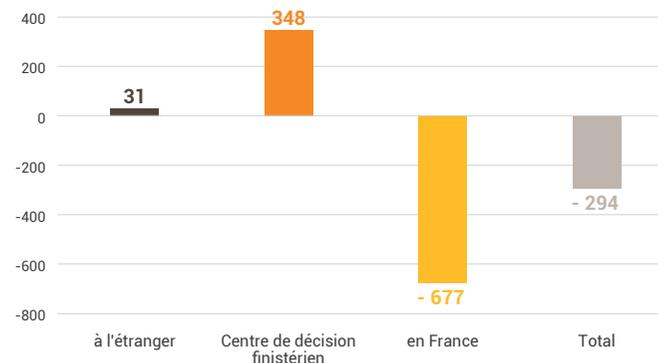
Il faut distinguer les notions d'**entreprises stratégiques** et de centres de décision. Une entreprise stratégique, pour l'étude conduite pour Investir en Finistère, possède au moins 20 salarié-e-s et son activité n'est pas uniquement résidentielle, c'est-à-dire pas destinée principalement aux habitant-e-s du pays de Morlaix. Certaines entreprises de moins de 20 salarié-e-s sont toutefois prises en compte selon d'autres critères tels que : les levées de fonds, les perspectives de croissance, l'exportation... Ces entreprises stratégiques sont contrôlées par des centres de décision locaux, nationaux, ou étrangers. Un **centre de décision** est une entreprise stratégique dont le siège est localisé dans le territoire d'étude.

## Un territoire affecté par la crise de l'agroalimentaire

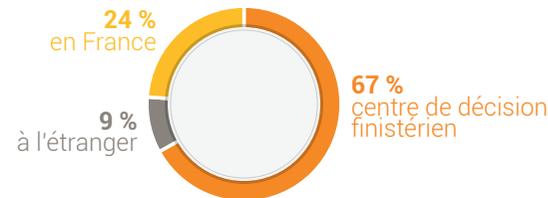
Au niveau du pays de Morlaix, on recense 12 570 emplois stratégiques en 2019. La répartition de l'emploi est plutôt égale entre les intercommunalités de Morlaix (4 250 emplois), Landivisiau (3 766 emplois) et du Haut-Léon (4 554 emplois).

En revanche, ils présentent des tendances très contrastées, entre le Haut-Léon très dynamique (+25 % depuis 2014), le pays de Landivisiau relativement affecté (-11 %) et l'agglomération morlaisienne en proie à une dégradation importante de son écosystème (-24 %). Au global, les progressions ne suffisent pas à compenser les pertes d'emplois consenties, principalement causées par le désengagement progressif de Hop !, la filiale d'Air France, ou encore par la disparition de Tilly Sabco et de Gad. Le pays de Morlaix a perdu près de 7 % d'emplois stratégiques depuis 2012 et figure, au regard des territoires de comparaison, comme le seul territoire en déficit, là où les autres connaissent des progressions allant de +8 à +27 %.

Évolution du nombre d'emplois stratégiques par appartenance des centres de décision entre 2012 et 2019



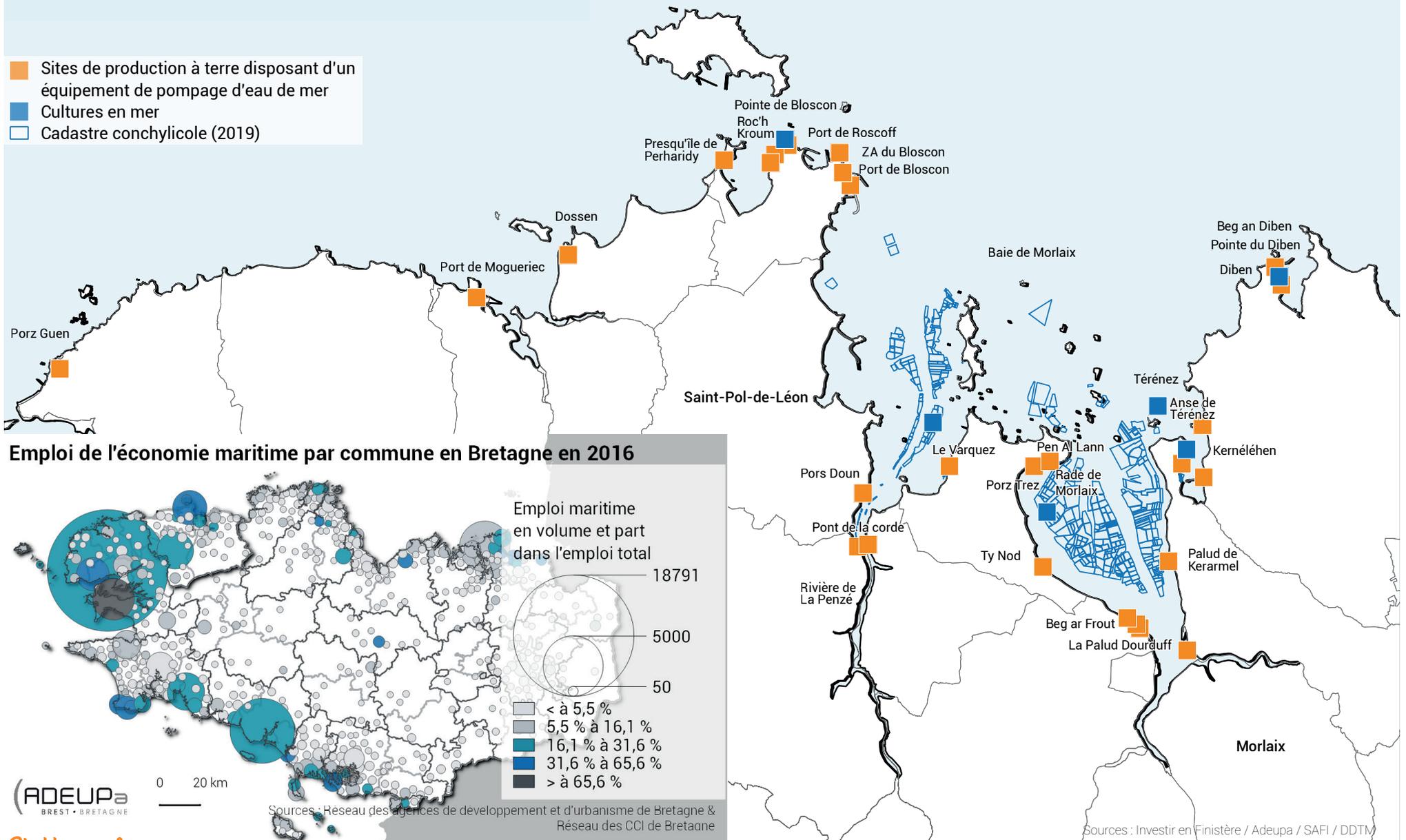
Répartition de l'emploi stratégique par appartenance des centres de décision



Sources : Fichiers CCI, Diane, IEF, traitement Adeupa

# Les activités de productions marines dans le pays de Morlaix

- Sites de production à terre disposant d'un équipement de pompage d'eau de mer
- Cultures en mer
- Cadastre conchylicole (2019)



## Chiffres clés

- 4 300** emplois maritimes en 2016
- 9 %** du total des emplois du pays de Morlaix (5 % en Bretagne)
- 380** établissements maritimes recensés dans le pays de Morlaix

- 1<sup>er</sup>** employeur maritime : la Base aéronautique navale de Landivisiau
- 27** sites de production marine disposant d'un équipement de pompage d'eau de mer
- 6** sites de cultures en mer

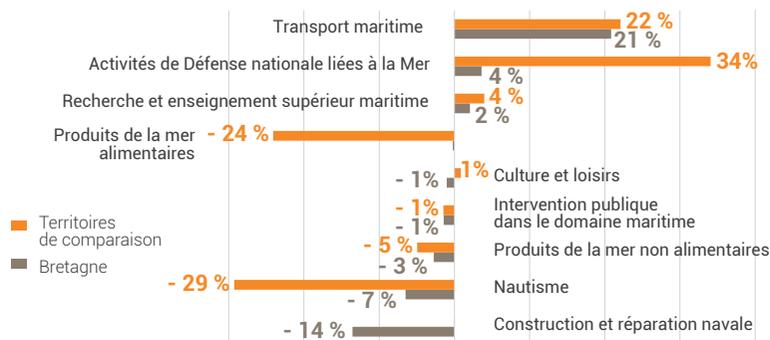
## Un territoire qui bénéficie de son littoral : 4 300 emplois maritimes

4 300 emplois maritimes répartis dans 380 établissements ont été recensés dans le pays de Morlaix, soit 7 % de l'ensemble des emplois identifiés en Bretagne. Avec 1 460 emplois localisés à la Base aéronautique navale de Landivisiau, cette entité, composante de la Base de Défense Brest-Lorient, est le premier employeur maritime du territoire. Le deuxième employeur majeur de ce secteur est la Brittany Ferries, dont le siège social se situe à Roscoff. Le domaine du transport maritime et fluvial représente 22 % des emplois maritimes. Aujourd'hui mis en danger par la crise sanitaire, cet acteur économique est stratégique pour la Bretagne puisqu'il permet le transport de passagers et de marchandises vers des destinations européennes comme la Grande-Bretagne, l'Irlande ou encore l'Espagne, mais aussi l'accueil de touristes anglo-saxons pour la région. Cette activité en conditionne d'autres puisque la construction et réparation navale est la 4<sup>e</sup> filière maritime du pays de Morlaix via l'entreprise Iss Propreté basée à Roscoff. Cet établissement s'occupe du nettoyage et de l'entretien de bateaux de la Brittany Ferries.

## Défense, transport, biotechnologie : une diversité de domaine représentée

Le domaine de la recherche caractérise également le tissu économique maritime du pays de Morlaix avec 6 % des emplois situés dans ce secteur soit une surreprésentation par rapport aux moyennes régionale et des territoires de comparaison. La Station biologique de Roscoff, liée à Sorbonne Université, est le principal acteur de la recherche du territoire. Plus récente et de taille plus modeste en nombre d'emplois, l'entreprise Hemarina se situe également parmi les

## Spécificité de l'économie maritime du pays de Morlaix par rapport à la moyenne régionale et à la moyenne des territoires de comparaison en 2016



Source : Réseau des agences de développement d'urbanismes et de Bretagne & réseau des CCI de Bretagne - traitement Adeupa

### CLÉS DE LECTURE DU GRAPHIQUE

Ce graphique représente la différence entre la part de l'emploi d'un secteur économique d'un territoire, ici le pays de Morlaix, et la part de l'emploi du même secteur par rapport à un autre territoire, ici les territoires de comparaison choisis (cf. p. 4).

Cette représentation permet de mettre en avant les spécificités économiques d'un territoire par rapport à un autre. Ainsi les barres partant sur la droite sont surreprésentées par rapport à la moyenne des territoires de comparaison ainsi que celle de la région et les barres qui vont sur la gauche du graphique indiquent une sous-représentation.

entreprises de recherche et d'innovation dans le domaine de la biotechnologie marine. En 2018, cette dernière est retenue aux Victoires de la Bretagne et remporte le prix de l'entreprise innovante de l'année.

Les acteurs de la filière des produits de la mer alimentaires sont également représentés dans le territoire et rassemblent 1 090 emplois. Les activités de transformations, de pêches et de commerce de gros concentrent 90 % de ces effectifs. Le groupe norvégien Marine Harvest Kritsen, est le premier acteur économique de cette filière en nombre de salariés. La transformation du saumon et du poisson blanc principalement issus d'élevage, constitue l'essentiel de son activité. Aquadis est le deuxième transformateur de produits de la mer du pays de Morlaix en nombre de salariés. L'élevage, la transformation et le conditionnement de truites constituent l'essentiel de ses activités. Situé plus spécifiquement sur la commercialisation de crustacés, coquillages et poissons, le groupe Beganton figure parmi les principaux employeurs maritimes du bassin morlaisien. On compte par ailleurs environ 360 pêcheurs, soit un tiers des emplois de la filière. La criée de Roscoff et ses 40 salariés, est un équipement qui témoigne de cette activité. Sur les 13 ports bretons, Roscoff se situe à la 7<sup>e</sup> position en termes de volumes échangés juste derrière Dourenvez et devant Concarneau<sup>1</sup>. Toutefois, en nombre d'emplois, par rapport à la moyenne des territoires de comparaison, le pays de Morlaix est largement sous-représenté sur ce secteur.

## À l'inverse, le nautisme, un secteur sous-représenté

Les activités nautiques et les établissements identifiés dans les loisirs et la culture, rassemblent 150 emplois. L'Institut marin de Rockroum, centre de thalassothérapie, est le principal employeur de ces deux filières. Par rapport aux moyennes régionale et des territoires de comparaison, ces activités sont largement sous-représentées. En effet, l'attractivité touristique plus conséquente dans Lannion-Trégor Communauté et Dinan agglomération, peut expliquer une plus forte présence de ces activités dans ces territoires. Autre explication possible, le nombre de ports de plaisance est inférieur dans le pays de Morlaix (4<sup>2</sup>) par rapport à ces mêmes communautés de communes (6). Ces équipements génèrent automatiquement plusieurs services et activités propres à ce secteur (hivernage, commerces nautiques, réparations, ...).

## Un potentiel de développement pour les activités maritimes

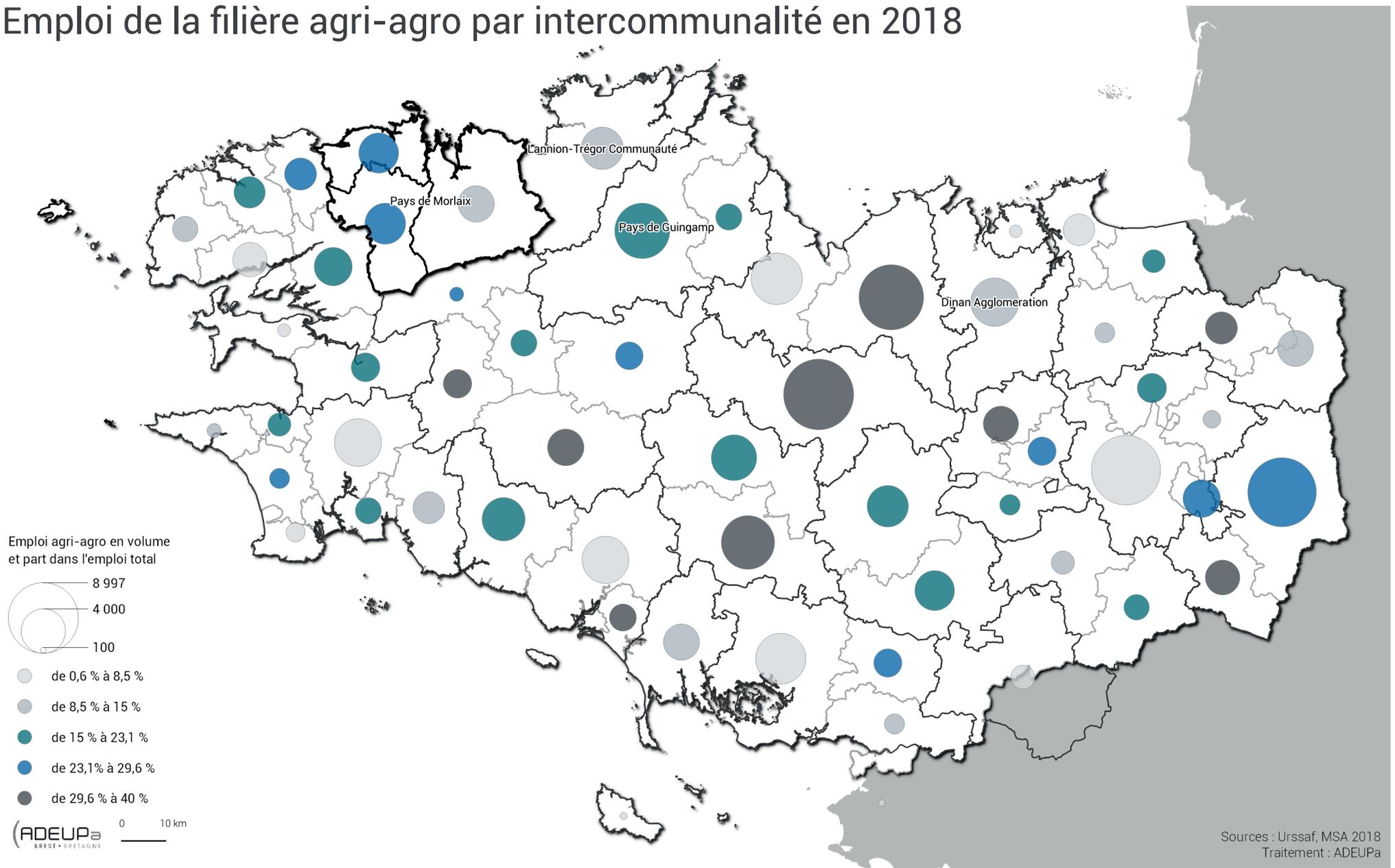
L'étude Accès à la ressource « eau de mer »<sup>3</sup>, réalisée à la demande d'Investir en Finistère, a permis d'identifier une quinzaine de sites à terre présentant un potentiel pour le développement de nouvelles activités. Ce sont par exemple des espaces portuaires existants avec des possibilités d'optimisation (foncier sous-exploité, bords disponibles) et des espaces fléchés dans les PLU comme ayant vocation à accueillir des activités aquacoles.

1. Source : Le marin - Hors-série annuel « Port de pêche »

2. Source : l'association des ports de Bretagne-cartographie

3. Pour aller plus loin : <https://www.adeupa-brest.fr/nos-publications/acces-la-ressource-eau-de-mer-pour-produire-en-finistere>

# Emploi de la filière agri-agro par intercommunalité en 2018



## Chiffres clés

9 500 emplois  
19 % de l'emploi total

-1 200 emplois en 10 ans,  
1<sup>er</sup> employeur : la Compagnie Lampaulaise de Salaison

# Les légumes et la filière porcine, caractéristiques du pays de Morlaix

## 9 500 emplois, 19 % de l'emploi total

Le pays de Morlaix compte 9 506 emplois dans l'agriculture et l'agroalimentaire, soit 19 % de l'emploi total en 2018. À titre comparatif, la filière représente 12 % de l'emploi total en Bretagne. Cette part est également nettement supérieure aux territoires de comparaison de Lannion (11 %) et de Dinan (14 %), mais inférieure à la moyenne du pays de Guingamp (22 %).

Le pays de Morlaix se positionne davantage sur l'amont de la filière, c'est à dire l'agriculture. En effet, 66 % des emplois sont agricoles contre 47 % en moyenne en Bretagne. L'amont représente 6 293 personnes dont 38 % d'entre eux sont des chefs d'exploitation. L'activité légumière caractérise le pays de Morlaix par rapport aux autres pays bretons. 17 % de l'espace agricole est dédié à la culture de fruits et de légumes contre 4 % en moyenne en Bretagne. Cette activité se concentre plus spécifiquement dans l'intercommunalité léonarde.

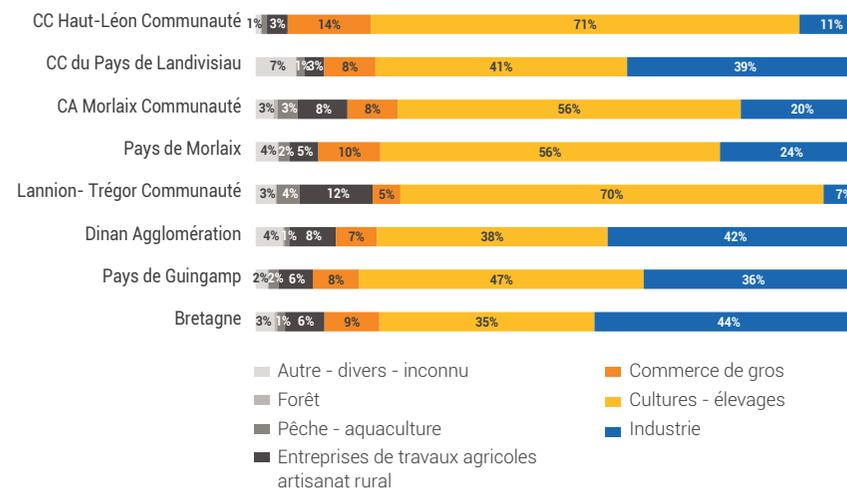
## Les premiers employeurs agroalimentaires dans l'intercommunalité du Pays de Landivisiau

Les trois premiers employeurs agroalimentaires du pays de Morlaix, se situent dans l'intercommunalité de Landivisiau. Le premier, la Compagnie Lampaulaise de Salaison, situé à Lampaul-Guimiliau avec 460 emplois environ, est spécialisée dans la transformation de viande porcine à destination de charcuterie. Primel Gastronomie, entreprise appartenant au groupe Sill, est spécialisée dans la fabrication de plats préparés avec plus de 200 emplois à Plougasnou. À Landivisiau, Samson Agro est une entreprise de la filière dédiée au machinisme agricole avec plus de 150 salariés. D'autres entreprises sont présentes dans le territoire et témoignent d'une large palette d'activités de ce secteur : Marine Harvest (produits de la mer) ou encore Grain de Sill (chocolat et café). La palette des entreprises agroalimentaires est large et va s'étoffer avec la nouvelle usine de poudre de lait de la Sill en construction dans la zone du Vern à Landivisiau.

## 1 200 emplois en moins en 10 ans

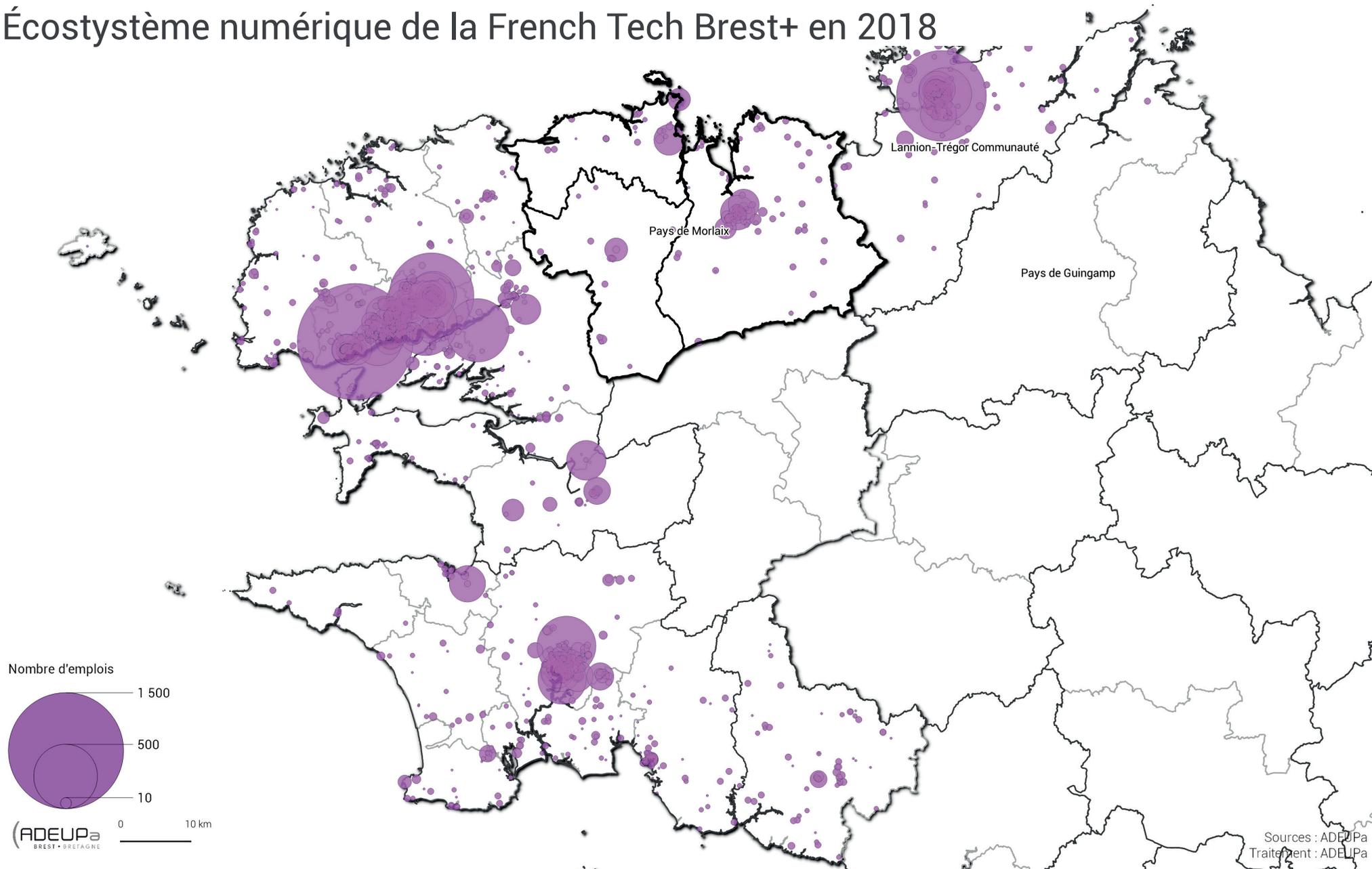
Au cours de ces dix dernières années, le nombre d'emplois a baissé de 12 % représentant un effectif de plus de 1 200 personnes. Cette diminution est la plus significative de Bretagne. Ces difficultés ont concerné plus spécifiquement l'industrie d'abattage Gad, particulièrement médiatisée, mais aussi Marine Harvest ou encore Tilly Sabco positionnée sur la filière avicole.

## Répartition des emplois de la filière agri-agro par secteur d'activités en 2018



Source : MSA - Urssaf - traitement ADEUPa

# Écostystème numérique de la French Tech Brest+ en 2018



## Chiffres clés

907 emplois dans la French Tech Brest+ en 2018 (32 % dans le numérique)

2,1 % des emplois du territoire appartiennent à la filière numérique

+8,8 % d'emplois numériques entre 2014 et 2018

# Le numérique au cœur des filières traditionnelles

## Un cœur de filière resserré et peu dynamique

L'écosystème numérique du territoire regroupe seulement 288 emplois. Il s'agit, au sens du cœur de filière défini par l'OCDE, d'activités de fabrication, de commerce et de services autour des technologies de l'information et de la communication (TIC). D'autres secteurs possèdent des passerelles avec le numérique tels que les métiers de l'édition ou de la production cinématographique mais n'appartiennent pas directement au cœur de filière. Parmi les principales entreprises locales, on distingue Novasys ou encore Viseo, qui emploie près de 2 250 personnes à travers le monde, 80 à Morlaix et dont les récents changements de locaux témoignent du fort ancrage local.

Le numérique se manifeste aussi dans ses usages au quotidien, à travers les différents espaces de co-working, tiers-lieux implantés à Morlaix, Landivisiau, Plougasnou et Plougonven... Les collectivités territoriales et les acteurs de l'économie sociale et solidaire participent pleinement de ce relai numérique auprès des entreprises et des citoyens.

Le pays de Morlaix apparaît toutefois comme un pôle numérique secondaire au regard du volume d'emplois qu'il représente et de sa dynamique. Depuis 2016, on remarque que peu d'entreprises numériques ont émergé sur le territoire. Il faut toutefois noter la création de quelques-unes dans le secteur de l'audiovisuel : Waiting for cinema (Carantec), East Roads (Saint-Pol-de-Léon). Cela positionne un peu plus le territoire sur le secteur de média et de l'image.

## Un lien évident mais peu visible avec la French Tech Brest+

La French Tech Brest+ est un réseau, créé en 2014 à l'échelle nationale, qui rassemble les startups innovantes à fort potentiel de croissance du territoire, à la croisée du numérique et des secteurs plus traditionnels comme la santé, les finances, la mer ou l'agriculture...

En 2018, le pays de Morlaix recensait un peu plus de 900 emplois identifiés au sein de la French Tech Brest+, ce qui paraît relativement marginal au regard du Finistère et plus largement du réseau dans sa totalité. Morlaix figure d'ailleurs en dernière position, loin derrière Brest (11 339 emplois), Lannion (4 478 emplois) et Quimper (2 260 emplois).

L'emploi est globalement concentré sur Morlaix, qui regroupe 628 emplois, soit 69 % du total de l'ensemble du pays, devant la CC du Haut-Léon (198 emplois, 22 % du total) et la CC du Pays de Landivisiau (81 emplois, 9 % du total).

Depuis 2014, l'emploi numérique a peu évolué sur le territoire. En 4 ans, on note une augmentation de près de 9 % à l'échelle du Pays de Morlaix, mais qui ne représente qu'une hausse de 74 emplois. Là encore, le territoire souffre de la comparaison avec Brest (+2 672 emplois) et Lannion (+1 007 emplois), dont les écosystèmes ont progressé d'environ 30 % sur la même période, voire de Quimper, qui présente aussi une bonne dynamique (+19 %).

## Des filières au service du numérique

Mais si le pays de Morlaix ne figure pas comme un territoire incontournable du numérique et de la French Tech Brest+, de nombreux acteurs économiques soutiennent des actions innovantes et de numérisation de leur activité. D'ailleurs, la plupart des acteurs impliqués dans la French Tech provient de filières plus traditionnelles, en apparence aux antipodes avec le numérique. À titre d'exemple : Le Télégramme et Tébéo (images), Sica (agri-agro), Brittany Ferries et Hop ! (transport), Ineo Défense (mer-défense) ou Sermeta (industrie) recentrent de plus en plus leur activité vers le numérique. Ces entreprises participent au déploiement des usages numériques et à l'arrivée de compétences à forte valeur ajoutée qu'il reste difficile à mobiliser sur un territoire dont le caractère numérique peine encore à s'illustrer.

**Espaces / Coworking & tiers-lieux Je cherche je trouve !**

en 1 clic

- Bureaux (partagés et privés)
- Salles de réunion
- Accès réseau
- Télétravail
- Informations - animations
- Convivialité

**Travailler autrement**

**PRÈS DE CHEZ VOUS en Pays de Morlaix**

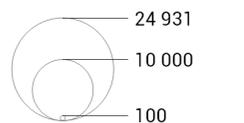
Une cartographie proposée par...

Pays Morlaix, Communauté de Communes Pays de Landivisiau, REDELLAIS Communauté, Haut-Léon Communauté, ANAH (BREVETÉ), JARDIN D'INITIATION, EUROPEAN UNION

Crédit photo : Pays de Morlaix

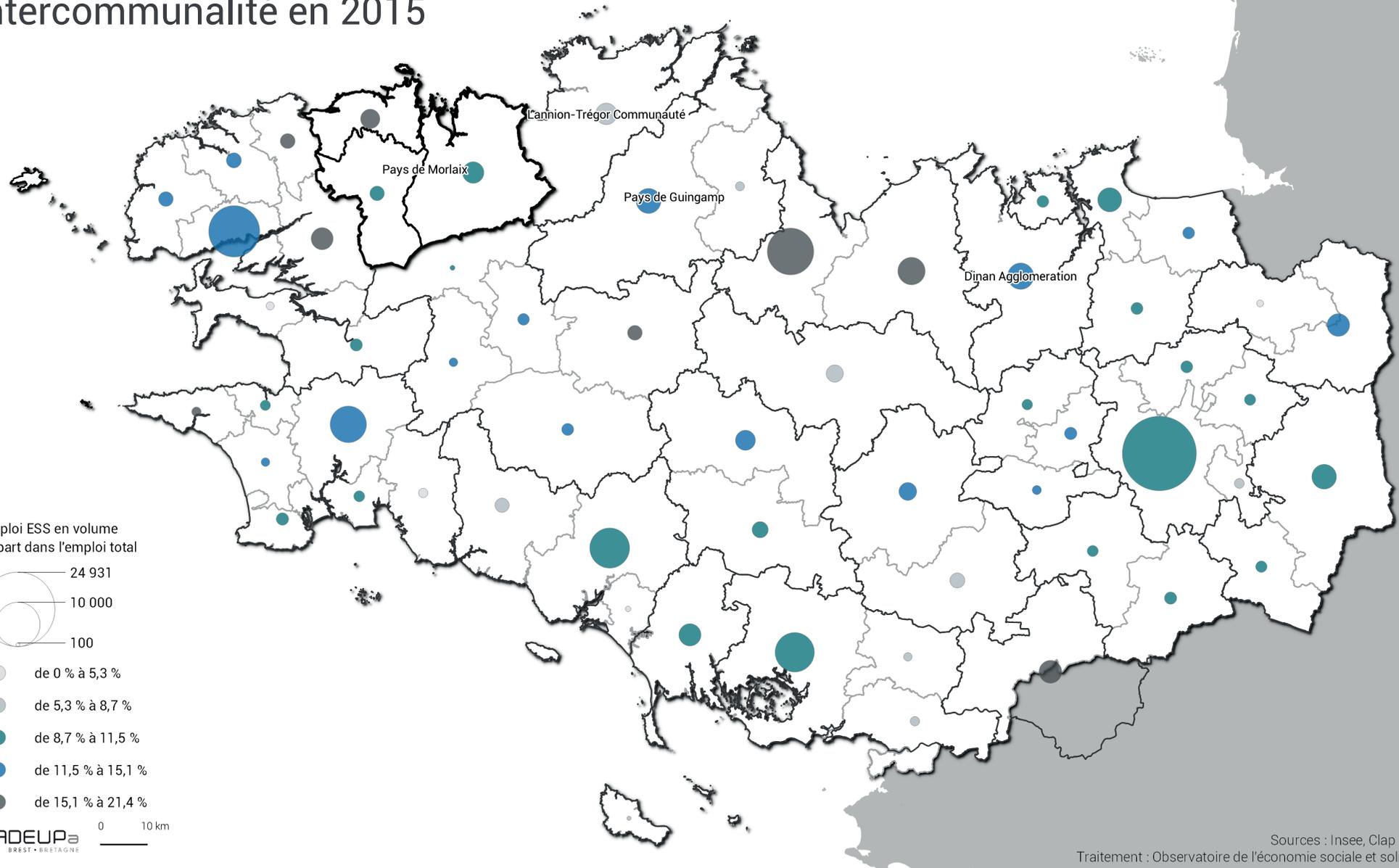
# Emploi salarié de la filière économie sociale et solidaire par intercommunalité en 2015

Emploi ESS en volume et part dans l'emploi total



- de 0 % à 5,3 %
- de 5,3 % à 8,7 %
- de 8,7 % à 11,5 %
- de 11,5 % à 15,1 %
- de 15,1 % à 21,4 %

ADEUP<sub>BRETAGNE</sub> 0 10 km



Sources : Insee, Clap 2015  
Traitement : Observatoire de l'économie sociale et solidaire

## Chiffres clés

**6 351** emplois salariés en 2015  
**16,5 %** de l'emploi salarié du pays de Morlaix (14,4 % en Bretagne)

**Trois premiers métiers** de l'ESS dans le pays de Morlaix :  
1. Aides à domicile | 2. Aide-soignants | 3. Agents de services hospitaliers

# Une forte présence de l'économie sociale et solidaire

## Une place importante dans l'emploi

En Bretagne, l'économie sociale et solidaire (ESS) occupe une place plus importante que dans les autres régions françaises. Cet ancrage tient à la présence significative de l'enseignement privé, aux coopératives agricoles et aux banques mutualistes.

Le pays de Morlaix ne déroge pas à ce constat, bien au contraire. 16,5 % des salarié-e-s travaillent dans le secteur de l'ESS, soit un taux supérieur de deux points à la moyenne régionale. 6 351 emplois sont comptabilisés (source : Insee, Clap 2015, traitements Observatoire de l'ESS).

L'importance du secteur de l'ESS dans le territoire s'explique par le poids du tissu associatif. Mais les fondations ont aussi une place particulière, bien plus importante qu'au niveau régional. C'est lié à l'implantation de la fondation Ildys particulièrement présente à Roscoff (siège social, sites de Perharidy et Saint-Luc), mais aussi à Guiclan et Landivisiau (Ehpad Saint-Jacques et Saint-Vincent Lannouchen).

Au niveau des coopératives, la moitié des établissements sont situés dans la sphère agricole (Sica, coopératives d'utilisation du matériel agricole, groupements d'employeurs agricoles). Il faut aussi souligner l'importance du tissu des sociétés coopératives de production (Scop) au sein du pays de Morlaix dans le secteur du BTP. Les mutuelles sont en revanche peu présentes dans le territoire.

## 40 % des emplois situés dans l'action sociale

Les emplois de l'ESS se retrouvent principalement dans l'action sociale. Ce secteur est surreprésenté par rapport à la moyenne bretonne du fait de l'importance des emplois dans les services à la personne et de l'hébergement médico-social. La présence de plusieurs établissements de l'association les Genêts d'Or spécialisée dans le handicap y contribue. Par ailleurs, le domaine de l'enseignement rassemble plus de 1 200 salarié-e-s, soit près de 20 % des emplois de l'ESS. Les maisons familiales rurales, les organismes de formation pour adultes ou encore les Ogec<sup>1</sup>, sont nettement représentés au sein du territoire. Dans la sphère « marchande » de l'ESS, le secteur agricole et celui de la construction sont bien implantés.

### Définition de l'économie sociale et solidaire :

Selon l'observatoire régional de l'économie sociale et solidaire (ESS), ce secteur regroupe des personnes qui se réfèrent à un modèle d'entrepreneuriat s'appuyant sur quatre fondements. **L'humain est au cœur de l'économie**, c'est-à-dire que l'organisation ESS doit être dédiée à une utilité collective ou sociale et non à l'intérêt d'une seule personne. Ensuite, **le fonctionnement de l'établissement doit être démocratique**, les dirigeant-e-s sont élu-e-s selon le principe « 1 personne, 1 voix ». **L'adhésion doit être libre** tout comme les modalités d'implication au sein de l'organisation. Enfin, **le modèle économique est spécifique**, à savoir que les excédents sont prioritairement destinés au développement de l'activité car il n'y a pas d'actionariat à rémunérer.

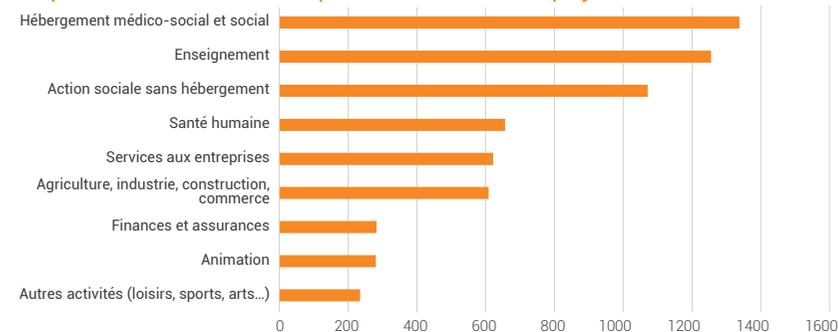
1. Ogec : Organisme de gestion de l'enseignement catholique

L'emploi dans l'ESS se contracte ces dernières années, principalement du fait de pertes d'emplois dans l'aide à domicile, le tourisme ou la banque. Cela représente une centaine d'emplois en moins entre 2011 et 2016. La Communauté de communes du pays de Landivisiau est la plus concernée par ce recul de l'emploi.

### Poids de l'ESS dans l'emploi salarié par statut



### Emplois salariés de l'ESS par secteur dans le pays de Morlaix



Source : Insee, Clap 2015 - DATA'ESS



## Chiffres clés

**1 480** emplois recensés dans les industries culturelles et créatives en 2019

**800** structures environ

**30 %** des emplois se situent dans le secteur de la presse et du livre

**244** structures dédiées à l'artisanat d'art

**25 %** des emplois dans les arts visuels et le spectacle vivant

# Un secteur qui met en lumière le pays de Morlaix

## Une activité phare pour le territoire

1 480 emplois, dont 1 300 emplois permanents, ont été recensés par le pays de Morlaix dans près de 800 structures. Ce volume est certainement sous-estimé car les emplois soumis au régime d'intermittent sont plus complexes à obtenir. Près de 30 % de ces emplois pris en compte se situent dans le secteur du livre et de la presse. La présence du siège du Télégramme et des 300 emplois associés expliquent en partie cette répartition. L'artisanat d'art et les 244 structures identifiées arrive en seconde position en termes d'emplois. Ce domaine recouvre une large palette d'activités artisanales telles que la réalisation de bijoux, la réparation d'instruments de musiques, le travail du verre ou du cristal ou la conception d'accessoires et de vêtements. Les secteurs du spectacle vivant et des arts visuels rassemblent à eux deux un quart des emplois de l'ICC. Des événements et équipements du territoire peuvent témoigner du dynamisme de ces activités tel que le festival musical électro Panorama et ses 24 000 festivaliers lors de la dernière édition en 2019.

### Définition de l'industrie culturelle et créative :

L'Unesco définit les industries culturelles et créatives (ICC) comme « les secteurs d'activité ayant comme objet principal la création, le développement, la production, la reproduction, la promotion, la diffusion ou la commercialisation de biens, de services et d'activités qui ont un contenu culturel, artistique et/ou patrimonial ».

En partant de la définition du ministère de la Culture, les activités de l'ICC se répartissent en 10 domaines : livre et presse, bibliothèque, archives, patrimoine, architecture, artisanat d'art, arts visuels, publicité, spectacle vivant, audiovisuel. Ces domaines sont croisés avec des fonctions économiques pour catégoriser les emplois : création, production et édition, diffusion et commercialisation, conservation, administration et management culturel.

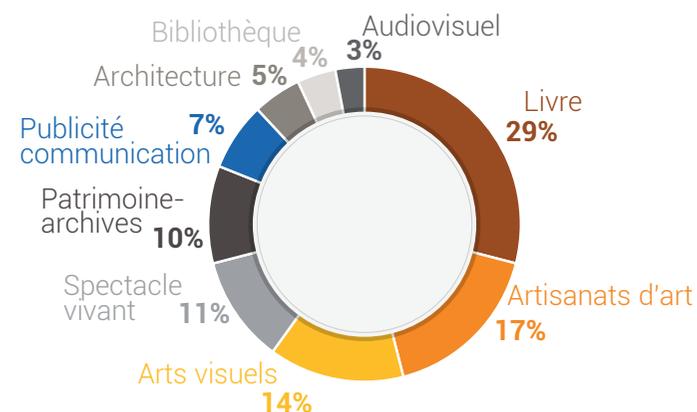
## Des initiatives pour fédérer les acteur·rice·s du secteur

Les trois intercommunalités du pays de Morlaix sont engagées dans des démarches de réflexion pour mieux mettre en avant le domaine culturel. Haut-Léon Communauté souhaite réaliser un état des lieux culturels, Morlaix Communauté élabore un projet culturel de territoire et le Pays de Landivisiau s'engage dans un processus de développement culturel.

Les acteurs du secteur se rassemblent également. Par exemple, la plateforme collaborative culturelle SEW située dans le bâtiment reconverti de la Manufacture des tabacs à Morlaix, s'est créée dans l'objectif de mettre en avant le spectacle vivant sous toutes ses formes (le cinéma, la musique, le théâtre) et de faire émerger des projets d'ampleur.

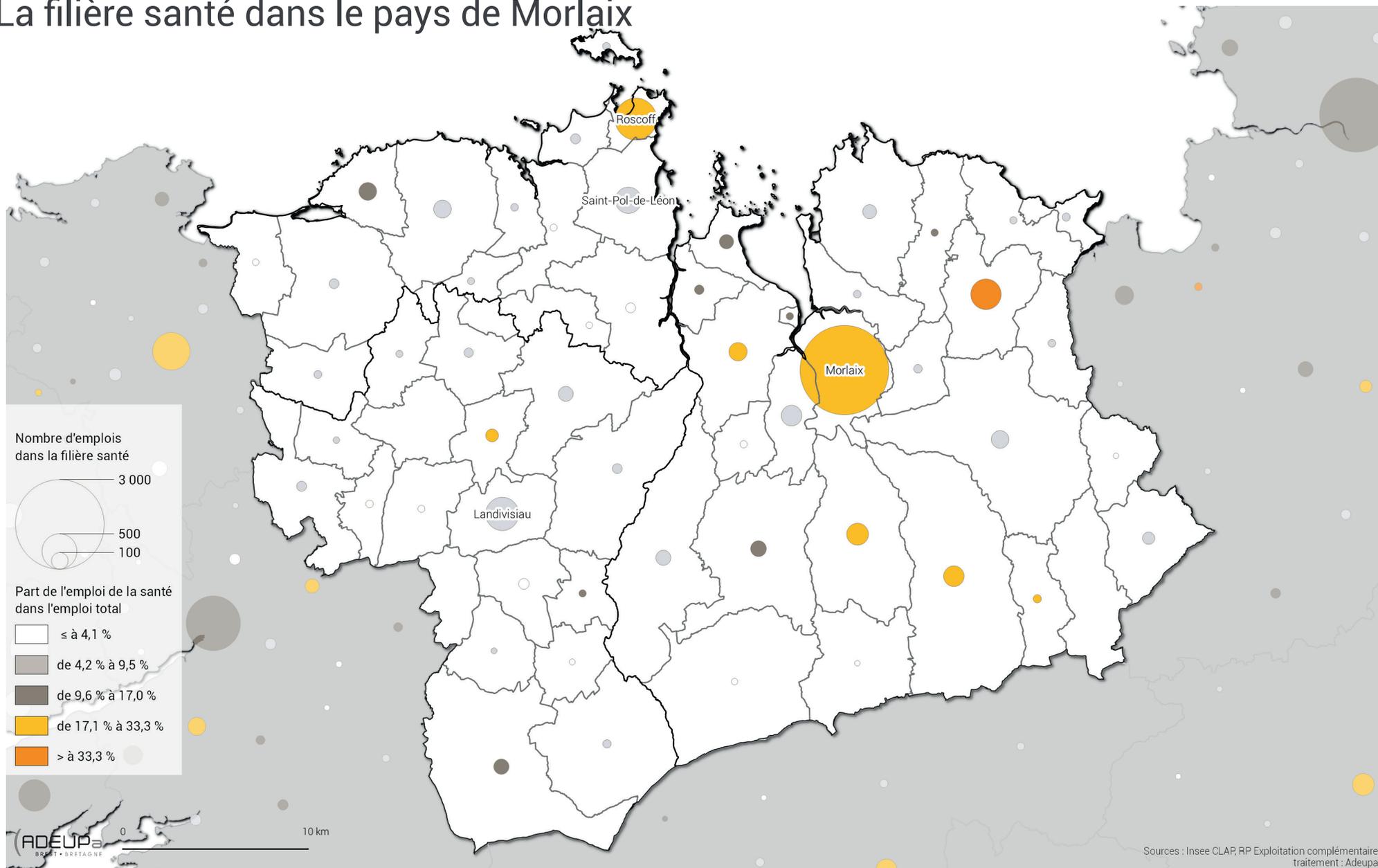
Brittany Connexion est également un autre exemple de volonté de diffuser la culture le plus largement possible. Sur un bateau de la Brittany Ferries, cette plateforme d'échanges entre Bretons et Britanniques s'est lancée en 2018 afin de promouvoir l'industrie créative des territoires situés de part et d'autre de la Manche.

## Répartition des emplois de l'ICC par secteur d'activités en 2020



Source : Pays de Morlaix

# La filière santé dans le pays de Morlaix



## Chiffres clés

6 700 emplois en 2016

13,9 % de l'emploi total du pays de Morlaix (11,7 % en Bretagne)

-2 %, la baisse de l'emploi entre 2011 et 2016

# Des acteurs majeurs dans la santé, une fragilité de l'emploi

## Une présence forte des activités de soins autour de Morlaix et Roscoff

6 717 emplois sont comptabilisés dans le secteur de la santé au sein du pays de Morlaix (source : Insee, RP 2016). Sont intégrées dans ce chiffre les activités pour la santé humaine (hôpitaux, cliniques, professions libérales...) et l'hébergement médico-social.

Cette filière représente 13,9 % de l'emploi total, soit un ratio supérieur à la moyenne régionale (11,7 %). La proportion est bien plus élevée pour certaines communes très dépendantes économiquement de la filière santé. Elle dépasse les 20 % à Morlaix, Roscoff, Lanmeur, Plougouven ou Plourin-les-Morlaix, communes accueillant une ou plusieurs structures importantes de soins. Les principaux employeurs sont le centre hospitalier des pays de Morlaix (plusieurs sites à Morlaix et Plougouven), l'hôpital local de Lanmeur et le centre de Perharidy à Roscoff.

Le centre hospitalier des pays de Morlaix et l'hôpital local de Lanmeur sont membres du Groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne occidentale depuis 2016. À ce titre, ils travaillent en collaboration avec le CHRU de Brest, l'ambition étant de permettre aux patients du territoire un égal accès à des soins sécurisés et de qualité.

Le secteur associatif et plus globalement le domaine de l'économie sociale et solidaire, représentent une part importante de l'emploi dans la filière santé. L'association Les Genêts d'Or a son siège à Morlaix et gère de nombreux établissements dans le territoire (Esat à Morlaix, Landivisiau, Saint-Pol-de-Léon...). Parmi les autres parties prenantes dans le territoire, citons l'association Don Bosco, Archipel Santé ou la fondation Ildys qui gère le centre de Perharidy à Roscoff.

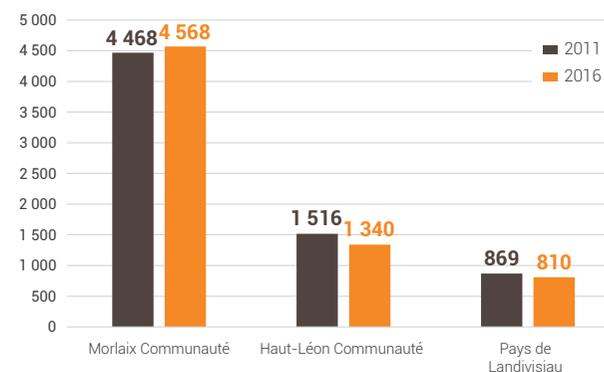
Entre 2011 et 2016, la filière a perdu des emplois, principalement à Morlaix et Roscoff (-135 emplois au total, soit -2 % dans le pays de Morlaix contre une hausse de +7,9 % en Bretagne). La fusion de la clinique de Kerlena, à Roscoff, avec celle de l'Élorn à Landerneau explique probablement en partie ce recul. Cette dernière opération a donné lieu à la création de la clinique du Cap Horn, installée depuis 2019 dans la zone de Kergonidec à Landerneau. La baisse de l'emploi peut aussi être liée à des mutualisations de postes dans le cadre du GHT, projet qui permet néanmoins à terme de pérenniser l'accès aux soins pour les habitant-e-s du pays de Morlaix.

## Une application des biotechnologies marines dans le secteur de la santé

La valorisation des bioressources marines pour des applications dans le domaine de la santé est dans le spectre des travaux de la Station biologique de Roscoff (SBR). Les résultats de la recherche fondamentale peuvent se traduire par des transferts et par la création d'entreprises. Citons trois exemples d'entreprises installées dans le pays de Morlaix :

- Hemarina, installée à Morlaix (21 salarié-e-s), a été créée en 2007 par Franck Zal. C'est une émanation du CNRS et de Sorbonne Université. Elle est spécialisée dans le développement de produits de santé qui reposent sur les propriétés de l'hémoglobine du ver marin arénicole.
- ManRos Therapeutics (Roscoff, 9 salarié-e-s) a été constituée en 2007 par Laurent Meijer (directeur de recherche au CNRS) et Hervé Galons (professeur, Université Paris-Descartes), deux experts reconnus en biologie cellulaire et moléculaire et en chimie organique. L'entreprise développe des molécules dans le traitement de la mucoviscidose.
- SeaBeLife (Roscoff) a été créée en 2019. Elle est actuellement hébergée au sein de la SBR. La biotech développe des candidats médicaments pour traiter des pathologies aiguës touchant les organes vitaux que sont le foie et les reins. L'entreprise est lauréate du concours de l'innovation i-LAB 2020.

Évolution de l'emploi dans la filière santé



Source : Insee, RP 2011 et 2016

1. Source : www.aef.cci.fr



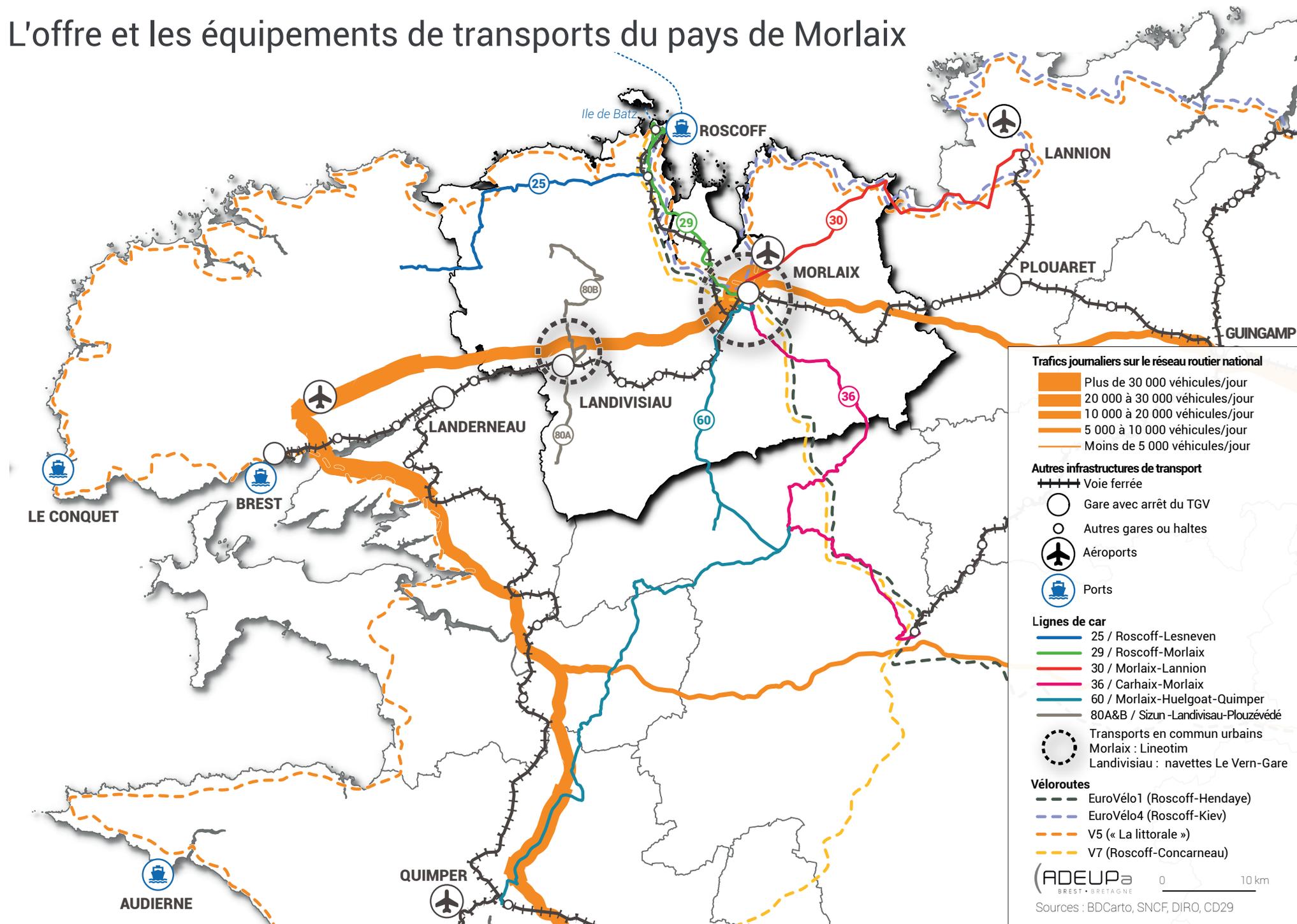


PORTRAIT DE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX

## 02 | LE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX

Quelles occupations de l'espace et dynamiques à l'œuvre ?

# L'offre et les équipements de transports du pays de Morlaix



# Un territoire bien connecté y compris à l'international

## Une colonne vertébrale routière et ferroviaire

La RN12 est l'axe routier majeur du pays de Morlaix, fréquenté par plus de 30 000 véhicules par jour sur certains tronçons, au nord de Morlaix par exemple. Il traverse le pays d'est en ouest et offre un accès rapide aux territoires voisins, pays de Brest et Lannion-Trégor Communauté en premier lieu. Cet axe permet également à l'Ouest breton d'être relié à la France et aux pays européens car c'est par cette voie routière que les marchandises parviennent ou partent des territoires.

La RD58, entre Morlaix et Saint-Pol-de-Léon, est le second axe le plus fréquenté avec un peu plus de 11 000 véhicules par jour en 2018 à Henvic ; un trafic stable depuis 2016<sup>1</sup>.

Le pays de Morlaix est également traversé, selon le même axe est-ouest, par la ligne ferroviaire Paris-Brest. La gare de Morlaix a accueilli 551 000 voyageurs en 2018, soit un trafic équivalent aux gares de Landerneau ou de Guingamp. Celle de Landivisiau a accueilli 128 925 voyageurs en 2018, un trafic similaire à celles de Plouaret ou de Lannion.

La ligne ferroviaire nord-sud, Morlaix-Saint-Pol-Roscoff, n'est plus assurée en train mais en car, depuis juin 2018, suite à une coulée de boue. Elle présente pourtant un intérêt certain en permettant une liaison ferrée entre les principaux pôles du pays, entre la terre et la mer. Une étude de 2018 estime le montant des travaux à 45 millions d'euros et à une durée de 5 ans avant de rouvrir la ligne. Les réponses de l'État et de SNCF réseau, quant à leur participation au financement des travaux, sont attendues.

## Des services de transports collectifs routiers urbains et interurbains

6 lignes de cars interurbains du réseau BreizhGo maillent le territoire du pays de Morlaix pour mieux relier la ville de Morlaix à Roscoff, Lannion et Carhaix.

Le réseau urbain de l'agglomération morlaisienne Lineotim compte 10 lignes régulières, 2 lignes de transport à la demande et 38 lignes scolaires. 2 689 877 voyages ont été effectués sur le réseau en 2019, avec une fréquentation équivalente sur les lignes régulières et les lignes scolaires.

À Landivisiau, une navette relie le quartier du Vern, la gare routière, le centre-ville et la gare SNCF.

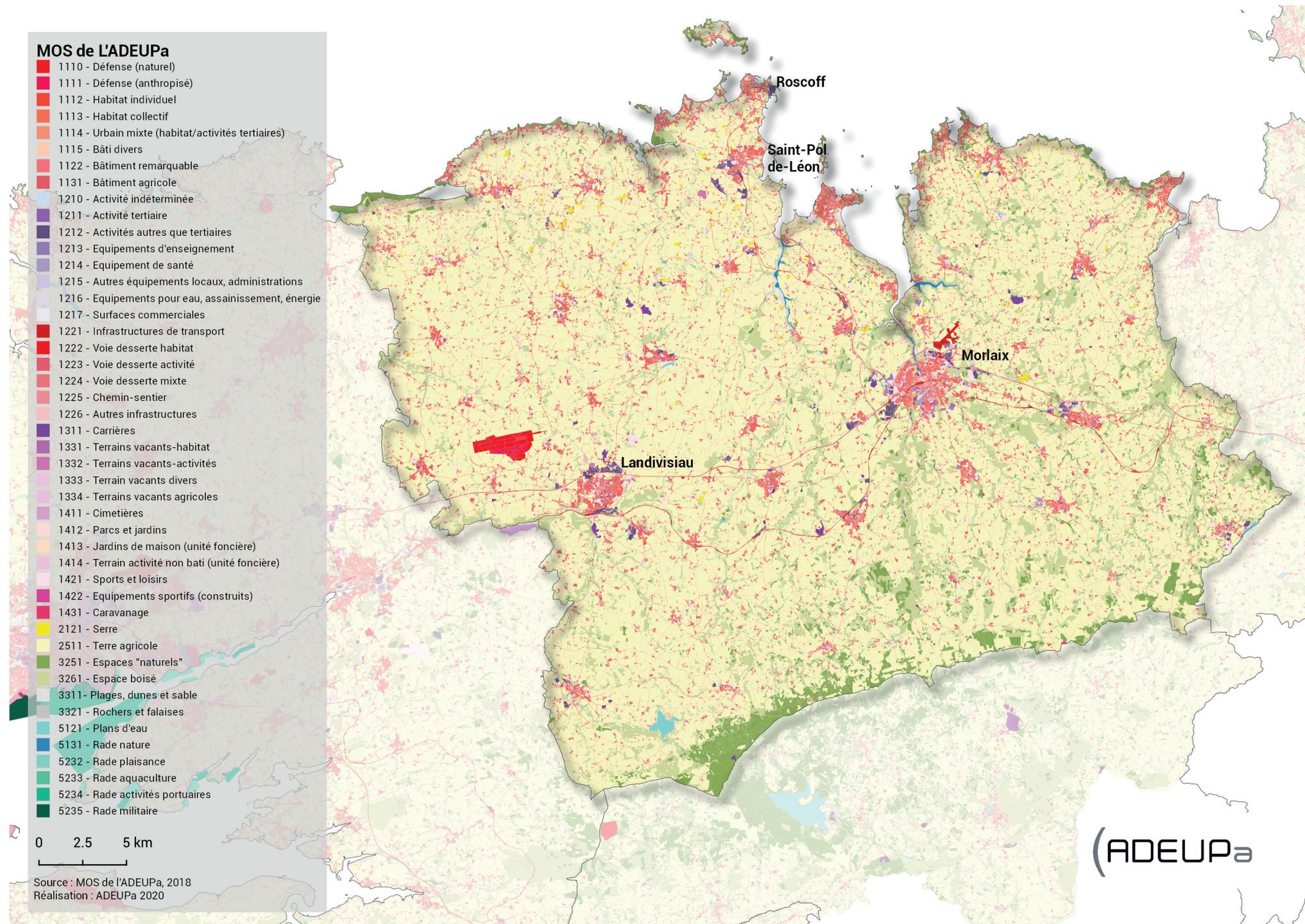
## Une ouverture sur la Manche

Le port de Roscoff, géré par la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne ouest est le premier port breton en termes de trafics passagers pour les liaisons transmanche. 547 788 passagers ont été transportés vers la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne en 2018. Il est également le quatrième port de marchandises avec 457 411 tonnes transportées en 2018, soit 6 % du tonnage régional.

L'aéroport de Morlaix a accueilli 126 passagers commerciaux en 2019 et 745 voyageurs d'affaires. L'essentiel de son trafic est lié à des mouvements de l'aéroclub et au travail aérien (école de pilotage professionnel, prises de vues aériennes, surveillance ligne EDF, surveillance gazoduc, etc). On y effectue également la maintenance des appareils de la filiale d'Air France HOP !.

1. Comptages du conseil départemental du Finistère

# L'occupation des sols du pays de Morlaix



## Une concentration des activités humaines le long du littoral et de la RN12

### Historiquement, entre l'est et l'ouest, un développement hétérogène des activités humaines

L'espace urbanisé du pays de Morlaix représente 13 % du territoire soit 17 734 hectares. Cette urbanisation est le résultat d'une longue évolution à travers les siècles propre à chaque territoire. Pour le pays de Morlaix, on y retrouve :

À l'est, le pôle urbain de Morlaix, nœud commercial à la confluence des routes terrestres et maritimes du nord de la Bretagne. Il est également un centre productif depuis l'implantation des premières manufactures du pays de Morlaix (XVIII<sup>e</sup> siècle). La concentration de ces activités autour du pôle urbain de Morlaix explique, en partie, cette organisation centralisée de l'espace avec des périphéries rurales historiquement structurées pour alimenter la cité. De nos jours, l'activité et le commerce se concentrent encore aujourd'hui au niveau du pôle urbain de Morlaix et de sa périphérie.

À l'ouest, on retrouve le centre urbain de Landivisiau, dont le développement est plus récent, notamment à partir du XV<sup>e</sup> siècle avec l'essor de l'activité toilière. Au nord de Landivisiau, l'organisation de la campagne ne s'est pas structurée autour d'une centralité mais d'une multitude de bourgs et de hameaux. Aujourd'hui, on y retrouve la majorité des bâtiments agricoles et des serres du territoire.

#### LE MOS DE L'ADEUPA, UN RÉFÉRENTIEL PERFORMANT D'OBSERVATION FONCIÈRE :

S'inspirant des outils développés par d'autres agences d'urbanisme, l'Adeupa a conçu son propre outil d'analyse du mode d'occupation du sol (MOS). Cet outil, basé sur de la photo-interprétation croisée avec plusieurs bases de données, donne une affectation à chaque parcelle (économique, habitat, agricole, naturelle...). L'exercice étant réalisé pour les années 2008 et 2018, il est possible de quantifier et de qualifier les évolutions entre ces deux années.

Les données mobilisées étant, pour la plupart, disponibles à une fréquence annuelle, le MOS de l'Adeupa permet un suivi régulier de l'évolution de l'occupation du sol. Cet outil a été déployé, dans un premier temps, sur Brest métropole, étendu au pays de Brest, puis à l'Ouest breton. Le MOS permet de suivre l'évolution du territoire.

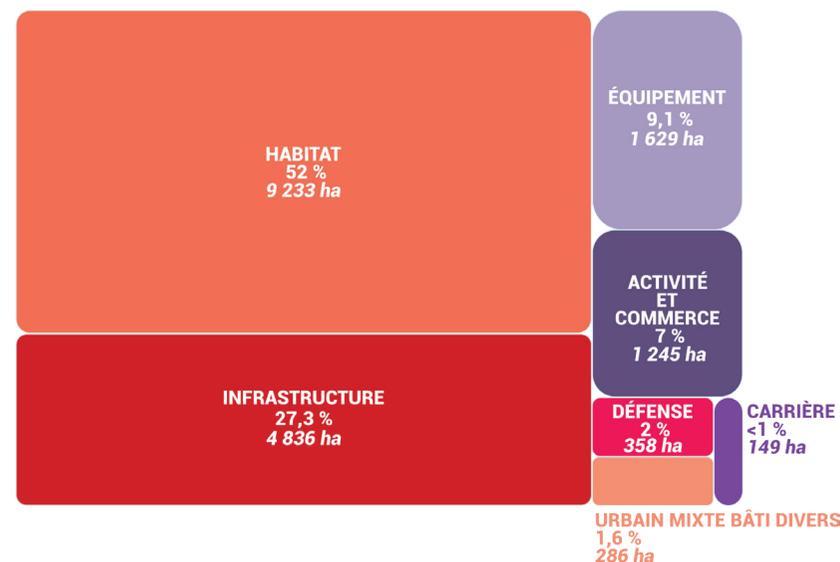
Pour en savoir plus :



### Deux espaces davantage urbanisés : le long du littoral et de l'axe routier Morlaix-Landivisiau

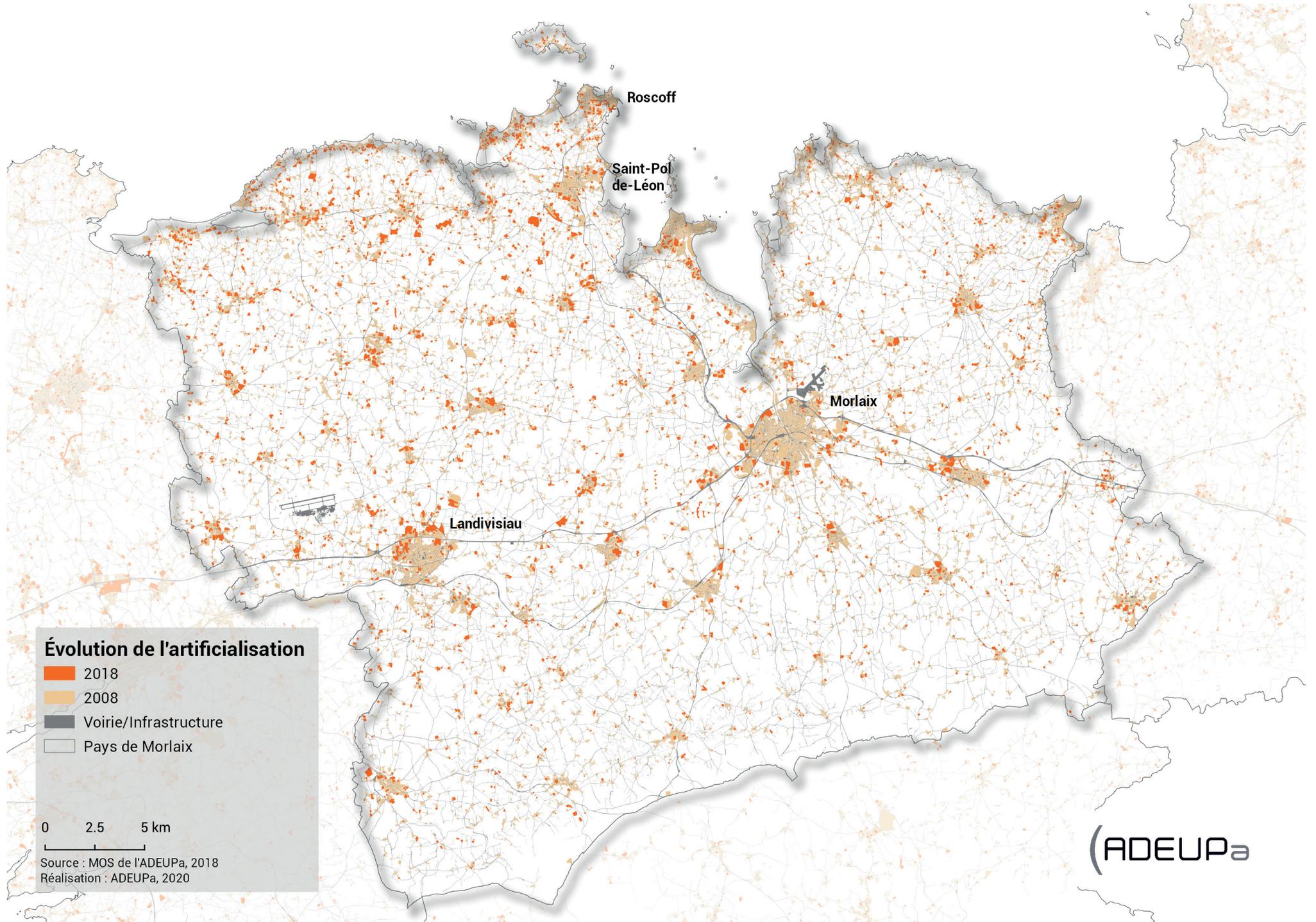
On peut observer des enveloppes urbaines situées le long du littoral du pays de Morlaix qui concentrent principalement de l'habitat. Il s'agit plus précisément des communes de Roscoff, Saint-Pol-de-Léon, Carantec et Locquirec. Le linéaire côtier est également marqué par quatre coupures naturelles : la dune de Keremma, l'estuaire de la Penzé, la rivière de Morlaix (à l'est) et sur les communes de Saint-Jean-du-Doigts et de Guimaëc.

Des concentrations urbaines sont également visibles le long de la RN12. L'urbanisation y est plus hétérogène que sur le littoral où habitat, zones d'activités et équipements s'y mélangent.



Source : MOS-Adeupa

# Évolution de l'artificialisation



# 94 hectares soustraits chaque année aux espaces agricoles et naturels

## Artificialisation des sols, 3 secteurs spécifiques :

- le littoral, dominé par l'habitat individuel,
- l'ouest de la communauté de communes Haut-Léon Communauté et de la communauté de communes du Pays de Landivisiau, marqué par l'activité agricole,
- La RN12, qui concentre l'activité commerciale et productive.

## L'agglomération morlaisienne, la RN 12 et le littoral : vecteurs de l'étalement urbain

Entre 2008 et 2018, la consommation moyenne de l'espace dans le pays de Morlaix est estimée à 94,4 hectares par an, soit l'équivalent de 1,4 exploitation agricole (finistérienne) par an ou un total de trois îles de Batz sur cette période. Cette évolution de l'urbanisation, de 5,6 % en 10 ans, est proche de celle de ses voisins (5,7 % pour le pays de Guingamp et 5,1 % pour le territoire trégorois).

L'habitat, plus particulièrement la maison individuelle, représente plus de la moitié (57 %) de la consommation foncière du pays avec 53,5 ha par an. Bien qu'une dynamique particulière s'opère sur les communes en proximité directe avec la RN 12, ce phénomène se retrouve aussi bien en périphérie de la ville de Morlaix que le long du littoral. L'urbanisation imputable aux espaces économiques représente 22,8 % de la consommation totale d'espace (21,5 ha/an). Ces derniers se sont étendus de 20,6 % en 10 ans, essentiellement le long de la RN 12 du côté de Landivisiau, autour du pôle urbain de Morlaix et à Plouigneau.

### Quelle différence entre artificialisation et consommation ?

Il n'existe pas, pour le moment, de définition qui fasse explicitement référence. On considèrera ici, par simplicité, qu'on consomme l'espace et qu'on artificialise les sols.

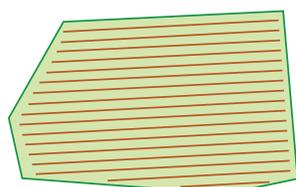
**Consommation de l'espace agricole et naturel :** mutation de l'usage de l'espace agricole ou naturel pour d'autres usages (habitat, zone d'activité économique, équipement, etc).

**Artificialisation des sols (ou imperméabilisation) :** transformation totale ou partielle de la nature d'un sol arable ou naturel, entraînant une perte et une fragmentation de la ressource. Exemple : bâti, parking, terrain vague, voirie, remblai, etc.

### Exemple de différence entre consommation et artificialisation de l'espace

Avant : espace agricole

Après : lotissement



Consommation de l'espace | Artificialisation du sol

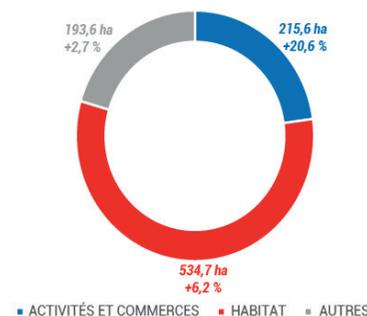
## Une importante artificialisation des sols ruraux par les activités agricoles

Entre 2008 et 2018, on estime l'évolution de l'artificialisation des sols dans le pays de Morlaix à 22,8 hectares par an, contre 11,6 hectares par an pour le pays de Guingamp et 9,4 hectares par an pour Lannion-Trégor Communauté (LTC).

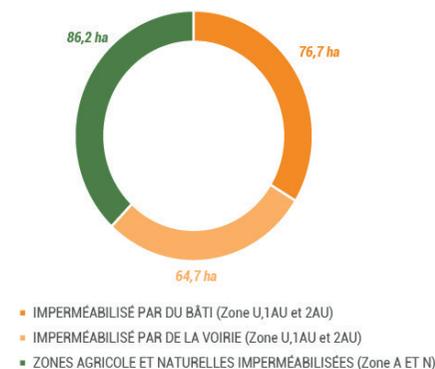
L'artificialisation au sein de l'espace agricole représente 8,6 hectares par an, soit 38 % du total imperméabilisé. Elle concerne la construction des bâtiments agricoles, des serres ou encore des centres de logistiques agricoles. Le rythme est plus soutenu par rapport aux territoires de comparaison avec 3,4 hectares par an pour le pays de Guingamp et 1,7 ha annuel pour LTC. Ces sols sont initialement de haute qualité agraire et figurent parmi les plus coûteux de Bretagne avec des tarifs supérieurs à 7 880 euros/ha<sup>1</sup>. Ce phénomène est difficile à percevoir car très diffus. Il se situe plus spécifiquement sur le nord-ouest du territoire.

Cumulés, l'habitat et les activités économiques restent les principaux facteurs d'artificialisation des sols avec 14,2 ha en moyenne par an. Ils se répartissent en deux sous-catégories : en premier lieu le bâti avec 7,7 hectares par an (4 ha/an pour le pays de Guingamp et 4,6 ha/an pour LTC) et la voirie avec 6,5 hectares par an (4,2 ha/an pour le pays de Guingamp et 3 ha/an pour LTC).

### Consommation foncière dans le pays de Morlaix entre 2008 et 2018

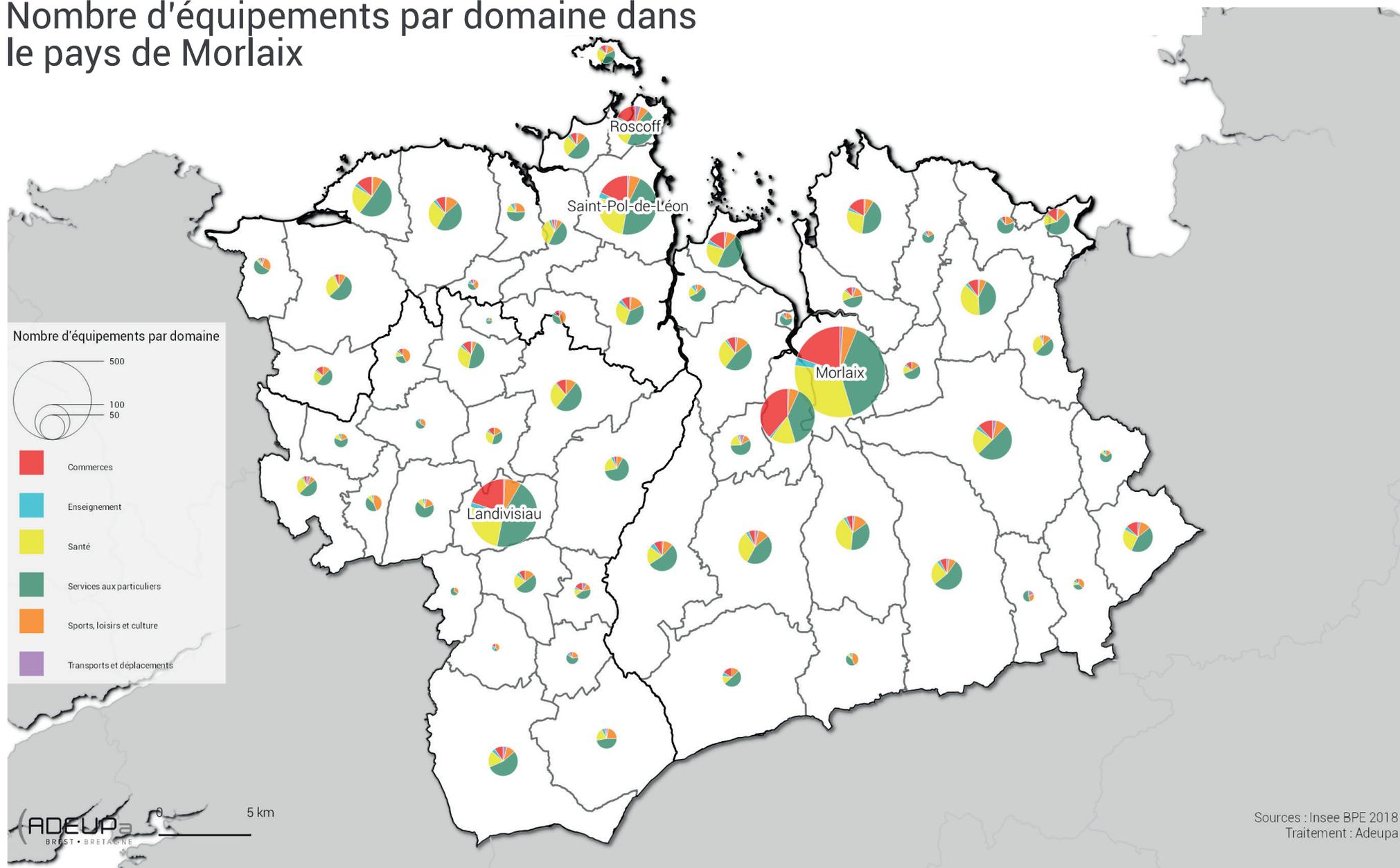


### Imperméabilisation des sols du pays de Morlaix entre 2008 et 2018



1. Source : Safer 2018

# Nombre d'équipements par domaine dans le pays de Morlaix



## Chiffres clés

4 200 équipements recensés en 2018 dans le pays de Morlaix  
30 équipements pour 1 000 habitants en moyenne

Morlaix, Lanvisiau, Saint-Pol-de-Léon, Saint-Martin-des-Champs et Roscoff, les 5 communes les plus équipées

# Des pôles et des communes littorales mieux équipés

## 4 200 équipements recensés dans l'ensemble du pays de Morlaix

Plus de 4 200 équipements ont pu être recensés par les services de l'Insee dans l'ensemble du pays de Morlaix en 2018, ce qui représente une moyenne d'environ 30 équipements pour 1 000 habitants. Cette moyenne englobe de fortes disparités. Les villes qui concentrent davantage d'habitants et d'emplois vont disposer de plus fortes densité et variété d'équipements à destination d'une population qui dépasse les frontières communales. La ville de Morlaix regroupe plus de 670 équipements avec une forte présence d'équipements de gamme supérieure (centre hospitalier, établissement d'enseignement supérieur,...). À Saint-Martin-des-Champs, on observe également une forte densité d'équipements, notamment commerciaux. Les communes côtières se démarquent également ; Saint-Pol-de-Léon et Roscoff en premier lieu. Dans ces communes, il y a une gamme variée d'équipements : un port, des équipements de santé reconnus (Fondation Ildys - site de Perharidy), des services postiers, des commerces spécialisés, etc. Plougasnou, Carantec ou encore Plouescat présentent également un niveau d'équipements élevé et varié. Le taux d'équipements y est supérieur à la moyenne du pays de Morlaix (respectivement 37, 34 et 39). Landivisiau arrive en deuxième position avec 380 équipements, soit 42 équipements pour 1 000 habitants.

### Base équipement de l'Insee :

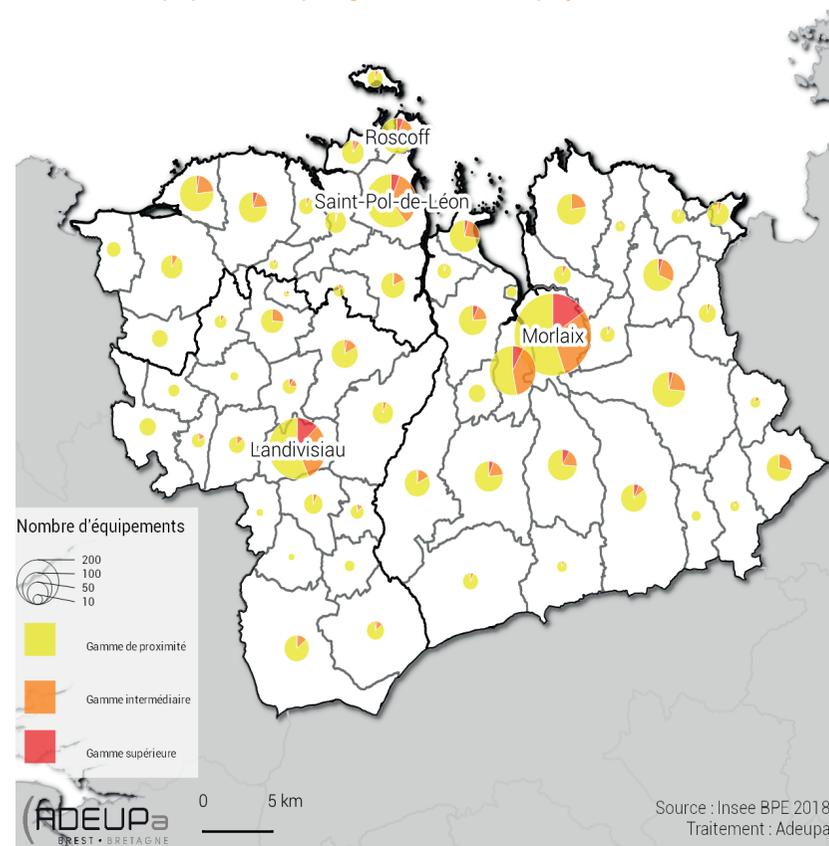
La base permanente des équipements (BPE) est réalisée par l'Insee annuellement depuis 2008 avec comme date de référence le 1<sup>er</sup> janvier. Élaborée à partir de différentes sources administratives actualisées chaque année, cette base répertorie un large éventail d'équipements et de services rendus à la population, des domaines des services, marchands ou non.

- Gamme de proximité : elle regroupe les équipements les plus fréquemment présents dans une commune (les commerces de proximité, les médecins, les écoles primaires, etc.).
- Gamme intermédiaire : elle regroupe les équipements les moins fréquemment représentés dans les communes (police-gendarmerie, supermarché, librairie, collège, bassin de natation, etc.)
- Gamme supérieure : équipements susceptibles de concerner une zone de chalandise dépassant la limite communale (lycée, urgences, médecins spécialistes, cinémas, etc.).

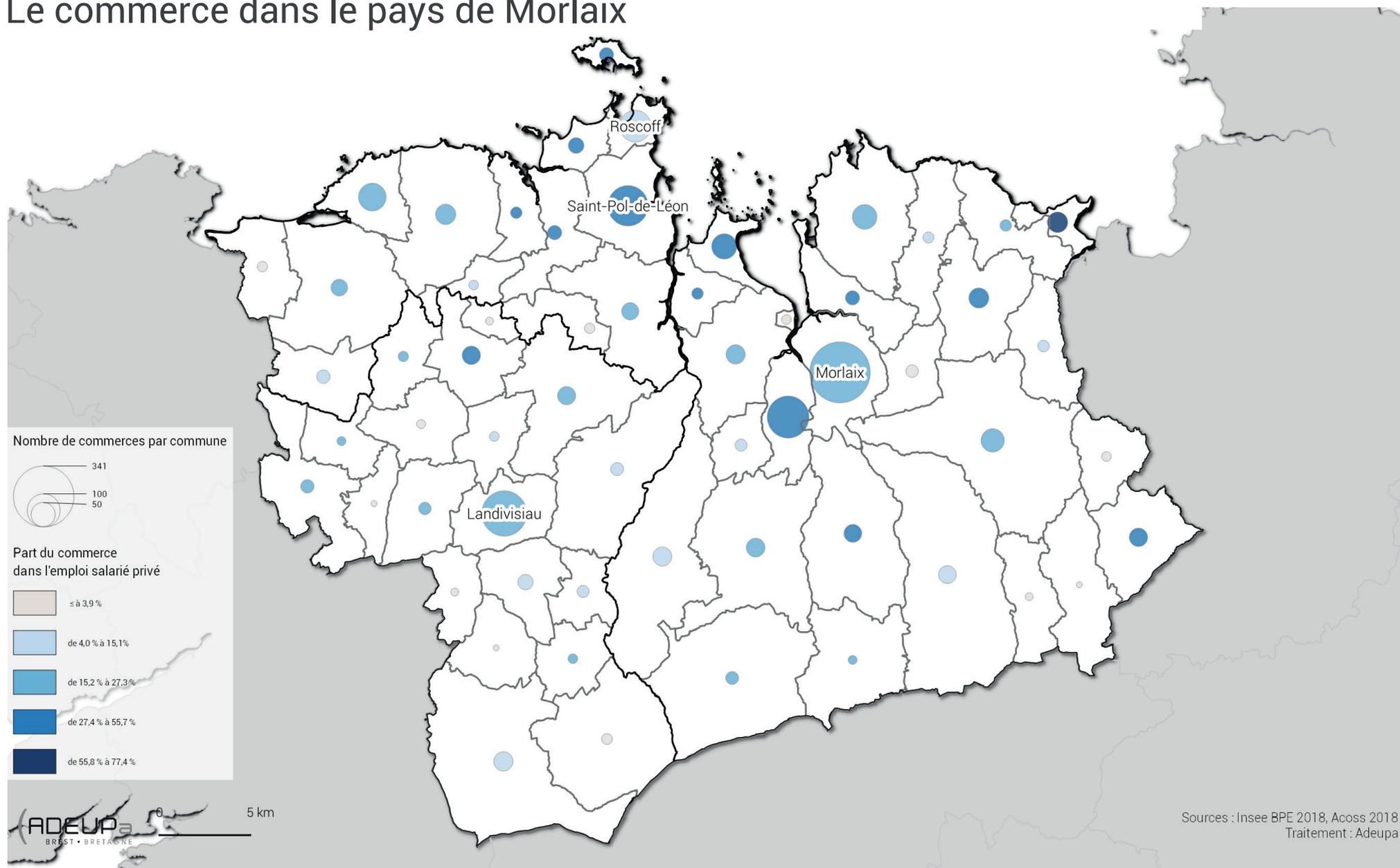
## Quelques communes faiblement dotées

Certaines communes du pays de Morlaix, essentiellement à dominante rurale, semblent moins dotées en équipements y compris concernant la gamme de proximité. Quatre communes, Trézilidéz, Locmélard, Loc-Eguiner ou encore Plougar comptabilisent moins de 10 équipements pour 1 000 habitants. Par ailleurs, ces communes ne disposent pas d'offre de santé comme des médecins généralistes.

## Nombre d'équipements par gamme dans le pays de Morlaix en 2018



# Le commerce dans le pays de Morlaix



## Chiffres clés

**1 780** commerces dans le pays de Morlaix en 2018 (source : Insee, BPE)

**6 225** emplois salariés privés dans le commerces en 2018 (source : AcoSS)

**+150** emplois salariés entre 2007 et 2018 (source : AcoSS)

# Un secteur en mutation sous l'influence des modes de consommation

## Morlaix : pôle commercial majeur

Avec plus de 960 commerces, Morlaix Communauté représente plus de la moitié de l'offre commerciale du pays de Morlaix grâce, notamment, à la diversité des activités installées dans le pôle urbain. Morlaix est la commune disposant du plus grand nombre de commerces (340), particulièrement sur les segments de l'équipement de la personne, des hôtels-café-restaurants et des services divers. Avec Saint-Martin-des-Champs, cela représente plus de 500 commerces en 2018.

Landivisiau et Saint-Pol-de-Léon, avec 190 et 150 commerces, représentent des polarités commerciales structurantes à l'échelle de leur intercommunalité. Dans ces deux communes, l'emploi commercial est dominé par le poids des grandes surfaces alimentaires. Roscoff se distingue par le volume important des hôtels-café-restaurants, 46 au total, soit la moitié des commerces installés dans la commune. De manière générale, la place de l'hôtellerie-restauration, qui représente 21 % des commerces du pays de Morlaix, illustre l'importance de l'activité touristique dans le territoire.

## Emploi commercial : un bilan mitigé

Ce sont 150 emplois salariés supplémentaires dans les commerces entre 2007 et 2018. Le rythme de croissance de l'emploi commercial se situe sous la moyenne régionale (3 % contre 5 %). La hausse est essentiellement située dans le territoire du Haut-Léon (+105).

Conformément aux tendances observées au niveau national et régional, le secteur de l'alimentaire est le plus dynamique. Sur les 215 salariés supplémentaires dans les commerces alimentaires, environ la moitié se situe dans les grandes surfaces et l'autre partie dans les boutiques spécialisées (boulangeries-pâtisseries et commerces spécialisés de boissons pour l'essentiel).

Les secteurs de l'équipement de la personne, de la maison, de la santé-beauté-hygiène et de la culture-sport-loisirs perdent des emplois. Cette trajectoire suit le mouvement de contraction constaté en France. Les facteurs explicatifs sont multiples : surproduction de m<sup>2</sup> commerciaux au regard des évolutions démographiques, montée en puissance du numérique, pouvoir d'achat, évolution des modes de consommation, etc.

L'évolution de l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie-bar-restauration (-31 emplois) est plus surprenante puisqu'elle diverge des tendances régionale et nationale. La restauration rapide affiche des gains d'emplois (+110), mais qui ne permettent pas de compenser les pertes dans l'hôtellerie et la restauration traditionnelle.

## Un paysage commercial en voie de recomposition

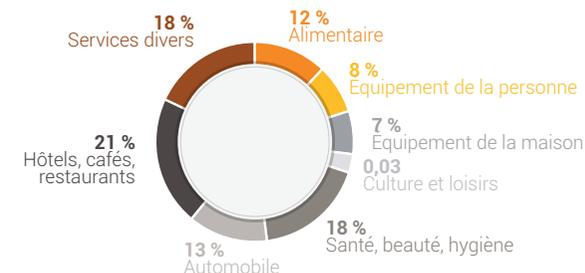
Le-la consommateur-riche influe sur les évolutions à l'œuvre dans le paysage commercial. La montée en puissance du numérique bouscule depuis plusieurs années le commerce physique. D'autres tendances s'affirment comme la montée en puissance

des préoccupations environnementales et sociales. Dans les enquêtes de consommation, les Français-e-s déclarent vouloir consommer autrement et moins. Les formes de vente se diversifient : circuits courts, ventes entre particuliers, seconde main, recycleries/ressourceries, supermarchés coopératifs... Le pouvoir d'achat reste, par ailleurs, un déterminant principal de la consommation et la crise sanitaire l'a bien montré en 2020.

Dans les mois à venir, les centres-villes, déjà sous pression depuis des années, le seront encore plus avec la présence d'activités exposées comme le prêt-à-porter ou l'hôtellerie-restauration. Pour le centre-ville de Morlaix, l'opération de revitalisation du territoire, mise en œuvre depuis 2019, permet de disposer d'une palette d'outils au service du projet urbain et de la redynamisation commerciale. Les périphéries commencent à connaître des fermetures de magasins spécialisés suite, notamment, aux difficultés de certains groupes nationaux (La Halle, Orchestra, Top Office, etc). Dans certains territoires, des réflexions s'engagent sur le devenir de certaines zones commerciales (habitat, parc urbain, entrepôts en lien avec l'essor du e-commerce...).

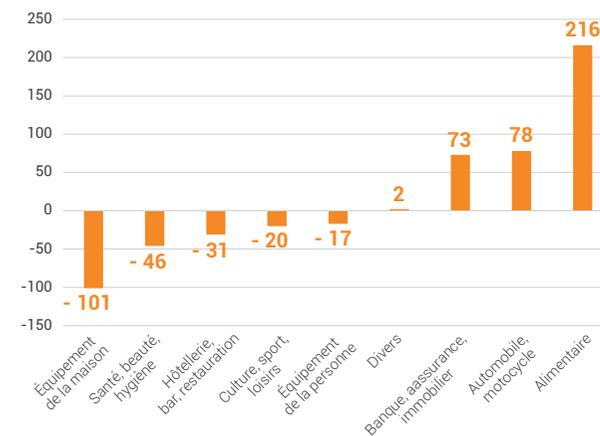
### Répartition des commerces par secteur d'activité dans le pays de Morlaix en 2018

Source : Insee, BPE

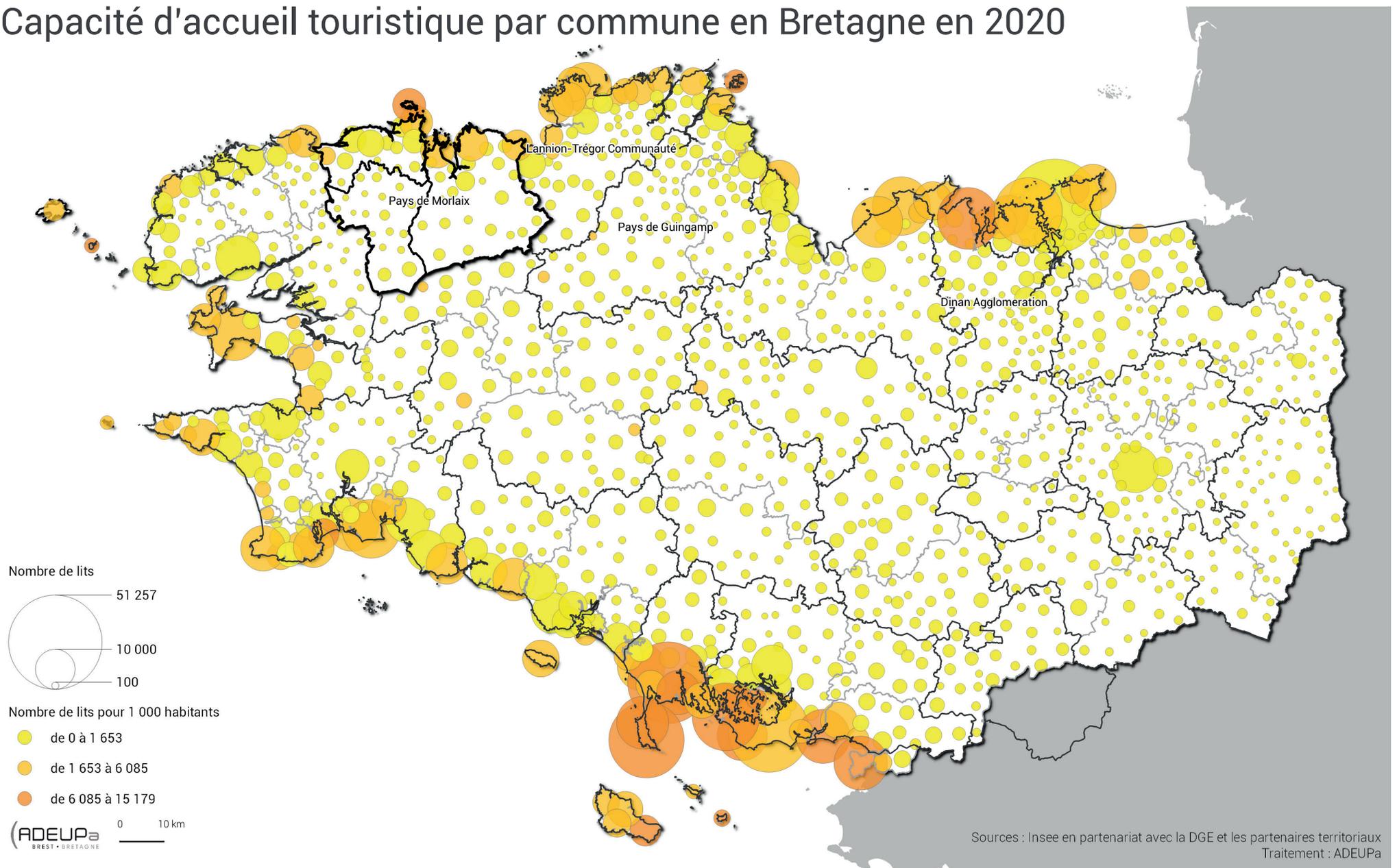


### Évolution de l'emploi salarié privé dans les commerces et services commerciaux entre 2007 et 2018

Source : Acoss



# Capacité d'accueil touristique par commune en Bretagne en 2020



## Chiffres clés

70 800 lits, 9<sup>e</sup> pays breton en capacité d'accueil  
20 % de la capacité d'accueil marchande se situe dans les hôtels

600 000 visiteurs recensés à l'année dans les équipements et sites naturels

# Une attractivité touristique principalement sur son littoral

## 70 800 lits : la capacité d'accueil touristique du pays de Morlaix

Selon la méthode proposée par l'Insee, on estime à 70 826 lits la capacité touristique du pays de Morlaix, soit 4 % de la capacité régionale. Le pays de Morlaix se situe au 9<sup>e</sup> rang en la matière sur les 21 pays bretons. Plus de 80 % de cette capacité d'accueil est non-marchande, c'est-à-dire située dans les résidences secondaires ; un taux équivalent à la moyenne régionale mais inférieur à la moyenne du pays de Guingamp avec 89 %.

La capacité d'accueil marchande du pays de Morlaix représente environ 12 000 lits soit 17 % de l'offre totale. Les campings représentent 77 % de cette capacité marchande ; un taux inférieur, par exemple, à celui de Dinan Agglomération. Les hôtels du pays de Morlaix représentent une plus grande part de la capacité d'accueil que certains territoires de comparaison avec 20 % contre 10 % par exemple à Dinan Agglomération. Les résidences de tourisme<sup>1</sup> sont également davantage représentées dans le pays de Morlaix avec 12 % de la capacité d'accueil marchande.

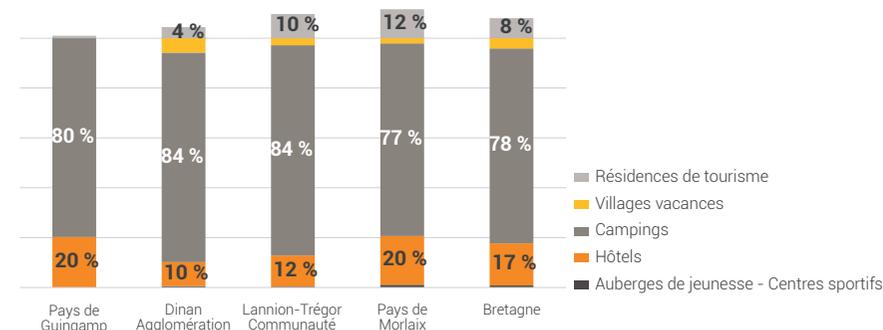
Globalement en Bretagne, les hébergements touristiques se situent majoritairement sur le littoral. Les côtes du nord-est (particulièrement des secteurs de Dinan et de Saint-Malo) et celles du sud-est (secteur vannetais), se détachent nettement. Le pays de Morlaix ne fait pas office d'exception puisque quatre communes littorales concentrent à elles seules 40 % de la capacité d'accueil total : Plougasnou, Carantec, Île de Batz et Roscoff, essentiellement des communes situées autour de la baie de Morlaix. Si on ajoute les communes de Locquirec, Cléder et Plouescat, cette part grimpe à 60 %.

## Les équipements touristiques et évènements du pays de Morlaix

Les équipements et évènements recensés par Atout France dans le pays de Morlaix rassemblent environ à l'année 600 000 visiteurs. Les deux premiers équipements sont les casinos de Plouescat et de Roscoff avec plus de 100 000 personnes par an pour chacun d'entre eux. Par ailleurs, il est possible d'observer une diversité d'équipements ou de visites dédiés au patrimoine naturel via l'écomusée des Monts d'Arrée ou la Maison de la rivière à Sizun, les jardins exotiques de Roscoff ou ceux de l'Île de Batz. La présence de châteaux ou d'abbayes fait partie également des éléments d'attractivité des touristes et des excursionnistes.

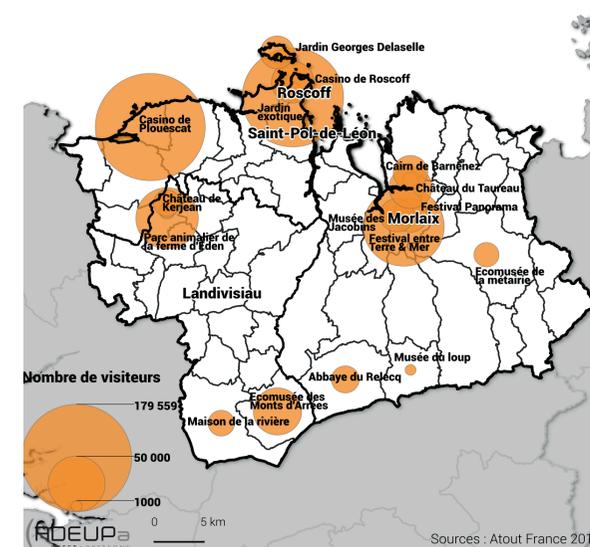
1. Une résidence de tourisme est un ensemble de logements « prêt-à-vivre », équipés pour recevoir une clientèle de loisirs ou d'affaires en séjour de courte durée

Répartition en % de la capacité d'accueil touristique marchand par type d'hébergement en 2020

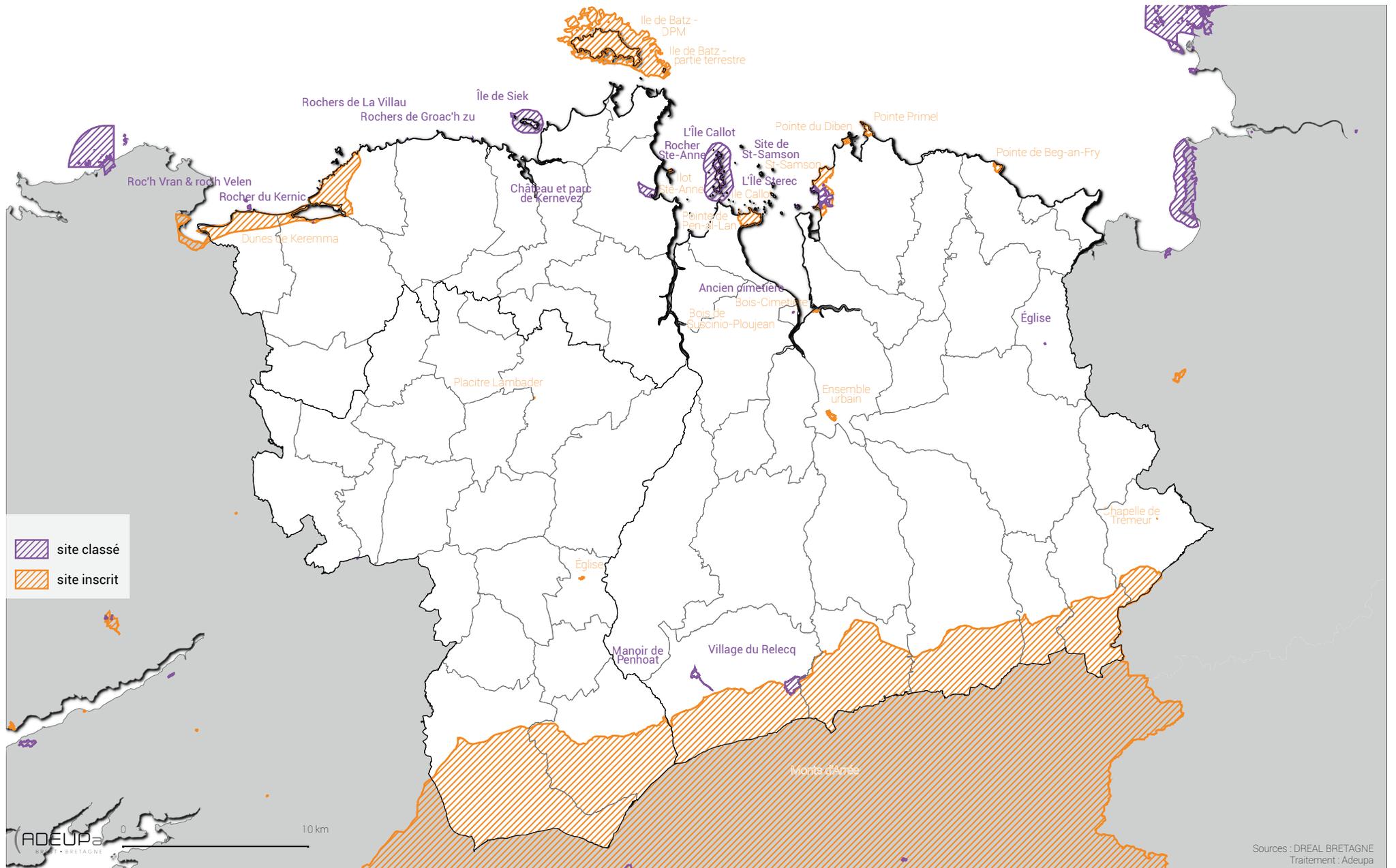


Source : Insee en partenariat avec la DGE et les partenaires territoriaux  
Traitement ADEUPa

Fréquentation des sites touristiques du pays de Morlaix en 2017 ou dernière année disponible



# Sites classés et inscrits dans le pays de Morlaix



## Un pays d'art et d'histoire

Le pays de Morlaix abrite un patrimoine bâti, paysager et culturel (terrestre et maritime) de grande qualité. La richesse du territoire en la matière se manifeste entre autres par le nombre et la diversité des sites et monuments qui font l'objet d'une protection et d'une mise en valeur. La reconnaissance de cette richesse s'est concrétisée par l'obtention du label « Pays d'art et d'histoire » (PAH) en 2006 (1<sup>er</sup> Pays d'art et d'histoire de Bretagne). Le pays d'art et d'histoire sert à valoriser ce patrimoine dans toutes ses dimensions, à l'inventorier et à le faire davantage connaître, de manière à ce qu'il contribue à l'attractivité du territoire. Dans ce cadre, le pays s'est notamment attaché à développer différentes actions de communication et autres manifestations culturelles et de loisirs fondées sur ce patrimoine (visites guidées, randonnées thématiques, conférences, expositions, formations...).

Cette valorisation du patrimoine a conduit à la création de deux centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (La Maison Penanault à Morlaix, Les Enclos à Guimiliau).



Crédit : CRT Bretagne - Thibault Poriel

## Des outils de protection et de valorisation du patrimoine

De nombreux sites et monuments (châteaux, manoirs, édifices religieux, sites archéologiques, jardins, îles...) font l'objet de mesures de protection et de valorisation. Il s'agit notamment :

- des Sites patrimoniaux remarquables (SPR) avec :
  - > Morlaix, dotée d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV),
  - > Roscoff, Commana, Plourin-lès-Morlaix, Plougouven dotées de plans de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP).
- d'environ 170 monuments historiques inscrits ou classés avec, en particulier, parmi les plus emblématiques d'entre eux : le Couvent des Ursulines, la Manufacture des tabacs et la maison dite de la Reine-Anne à Morlaix ; le château du Taureau et le Tumulus de Barnenez à Plouezoch (cf : photo ci-contre) ; l'église de Relecq à Plounéour-Ménez ; la cathédrale Saint-Paul-Aurélien à Saint-Pol-de-Léon ; le château de Kerjean à Saint-Vougay ; les enclos paroissiaux de Saint-Thégonnec, Lampaul-Guimiliau, etc.
- des 13 sites classés et 13 sites inscrits qui se situent essentiellement sur le littoral au nord et dans les Monts d'Arrée au sud.
- des territoires qui bénéficient d'une labellisation :
  - > Roscoff et Guerlesquin au titre des « Petites Cités de Caractère »,
  - > Commana, Plounéour-Ménez et Plougouven au titre des « Communes du Patrimoine Rural de Bretagne »,
  - > Saint-Pol-de-Léon et Morlaix au titre des « Villes historiques de l'Union des Villes d'Art et d'Histoire et des Villes Historiques de Bretagne ».

Cette valorisation du patrimoine se traduit aussi par de nombreux programmes de restauration engagés par les collectivités. Parmi les plus importants, on peut citer le programme de reconversion de la Manufacture des tabacs à Morlaix, la restauration du musée de Morlaix, ou encore celle de l'ancienne cathédrale Saint-Paul-Aurélien à Saint-Pol-de-Léon.

### Le label Villes et Pays d'Art et d'Histoire, définition :

Il s'agit d'un label officiel français attribué depuis 1985 par le ministère de la Culture et de la Communication aux communes ou pays qui s'engagent dans une politique d'animation et de valorisation de leurs patrimoines bâti, naturel et industriel. Ces engagements sont fixés par une convention signée entre l'État et la collectivité et impliquent des aides financières et techniques.

# Les connexions écologiques

## Définition d'une connexion écologique :

Les connexions écologiques sont constituées de réservoirs de biodiversité (lieux de vie des espèces animales et végétales) et des corridors écologiques (lieux de passage d'un réservoir à l'autre).

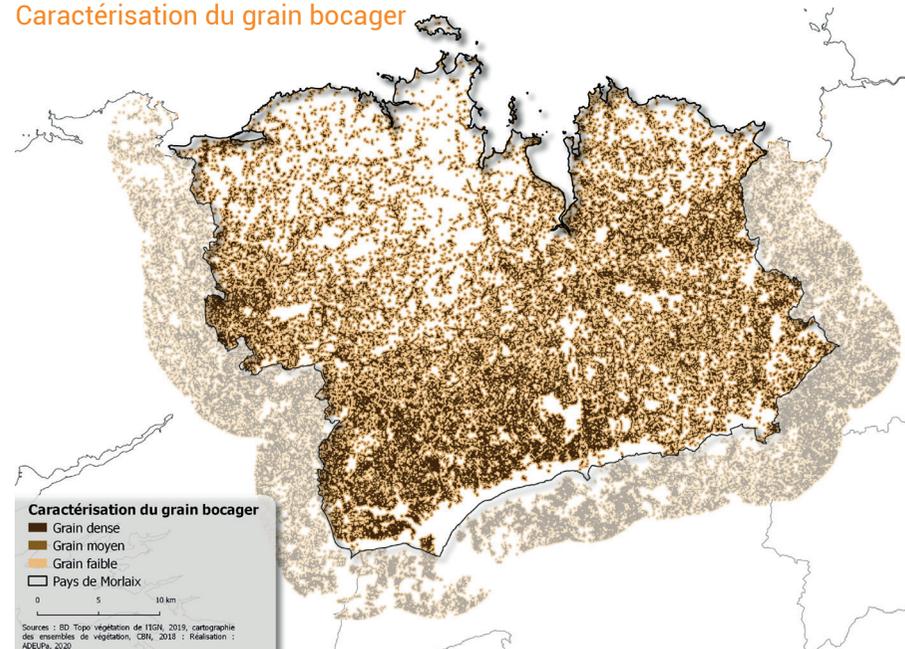
## 2 problématiques majeures sur le territoire :

- un travail de reconnexion sur la façade nord (nord du Pays de Landivisiau, baie du Kernic, pays Léonard et partie nord-ouest de Morlaix Communauté),
- un objectif de maintien et d'amélioration à l'échelle fine des connexions sur le reste du territoire (notamment sur la question des relations entre les trames boisées et bocagères).

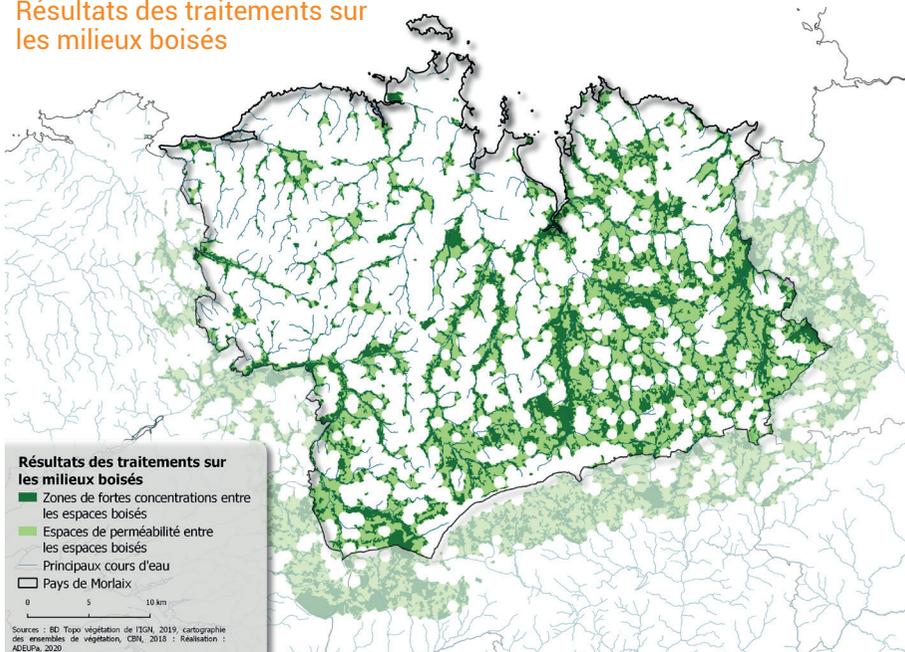
## 3 Secteurs stratégiques :

- les Monts d'Arrée via notamment tous les cours d'eau qui en partent,
- l'ouest de Haut-Léon Communauté et du Pays de Landivisiau,
- le secteur de Morlaix.

## Caractérisation du grain bocager



## Résultats des traitements sur les milieux boisés



## Résultats des traitements sur les milieux humides



Résultats des traitements SIG d'identification de connexions écologiques sur les trois sous-trames « bocage », « espaces boisés » et « milieux humides »

## Une biodiversité importante mais peu d'espaces protégés

### Le littoral et les franges des Monts d'Arrée, des espaces remarquables clairement identifiés...

Le pays de Morlaix est concerné par de nombreuses mesures de protection, de gestion ou d'inventaire du patrimoine naturel :

- réserve naturelle régionale « Landes et tourbières du Cragou et du Vergam »,
- site inscrit des Monts d'Arrée,
- zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF) de la basse vallée du Douaron...

La carte ci-après montre cependant que, si ces différents périmètres couvrent une importante surface (plus de 15 000 hectares sur le pays de Morlaix), ils sont très largement concentrés sur trois secteurs clairement identifiés : le littoral, les Monts d'Arrée et la façade orientale du pays, le long de la frontière avec Lannion-Trégor Communauté.

La conjugaison de toutes ces modalités de préservation du patrimoine naturel témoigne de la richesse écologique importante de ces secteurs, qu'il conviendra de préserver, et qui participe grandement à l'image du territoire ainsi qu'à la qualité de son cadre de vie.

### ...mais aussi une biodiversité « ordinaire »

À l'inverse des espaces cités au point précédent, les secteurs centraux et occidentaux du pays de Morlaix n'apparaissent que peu ou pas concernés par des périmètres de protection institutionnels. Ces espaces représentent pourtant plus de 80 % du territoire et participent grandement au fonctionnement des écosystèmes locaux, notamment le long des vallées et des cours d'eau, qui structurent les paysages dans un axe sud-nord très marqué.

L'analyse de l'occupation du sol et notamment des trames bocagères, mais aussi des milieux humides et forestiers (voir les cartes de la page 60) montre une situation très disparate du fonctionnement des écosystèmes affiliés à ces différents milieux.

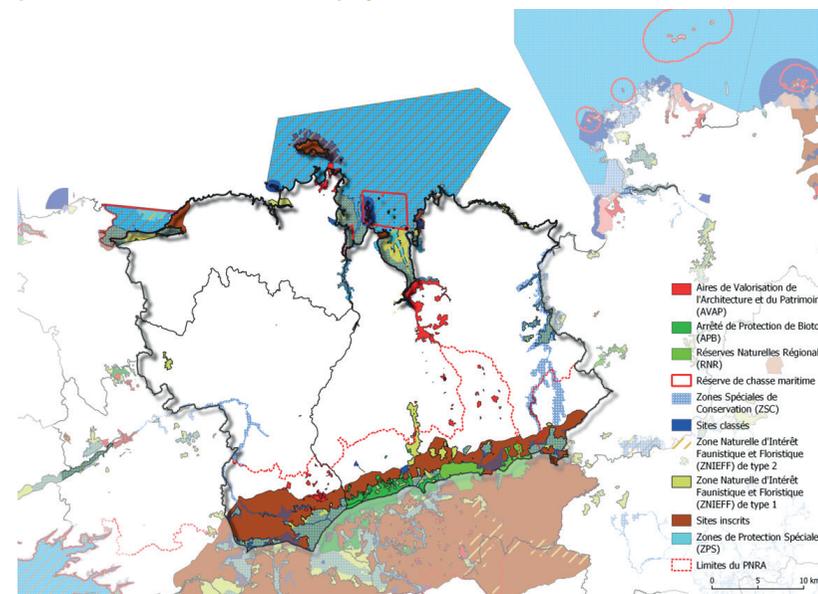
On peut ainsi noter :

**1. Un réseau hydrographique très important** avec d'importants complexes de zones humides, notamment le long des Monts d'Arrée, qui irriguent ensuite l'ensemble du territoire.

Les abords des vallées apparaissent cependant de moins en moins préservés lorsqu'on se rapproche du littoral, notamment autour de Morlaix et sur le plateau léonard, révélant l'impact de l'urbanisation et des activités agricoles.

**2.** La même remarque peut être faite sur l'observation des **trames bocagères et forestières**, avec un croissant très dense en milieux naturels le long des Monts d'Arrée et dans le sud de Morlaix Communauté, qui s'érode progressivement en remontant vers la mer.

### Les périmètres de protection, de gestion ou d'inventaire du patrimoine naturel dans le pays de Morlaix



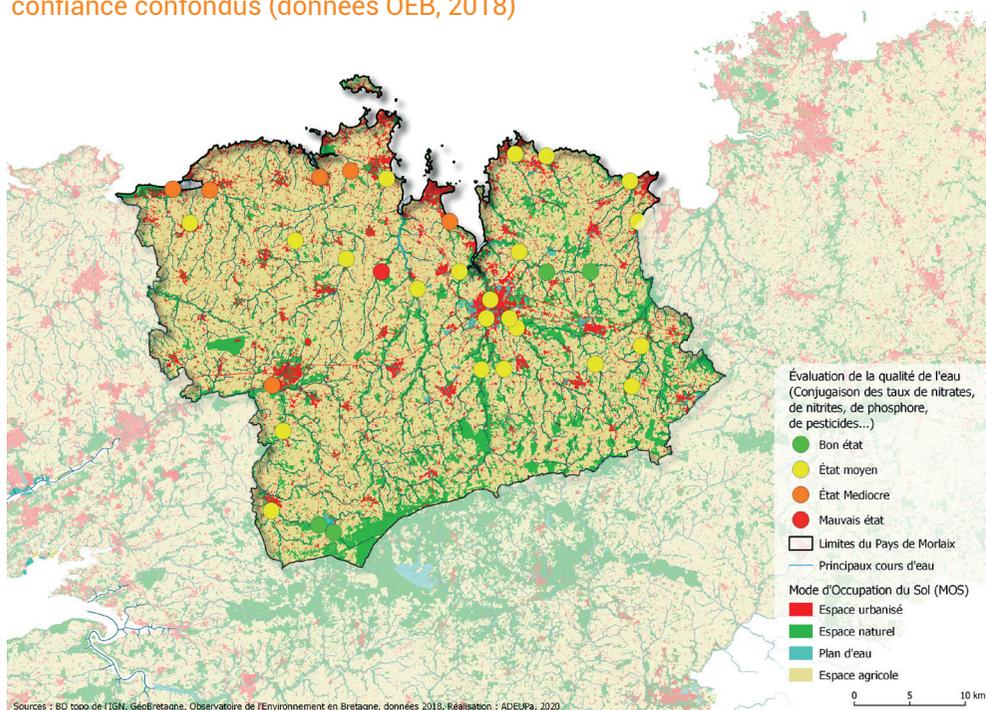
## Chiffres clés

73 % des cours d'eau présentant des relevés dépassant les seuils de tolérance pour les pesticides (dont 10 % avec de forts dépassements)

58 % des relevés des cours d'eau affichent une qualité de l'eau médiocre du fait de leur teneur en nitrates

Près de 60 % des relevés affichent une bonne qualité de l'eau par rapport à leur teneur en autres polluants (nitrites, phosphores...)

Moyenne des classements des prélèvements, tous indices de confiance confondus (données OEB, 2018)



État écologique des eaux de surface  
Agence de l'eau Loire-Bretagne, cahier de la Misen, 2018



# Des sources de pollutions identifiées

## Une ressource en eau sous tension, une qualité moyenne

Le pays de Morlaix est, comme le montre la fiche précédente (sur l'environnement), parcouru par un dense réseau hydrographique. Compte-tenu de l'absence de grandes réserves d'eau souterraines, ces eaux de surface représentent (comme partout en Bretagne), la majeure partie de la ressource en eau disponible. Cette situation pose la question de la vulnérabilité du territoire face aux changements climatiques aujourd'hui envisagés par les scientifiques, notamment la baisse de la pluviométrie l'été et l'augmentation des phénomènes tempétueux l'hiver. Ces changements risquent ainsi d'affecter la quantité d'eau disponible en cas d'épisodes intenses ou répétés de sécheresses estivales, car le territoire compte peu de grandes retenues à même de stocker suffisamment d'eau en cas d'été très sec.

Les mesures effectuées sur les principaux cours d'eau<sup>1</sup> montrent en 2018 un niveau moyen de la qualité de ces eaux de surface.

Le pays de Morlaix se situe dans un bassin hydrologique complexe (masses d'eau couvertes par le Sage<sup>2</sup> du Léon-Trégor), à cheval sur plusieurs territoires administratifs: le pays de Brest et notamment sa frange nord-est des Abers à Lesneven, mais aussi l'ensemble des Monts d'Arrée et Lannion-Trégor Communauté.

Les efforts visant à l'amélioration de la qualité de l'eau doivent s'inscrire sur un périmètre cohérent intégrant l'ensemble des bassins versants concernés. Tout le cycle de l'eau est à considérer, dans une logique amont-aval : la pollution générée à la source d'un cours d'eau pouvant avoir d'importantes répercussions sur, par exemple, le niveau de traitement à effectuer pour rendre l'eau potable en aval ou sur la qualité des productions conchylicoles sur le littoral et en mer.

## Une pollution de l'eau en grande partie due aux pratiques agricoles et à la destruction de milieux naturels

L'analyse précise des relevés effectués sur les cours d'eau du territoire (données OEB) montre une concentration forte de certains polluants, notamment des nitrates et des pesticides. Les activités agricoles sont en grande partie à l'origine de ces pollutions, souvent liées à l'épandage d'importantes quantités d'azote organique (fumiers, lisiers...) et d'engrais minéraux rapportés aux réels besoins des cultures.

Cette pollution, en plus d'influer sur le coût de l'eau potable et de se répercuter sur la qualité des eaux littorales, présente également un risque de modification de l'équilibre biologique des milieux et peut conduire à des phénomènes d'eutrophisation, caractérisés par exemple par la prolifération d'algues.

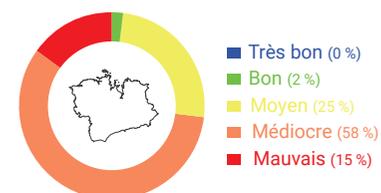
A contrario, les relevés effectués dans les eaux souterraines du territoire affichent globalement une bonne qualité des nappes. De plus, les recherches de polluants provenant d'autres activités humaines (des stations d'épuration notamment) se révèlent peu fructueuses, avec plus de 60 % des mesures affichant une bonne qualité de l'eau par rapport aux normes sanitaires.

Trois principaux sujets se posent en matière de qualité des eaux :

- l'adaptation des pratiques agricoles aux besoins réels des cultures,
- la restauration des milieux humides et de trames bocagères, ces espaces jouant un rôle filtrant important en captant de nombreux polluants avant qu'ils n'atteignent les cours d'eau,
- la poursuite des efforts d'amélioration de la qualité des équipements (réseaux, stations, dispositifs individuels...) d'épuration, de manière à conserver un bon niveau de la qualité de l'eau sur ces polluants.

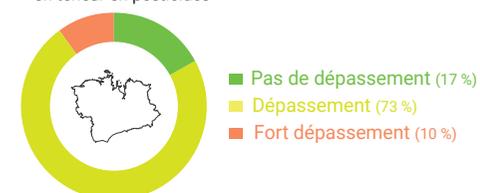
## État des masses d'eau selon leur teneur en nitrates et en pesticides dans le pays de Morlaix

État des masses d'eau du territoire en fonction de leur teneur en nitrates (classe SeqEau)



Source : OEB - 2018, Réalisation : ADEUPA, 2020

État des masses d'eau du territoire en fonction du nombre et de l'importance des dépassements en teneur en pesticides



Source : OEB - 2018, Réalisation : ADEUPA, 2020

1. Cahier de la Misen, 2018- données de l'Observatoire de l'environnement en Bretagne - OEB

2. Sage : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux



CREPERIE

LE SURCOUF

BRASSERIE RESTAURANT

La Maison du Kouign  
PATISSE - VIENNOISERIE

La Maison du Kouign Amann  
PATISSE  
VIENNOISERIE  
PAIN

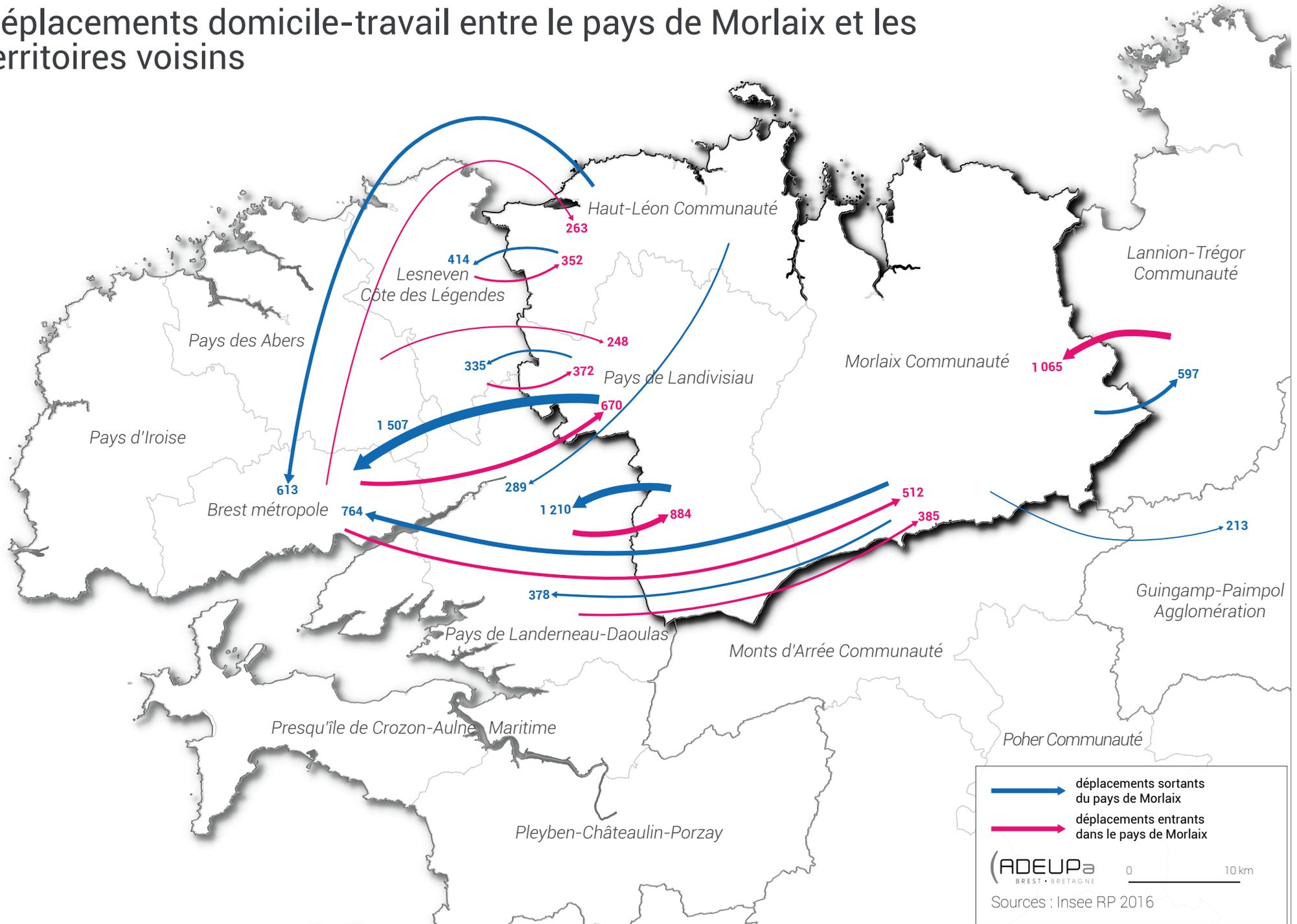
# 3

PORTRAIT DE TERRITOIRE DU PAYS DE MORLAIX

## 03 | QUELLES RELATIONS TERRITORIALES ?

Quels liens avec les territoires de l'Ouest breton ?

# Déplacements domicile-travail entre le pays de Morlaix et les territoires voisins



→ déplacements sortants du pays de Morlaix  
→ déplacements entrants dans le pays de Morlaix

ADEUPa  
 BREST • BRETAGNE

0 ————— 10 km

Sources : Insee RP 2016

# Des déplacements extérieurs polarisés par la métropole brestoise

## Une attraction vers l'ouest du territoire

Les navettes domicile-travail mettent en évidence une attraction beaucoup plus forte à l'ouest qu'à l'est.

La majeure partie des flux sortants comme des flux entrants provient en effet du pays de Brest (6 300 déplacements sortants et 4 600 entrants chaque jour).

Lannion-Trégor Communauté est l'intercommunalité extérieure au pays avec laquelle Morlaix Communauté entretient le plus d'échanges (1 100 navettes entrantes et 600 navettes sortantes). On observe par ailleurs une influence modérée de Brest métropole et du Pays de Landerneau-Daoulas (respectivement 800 navettes sortantes et 400 navettes sortantes).

On observe assez peu de navettes entre Haut-Léon Communauté et le pays de Brest, même si l'influence de Brest métropole est perceptible (600 navettes entrantes et 300 sortantes).

Le pays de Landivisiau est en revanche fortement attiré par le pays de Brest (principalement par Brest métropole et par le pays de Landerneau-Daoulas). Les navettes sortantes sont dans les deux cas plus importantes que les navettes entrantes.

85 % des déplacements domicile-travail des habitants du pays de Morlaix étaient effectués en voiture en 2017, 5 % à pied, 2 % en transports en commun et 1 % à vélo.

## Une influence sur le territoire de Lannion-Trégor Communauté

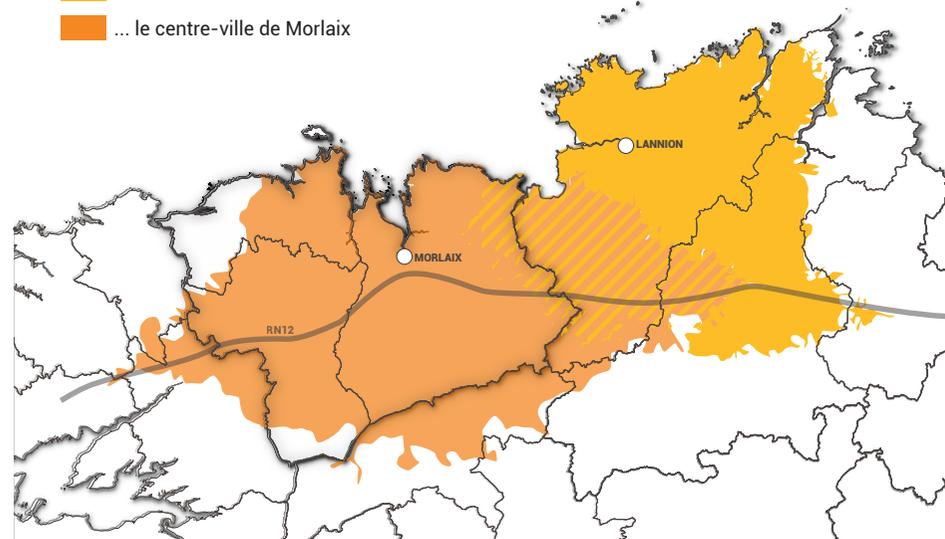
La relation entre Lannion-Trégor Communauté et Morlaix Communauté peut surprendre : on observe deux fois plus d'actifs à habiter l'intercommunalité lannionaise et travailler à Morlaix Communauté que l'inverse (environ 1 100 contre 600). Davantage d'emplois sont pourtant localisés à Lannion-Trégor Communauté (32 000) qu'à Morlaix Communauté (24 000).

On peut donner trois raisons à cette observation :

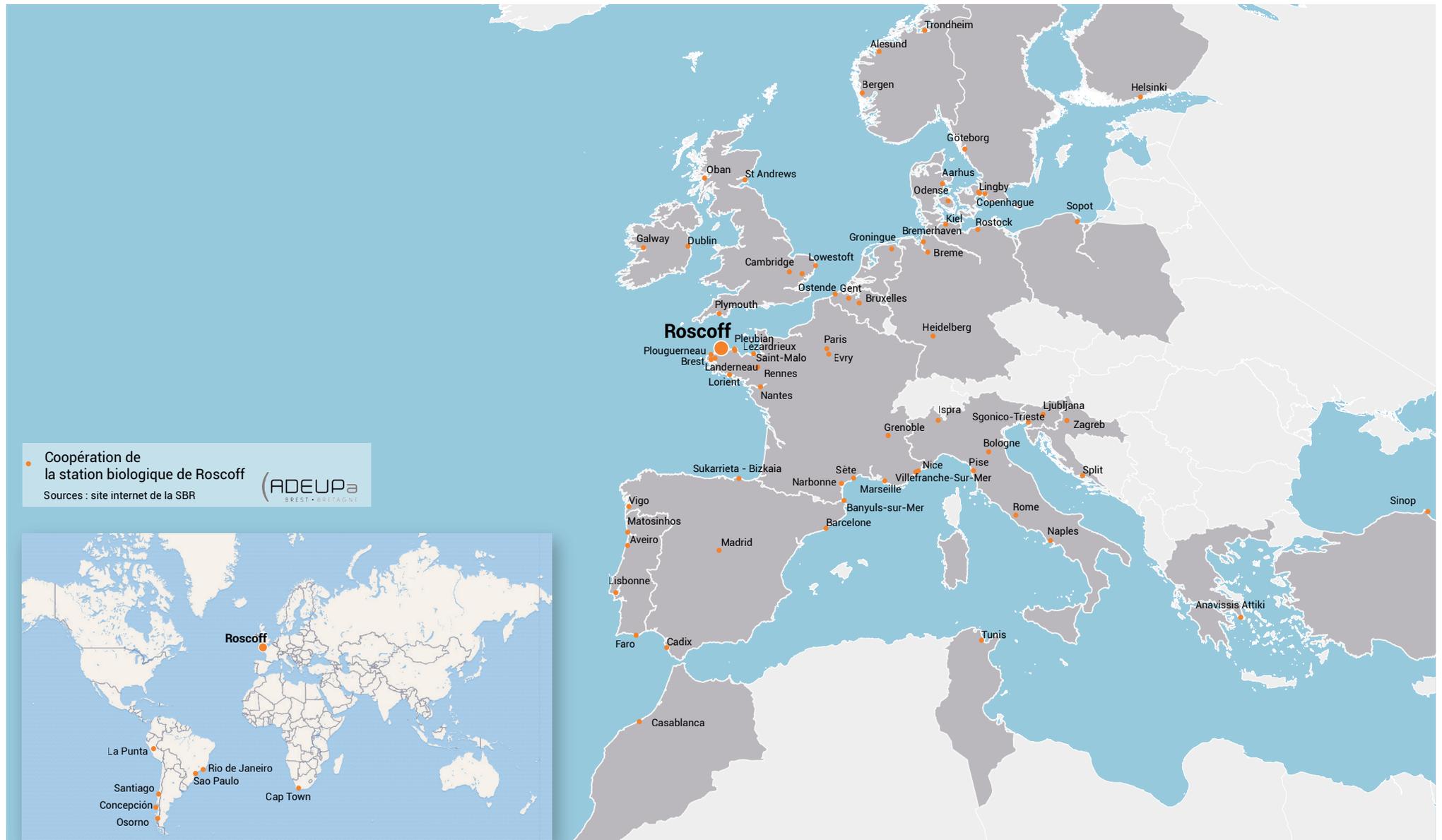
- la localisation des deux villes par rapport au réseau routier. Morlaix se situe sur la RN12 et la zone accessible en 30 minutes de voiture est 1,5 fois plus grande à partir de Morlaix qu'à partir de Lannion ;
- le découpage administratif fait que Morlaix est à 14 km de la limite entre les deux intercommunalités alors que Lannion est à 18 km ;
- un effet à la frange des deux intercommunalités. Des petits pôles d'emplois sont localisés en bordure de la limite entre ces deux intercommunalités, du côté de Morlaix Communauté : Lanmeur (1 062 emplois), Plouigneau (1 439 emplois), Guerlesquin (705 emplois). C'est moins le cas côté Lannion-Trégor Communauté, où le plus important pôle d'emplois frontalier est Plestin-les-Grèves (972 emplois).

## Espaces accessibles en 30 minutes de voiture depuis...

- ... le centre-ville de Lannion
- ... le centre-ville de Morlaix



# Représentation des coopérations de recherche de la Station biologique de Roscoff



## Chiffres clés

### 2 thématiques principales de recherche :

- Bioressources / biotechnologies
- Agriculture

# Un rayonnement international reconnu dans les biotechnologies et l'agriculture

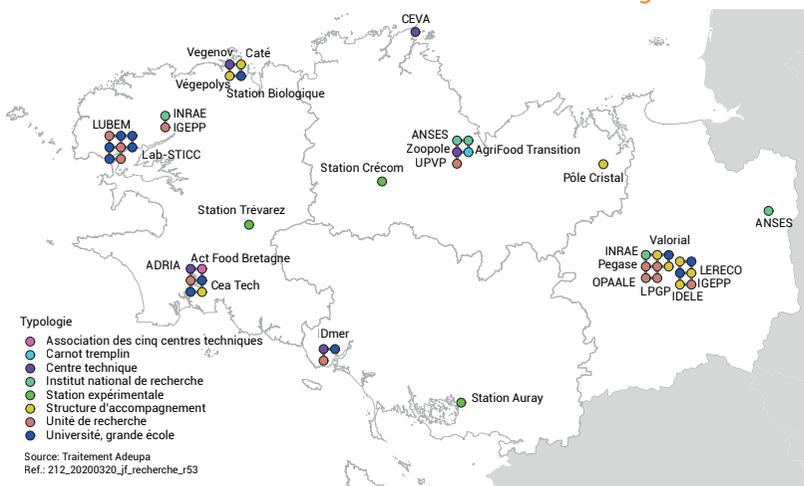
## Des établissements de recherche reconnus

La Bretagne constitue un pôle de référence en matière de recherche publique dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire, avec la présence d'organismes nationaux et de nombreuses plateformes techniques. Le pays de Morlaix a un positionnement reconnu en matière de recherche dans le domaine des productions végétales et de la filière légumière de plein champ. Il accueille des acteurs clés avec Vegenov et la station expérimentale du Caté à Saint-Pol-de-Léon.

Le centre de ressources techniques Vegenov (40 salarié-e-s) fait de la recherche appliquée et joue un rôle d'interface entre la recherche académique et la filière légumière. Il a trois missions principales : l'amélioration des plantes, leur protection contre les maladies (activité de biocontrôle pour l'essentiel) et la qualité sensorielle des produits. La station d'expérimentation du Caté conduit quant à elle des programmes visant à résoudre les problèmes techniques rencontrés en production ou à répondre aux évolutions de la consommation. Le pôle de compétitivité Vegepolys, spécialisé dans le végétal et dont le siège se situe à Angers, dispose d'une antenne à Saint-Pol-de-Léon : il accompagne les projets de R&D et favorise la mise en relation des entreprises et des acteurs de la recherche.

Dans le domaine des sciences de la mer, la Station biologique de Roscoff (SBR) est un acteur incontournable. Elle dépend du CNRS et de Sorbonne Université et accueille trois unités de recherche positionnées sur l'étude de la biodiversité et des écosystèmes marins. Ces deux thématiques de recherche, production végétale et biotechnologies marines, font partie des axes prioritaires inscrits dans la Stratégie régionale de développement économique de la Région Bretagne. Elles s'inscrivent parmi les sept domaines d'innovation stratégiques, particulièrement la chaîne agro-alimentaire durable pour des aliments de qualité et les activités maritimes pour une croissance bleue.

## Les acteurs de la recherche et de l'innovation en Bretagne



## La valorisation de la recherche dans l'ADN des acteurs locaux

Des entreprises emblématiques ont été créées par des chercheurs issus de la Station biologique de Roscoff, comme ManRos Therapeutics (Roscoff), Hemarina (Morlaix), Polymaris (Brest) ou SeaBeLife (Roscoff). Ces exemples illustrent la capacité de valoriser les travaux issus de la recherche fondamentale pour développer de nouvelles activités. Le projet de parc d'innovation Blue Valley, porté par la SBR, a pour ambition de porter les biotechnologies marines au cœur du développement économique en s'appuyant sur différentes actions :

- la valorisation de la recherche ;
- l'implantation d'entreprises en biotechnologies marines et en aquaculture ;
- l'accompagnement de projets de R&D public-privé et l'animation de la filière des bioressources marines.

## Des coopérations à toutes les échelles

Les acteurs de la recherche du pays de Morlaix travaillent en synergie à l'échelle régionale. Deux illustrations :

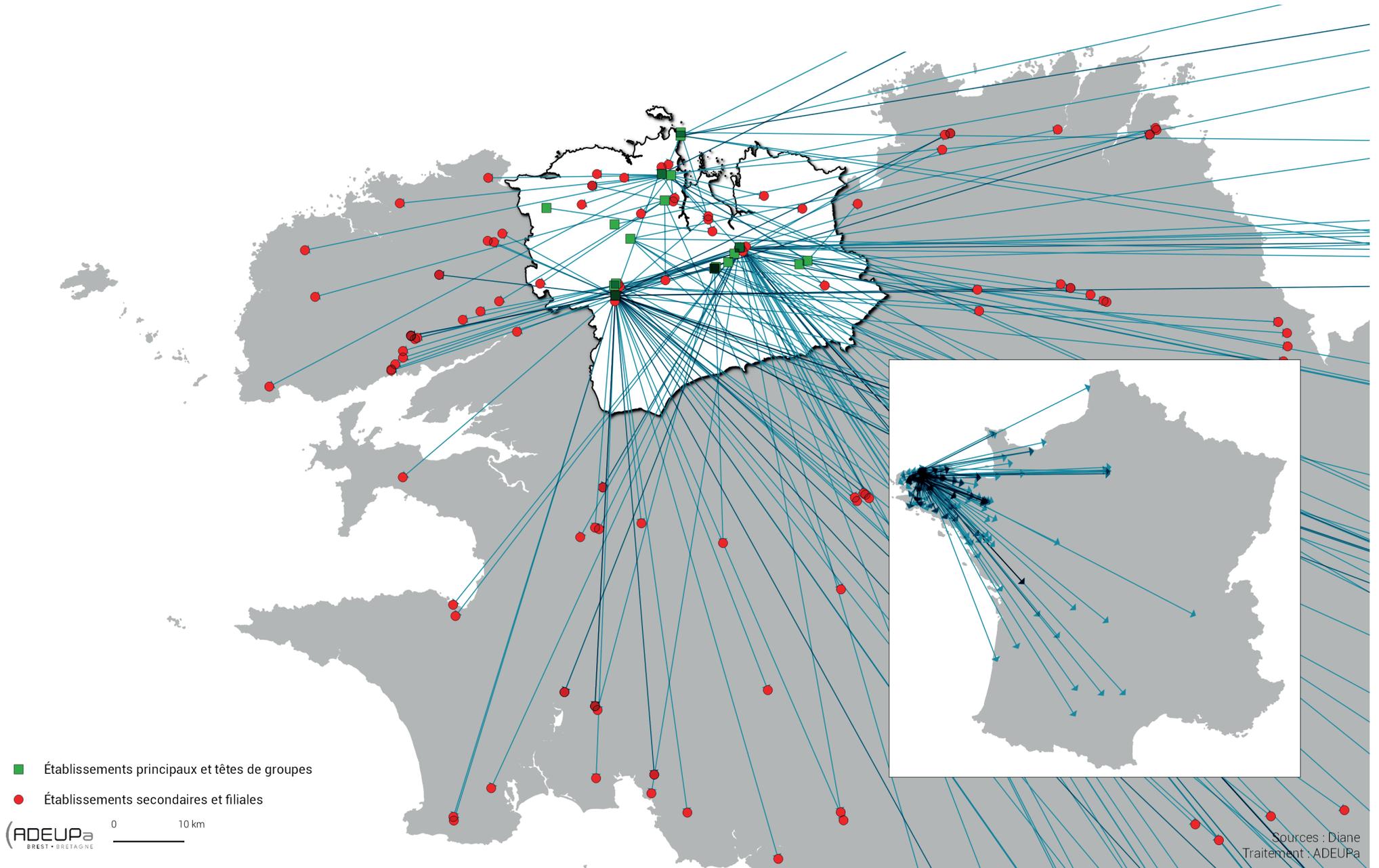
- la SBR coopère à l'échelle de l'Ouest breton dans le cadre du Campus mondial de la mer, communauté rassemblant de nombreux acteurs parmi lesquels l'Ifremer, l'Institut universitaire européen de la mer, l'UBO, l'UBS, la Station marine de Concarneau, etc ;
- Vegenov est allié avec les autres centres d'innovation technologique agri-agro de Bretagne au sein de l'association Act Food Bretagne. Il participe à l'Institut Carnot AgriFood Transition pour proposer aux entreprises des services R&D dans le domaine de l'agriculture, de l'aquaculture et de l'alimentation durable.

Les partenariats tissés à l'échelle française, européenne et internationale sont importants. La carte, qui figure page 68, est une illustration des coopérations de la SBR dans le cadre des projets européens et de trois projets d'investissements d'avenir portés par la station.

## Une singularité notable dans les biotechnologies

Le pays de Morlaix se distingue par une singularisation dans les biotechnologies marines dont les facteurs d'innovation et de potentiel de croissance sont clairement identifiés. Des entreprises comme Hemarina (valorisation médicamenteuse de l'hémoglobine animale compatible avec l'être humain), ManRos Therapeutics (développement de molécules pour le traitement de la mucoviscidose notamment), Seabelife (traitement contre les insuffisances hépatique et rénale) ont pour trait commun de participer de l'excellence locale, reconnue nationalement voire internationalement. Ces trois startups spécialisées dans les biotechnologies ont réalisé près de 34,5 M€ de levées de fonds (source : réseau des technopôles bretons, IEF). Hemarina est d'ailleurs l'entreprise finistérienne ayant levé le plus de fonds en 2015 et 2017. ManRos Therapeutics arrive en deuxième position en 2016.

# Rayonnement capitaliste des entreprises du pays de Morlaix en 2020



# Des centres de décision d'importance régionale et nationale

## Définition d'un lien capitalistique

L'écosystème du pays de Morlaix possède un fort ancrage régional mais aussi une connexion au reste du monde par le biais des liens capitalistiques qu'ont pu tisser les entreprises du territoire. Ils se traduisent par l'implantation d'établissements secondaires, le rachat d'entreprises ou la détention de plusieurs filiales en dehors du territoire. Ils révèlent, d'une certaine façon, le rayonnement économique du territoire.

## Des implantations privilégiant la proximité

Ainsi, 27 groupes ont implanté 87 filiales en dehors du pays de Morlaix. La proximité constitue un premier critère puisque ce ne sont pas moins de 29 établissements qui sont localisés dans le Finistère, et 8 dans le département voisin des Côtes d'Armor. Viennent ensuite l'Ille-et-Vilaine (5), la Loire Atlantique (4) et le Morbihan (3). Les investissements plus lointains se font en région parisienne mais également en Normandie, en Nouvelle Aquitaine et en Occitanie. Par ailleurs, les entreprises du pays de Morlaix contrôlent plus de 200 établissements secondaires en Bretagne.

## Un rayonnement dans l'agroalimentaire, les médias et le négoce de pneus

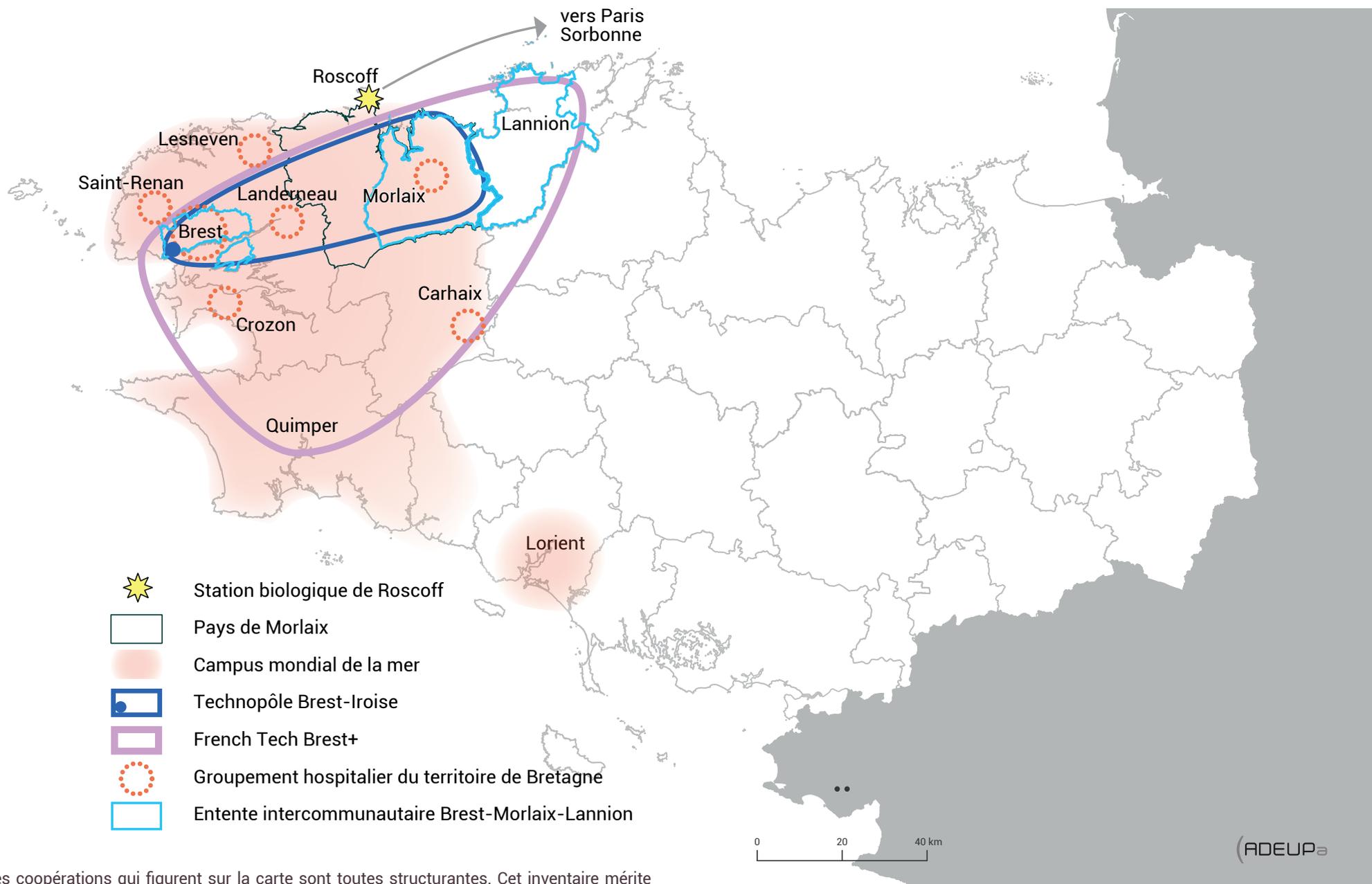
Sur un plan sectoriel, l'agroalimentaire, les médias et le négoce du pneu constituent les domaines d'activité qui font l'objet d'une croissance externe significative. Parmi les principaux groupes ayant investi, citons notamment la société d'Initiatives et coopération agricoles, la Sica, qui compte plus d'une cinquantaine d'établissements secondaires à l'extérieur du pays de Morlaix et dont 11 filiales à l'étranger pour la seule filiale Brittany Ferries.

Spécialisé dans le négoce du pneu, le groupe morlaisien Simon-Chouteau compte 34 établissements dans l'ouest de la France et plus de 80 points de vente. La coopérative Evel'Up (Landivisiau) regroupe plus de 1 000 éleveurs de porcs et a investi dans 9 établissements et filiales situés dans le Finistère et les Côtes d'Armor. Le groupe Sofroye (Landivisiau) est spécialisé dans le transport de voyageurs et partage 6 implantations, toutes en Finistère. Le groupe Télégramme intervient dans plusieurs domaines de la communication (multimédia, services aux entreprises et événementiel) et a des participations dans 44 sociétés.

## Des investissements étrangers, signe de compétitivité économique

Les prises de participation, voire les acquisitions par des groupes extérieurs témoignent de compétences et de savoir-faire rares ou de la proximité d'une ressource ou d'un marché. Même si cela peut être perçu comme une perte d'indépendance, c'est avant tout un signe de la compétitivité de l'écosystème. Cela est d'autant plus vrai quand cela concerne les investissements réalisés par des groupes étrangers. Dans le pays de Morlaix, ces derniers proviennent d'Europe ou d'Amérique du Nord : les deux pays les plus représentés sont l'Allemagne et les États-Unis avec chacun 3 entreprises. Il s'agit exclusivement d'activités industrielles y compris agroalimentaire dont parfois les prises de participation sont anciennes comme, par exemple, ELM Leblanc à Saint-Thégonnec ou Marine Harvest Kritsen à Landivisiau. Au total, ces entreprises emploient un peu moins de 1 000 salarié-e-s. Enfin, citons l'entreprise morlaisienne Sermeta (590 salarié-e-s) qui après une période sous pavillon étranger est repassée sous contrôle finistérien.

# Les coopérations du pays de Morlaix dans l'Ouest breton



Ces coopérations qui figurent sur la carte sont toutes structurantes. Cet inventaire mérite certainement d'être complété pour tendre vers l'exhaustivité.

# Les coopérations territoriales du pays de Morlaix dans l'Ouest breton

## Des exemples de coopérations

Dans le domaine de la santé, les hôpitaux situés dans le nord du Finistère font partie du Groupement hospitalier de territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO) depuis 2016. Il concerne le CHRU de Brest, l'hôpital d'instruction des armées Clermont-Tonnerre à Brest, les hôpitaux de Crozon, de Saint-Renan, Landerneau ou encore Lanmeur. L'objectif visé est de permettre un accès au soin à l'ensemble des habitant·e·s du territoire. Le projet médical partagé est basé sur 7 objectifs dont l'amélioration du lien avec la médecine de ville et le secteur médico-social, le développement de la formation et la recherche clinique, la garantie de filières de santé de qualité, etc.

Morlaix Communauté et le Pays de Morlaix se sont également inscrits dans le réseau des villes de l'Ouest breton pour suivre et mettre en avant l'économie numérique. L'appel à projet French Tech a permis aux villes de Quimper, Brest, Morlaix et Lannion de réunir leur tissu économique numérique pour remporter cet appel à projet sous la bannière French Tech Brest+. La feuille de route pour 2019-2022 est notamment axée sur l'accompagnement des startups en matière de recrutement, de déploiement à l'international, de mise en réseau avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème (investisseurs, grandes écoles), etc.

Le Campus mondial de la mer, initié par le Technopôle Brest-Iroise, rassemble une communauté finistérienne à visibilité internationale. La volonté de ce réseau d'acteurs académiques, scientifiques, économiques et institutionnels, est de développer la mutualisation d'outils (notamment pour la recherche), et la notoriété et de mettre en lumière des entreprises innovantes de l'économie bleue.

Les coopérations territoriales passent également par des mutualisations d'ingénierie à l'instar du Technopôle Brest-Iroise mais aussi de l'Adeupa Brest-Bretagne. Ces coopérations se sont notamment discutées dans le cadre de l'entente des agglomérations du Léon et du Trégor que sont Brest, Morlaix et Lannion.

## Le Pays de Morlaix : une structure basée sur la coopération pour mener à bien des projets

Le Pays de Morlaix est un exemple de coopération institutionnel, une structure qui engage et anime des démarches d'animation et de coopération multithématiques. L'objectif est de faire émerger une vision d'ensemble du territoire et d'articuler les débats sur des thématiques communes entre les trois intercommunalités. Le Conseil de développement en est un autre, il est ainsi porté par le Pays mais c'est également le cas pour le label Pays d'art et d'histoire, le contrat local de santé ou encore d'autres projet européen.

En tant qu'animateur du programme européen Leader, les services du Pays de Morlaix ont engagé de nombreuses coopérations basées sur des projets de développement local. Par exemple, le projet européen Coopcarto consiste à expérimenter des outils et processus d'animation et de valorisation des territoires ruraux autour de la cartographie collaborative. Il met autour de la table les territoires du GAL des Plaines de l'Escaut en Belgique, Vidourle Camargue et Garrigues et Costières de Nîmes.





**PORTRAIT DE TERRITOIRE  
DU PAYS DE MORLAIX**

**Direction de la publication**

Benjamin Grebot

**Réalisation**

Fabien Aubry, Lucie Bianic, Vanessa Cantet, Antoine Chameau, Quentin Delaune,  
Anne Ferec, Nadine Le Hir, Corentin Le Martelot, François Rivoal

**Cartographie / Traitement statistique**

Julie Bargain, Eloïse Blouet, Julien Florant

**Maquette et mise en page**

Timothée Douy  
Dominique Gaultier

**Crédits photographiques**

Adeupa Brest-Bretagne  
CRT Bretagne - Yannick Le Gall, Thibault Poriel, Aurel Stapf

**Contact**

lucie.bianic@adeupa-brest.fr  
anne.ferec@adeupa-brest.fr

**Tirage**

300 exemplaires

**Dépôt légal**

4<sup>e</sup> trimestre 2020

**Réf**

20-194



**AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE**

18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST

Tél. 02 98 33 51 71

**[www.adeupa-brest.fr](http://www.adeupa-brest.fr)**



# Consultation régionale à la première phase d'élaboration du Contrat de Plan Etat-Région 2021/2027

Contribution conjointe des EPCI membres du PETR PAYS DE MORLAIX

Morlaix Communauté

Communauté de Communes du Pays de Landivisiau

Haut-Léon Communauté

Préambule,

Membre de la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP), Morlaix Communauté a été associée aux différents échanges et rencontres organisées par l'État et le Conseil Régional de Bretagne à l'occasion de la phase préparatoire à la négociation du CPER 2021-2027, fin de dernier trimestre 2019.

Engagée dans une démarche volontariste de co-production d'une stratégie territoriale à l'échelle du Pays de Morlaix (PETR), Morlaix Communauté a souhaité initier l'élaboration d'un « cahier des enjeux territoriaux » à l'échelle du PETR » afin de mobiliser les trois EPCI dans le cadre de l'élaboration du CPER 2021-2027.

Les éléments ci-après sont donc l'expression des principaux enjeux au sein desquels, le PETR et les trois EPCI conviennent de se mobiliser pour le développement et l'attractivité du bassin de vie et d'emploi du Pays de Morlaix.

Enfin, il est à noter que les trois EPCI ont également souhaité associer leurs villes-centres, Morlaix, Saint-Pol-de-Léon, Landivisiau.

## Introduction

Les collectivités membres du Pays de Morlaix s'inscrivent dans les priorités et grands défis retenus par les collectivités et la Région Bretagne réunies en CTAP du lundi 21 octobre 2019 :

- 1. la géographie péninsulaire de la Bretagne et son accessibilité*
- 2. le développement économique et social (enseignement supérieur et recherche, écosystème productif agricole et agro-alimentaire, dimension maritime de la Région)*
- 3. l'équilibre territorial (Bretagne très haut-débit, volet territorial du CPER avec le principe de différenciation entre les territoires, économie du foncier, appui proportionnel en ingénierie aux territoires les moins dotés)*
- 4. les transitions énergétiques*
- 5. la cohésion sociale*

Elles adhèrent également au cadre établi par les 10 principes de la charte interministérielle de la contractualisation entre l'État et les collectivités territoriales :

- 1. au cœur de toute contractualisation, le projet de territoire*
- 2. pas de périmètre défini, mais une mise en cohérence des échelles d'intervention*
- 3. une approche transversale et interministérielle, concrétisée dans des volets thématiques*
- 4. un pilotage partenarial et une équipe projet en charge de faire vivre le contrat*
- 5. un contrat modulaire et adaptatif*
- 6. des sources de financement des projets diversifiées et coordonnées*
- 7. une participation renforcée des citoyens et une association des forces vives du territoire*
- 8. un volet de coopération inter territoriale intégré aux contrats*
- 9. un vecteur d'innovation et d'expérimentation sur les territoires*
- 10. une mesure de l'impact et des critères de suivi intégrés dans le contrat*

Nos collectivités inscrivent leurs actions et projets dans le cadre du SRADDET à l'horizon 2040.

Elles souhaitent également prendre rang dans le cadre des prochains Fonds Européens 2021-2027 en faisant reconnaître le caractère singulier du Pays de Morlaix à plusieurs titres :

- sa situation géographique en Nord Bretagne : une périphéricité et un isolement renforcés par le Brexit ;
- des relations spécifiques et anciennes avec le Royaume Uni dans les domaines économiques, touristiques et culturels forcément impactées par la décision de sortie de l'UE.

Enfin, pour relever les défis sociétaux et répondre aux attentes des habitants et usagers, les EPCI membres du Pays de Morlaix entendent se positionner, de façon complémentaire, dans le cadre de la démarche « Agenda 2030 » (cf. ONU).

S'agissant plus particulièrement de la phase d'élaboration du CPER 2021-2027, les collectivités signataires affirment les enjeux et priorités suivantes :

### **I- La géographie péninsulaire de la Bretagne et le pacte d'accessibilité**

Idéalement situé dans la sphère d'influence de la métropole de Brest et de l'agglomération de Lannion, le Pays de Morlaix, est structuré autour de trois EPCI :

1. Morlaix Communauté (communauté d'agglomération)
2. Haut Léon Communauté (communauté de communes)
3. Communauté de Communes du Pays de Landivisiau

Il accueille 128 830 habitants.

Fort de sa situation de carrefour, ce territoire bénéficie de plusieurs infrastructures de transports structurantes essentielles pour son développement et son attractivité résidentielle et économique.

Cette situation devra donc être prise en compte par la mise en œuvre de moyens (en cohérence avec le pacte d'accessibilité) pour :

- désenclaver le Port du Bloscon pour en faire une place forte dans le domaine du fret et transport de passagers ;
- développer les conditions d'accessibilité et de desserte du 1<sup>er</sup> aéroport breton, aéroport Brest – Bretagne, soutenues dans le cadre de l'Entente Brest-Morlaix-Lannion ;
- conforter et développer la plate-forme aéroportuaire de Morlaix : pour la maintenance aéronautique, la formation, l'aviation d'affaires (Point de Passage Frontalier), drone, ...
- conforter le développement de la desserte ferroviaire du territoire :
  1. par une offre TGV et TER quotidienne renforcée pour le PEM de Morlaix, gare de statut national du Pays de Morlaix, indépendamment de la mise en place de trains bolides assurant une liaison Brest-Paris en 3h00 ;
  2. par une offre intermodale répondant aux mobilités du quotidien des 3 EPCI (avec une attention particulière à la liaison Morlaix-Roscoff) ;
  3. par le développement du fret ferroviaire via la plate-forme rail-route de Kériveren (Saint Martin des Champs – plan d'actions logistiques breton).
- offrir des modes alternatifs à la voiture individuelle dans les mobilités du quotidien (transport innovant décarboné, solutions modes doux, développement TC, développement de la pratique de la voiture partagée),
- aménager les axes routiers structurants :
  1. les axes routier Roscoff / Lorient et Morlaix / Lannion pour faciliter les échanges et connecter le territoire du Pays, avec une vigilance sur le calibrage des réseaux en lien avec l'activité économique du territoire (SICA, Primel Gastronomie),
  2. réalisation des échangeurs routiers complets sur la RN12 (Langolvas, Kériveren),
  3. création d'une nouvelle voie structurante au Nord de la Zone d'Activités Economiques du Vern à Landivisiau permettant l'interconnexion des principaux axes routiers départementaux à ce secteur identifié par le S.C.O.T. du pays du Léon comme « zone d'activité structurante à développer ».

## **II- Le développement économique et social**

### **II-1 Concernant l'enseignement supérieur et la recherche**

Le Pays de Morlaix est pleinement investi dans ce domaine et soutient la «*stratégie régionale de recherche et d'innovation basée sur la spécialisation intelligente*».

Ainsi, le territoire soutient :

1. les projets portés par la Station Biologique de Roscoff et la diffusion de ses travaux,
2. la mise en place du projet Blue Valley, inscrit dans le développement de l'économie bleue et la dynamique globale du Campus Mondial de la Mer. Il s'agit ici de faciliter les liens entre la recherche fondamentale et le système productif local. Ce projet ambitionne également de faire rayonner l'excellence des recherches accomplies à Roscoff en améliorant leur connaissance et leur diffusion à destination du grand public, des scolaires, etc.
3. le projet de CCSTI porté par Morlaix Communauté (Espace des Sciences) en lien avec la recherche, la formation supérieure, la vulgarisation de la recherche fondamentale.

Le territoire souhaite également développer un « campus de territoire » permettant d'améliorer le lien entre les différents établissements d'enseignement supérieur et permettant d'améliorer l'accueil des étudiants (logements, cadre de vie et déplacement, mise en réseau, etc.).

Dans le cadre d'un partenariat, l'UBO et Morlaix Communauté collaborent :

- 1) à l'installation d'un 3ème département sur le site de l'IUT Brest-Morlaix,
- 2) à la création d'un FabLab répondant aux besoins de la communauté constituée des acteurs locaux. Ce projet est à l'étude avec le soutien de l'UBO Open Factory de Brest.

Par ailleurs, l'installation d'une antenne du CNAM à Morlaix permettra d'étoffer l'offre de formation post-bac notamment en alternance sur le territoire.

Enfin, les formations existantes (ISSFFEL, CCI, AFPA, IFSI, ASKORIA, ...) doivent être confortées et développées.

Une attention particulière devra être portée :

- d'une part en matière aéronautique (Hop ! Training, BTS Aéronautique,...),
- d'autre part en matière de formation aux métiers de l'agroalimentaire tant la pénurie de main d'œuvre dans ce secteur d'activité risque, à très court terme, d'obérer les perspectives de développement de ces industries de pointe.

Morlaix Communauté souhaite également développer des partenariats de formations avec la Cornouaille anglaise dans le cadre de Brittany Connexion.

### **II-2 Concernant l'écosystème productif local**

1. **L'activité agricole et agroalimentaire** pèse de façon prépondérante dans l'économie du territoire du Pays.

La transition du modèle agricole vers une agriculture raisonnée et durable doit être fortement soutenue dans nos territoires. Les nouvelles modalités de distribution des productions, à une échelle plus locale doivent

également être favorisées. Le soutien aux initiatives telles que « agrilocal » mises en œuvre par le Département du Finistère doit se poursuivre et se développer.

Dans cette dynamique, le territoire du Pays de Morlaix s'engage dans une démarche de Projet alimentaire de territoire, inspirée par les initiatives prises par Morlaix Communauté (territoire Zéro déchet, approvisionnement en circuit court, etc).

Les projets portés par les coopératives agricoles du territoire devront être soutenues par l'État.

## 2. La performance des Zones d'Activités Economiques et la préservation du foncier agricole.

La reconversion des friches industrielles est devenue aujourd'hui une nécessité stratégique, économique, écologique et sociétale pour les entreprises et les acteurs publics ; leur valorisation, en associant une démarche globale permet d'engager une reconversion économique pérenne.

Parallèlement, dans le cadre des dispositifs « territoires d'industrie » et « sites industriels clé en main », il est primordial de soutenir l'activité agroalimentaire et l'activité agricole qui pèsent de façon prépondérante dans l'économie du territoire du Pays.

Afin de concilier les enjeux liés à la préservation du foncier agricole et l'installation d'activités économiques :

- des démarches de restructuration et requalification (ZI de Kériver, La Boissière, Le Fromeur...) de Z.A.E. et de friches industrielles (Guerlesquin, Plouescat, ex-site Gad à Lampaul-Guimiliau ...) seront menées conjointement entre les E.P.C.I., la Région et l'Etat ;
- l'extension de la Z.A.E. du Vern à Landivisiau sera poursuivie compte tenu de la cohérence de son positionnement, de sa vocation et de son potentiel de développement.

Le schéma territorial des Z.A.E. et le PLUI-H élaborés par la communauté d'agglomération Morlaix Communauté prévoient la réduction des espaces dédiés à l'activité économique sur l'ensemble du territoire et la création d'une Z.A.E. structurante d'une trentaine d'hectares pour des projets industriels et logistiques à proximité des axes routiers.

Le P.A.D.D. du PLUI-H d'Haut-Léon communauté en cours d'élaboration conforte également ces orientations, notamment sur la commune de Plouescat afin d'équilibrer l'aménagement territorial. Cette opération pourrait se concrétiser à travers la réhabilitation d'une friche industrielle (ancien dépôt SICA) en entrée de commune (économie de foncier, préservation des terres agricoles, zéro artificialisation, rénovation urbaine...).

Ce projet comprend les dimensions suivantes :

- aménagements à vocation logistique ou de stockage ;
- mutualisation des espaces: co working et possibilité de mutualiser du personnel/matériel entre les entreprises ;
- exemplarité de la démarche vers une **transition écologique** :
- Réflexion sur le développement du photovoltaïque en toiture
- Mise en place d'une mini station BioGNV - biogaz jumelée avec électrique à charge rapide pour notamment les professionnels (transporteurs...).

### **3. Renforcer nos atouts aéronautiques**

Une étude stratégique sera conduite sur le développement et la diversification des activités de la plateforme aéronautique de Morlaix (maintenance, formation, aviation affaire, drone, ...). Des travaux importants d'entretien de la piste et des installations sont à engager pour le maintien et le développement de la plateforme aéronautique. Une nouvelle gouvernance de cet outil de développement et d'attractivité est à mettre en place.

### **4. Impulser les transitions et mutations économiques**

Le territoire est en mutation économique. L'innovation est un vecteur pour accompagner ces mutations (compétitivité, numérique, environnement, industrie créative et culturelle, compétences, ...). La mise en place d'outils comme une pépinière d'entreprises, un espace de coworking et du FabLab participera à favoriser les interactions entre acteurs, filières, compétences, en vue de développer des projets innovants.

### **5. La dimension maritime du territoire**

Le linéaire maritime constitue un atout fort du territoire en termes d'attractivité (résidentielle, touristique et économique). Le Brexit questionne sur les modalités de mises en œuvre des nouvelles frontières, des espaces maritimes et des quotas de pêche, notamment.

Le Port du Blosson devra être conforté par les futures politiques nationales et régionales.

La complémentarité et différenciation des 3 ports du territoire du Pays devra être soutenue. Ainsi, la dynamisation et le repositionnement du port du Diben à Plougasnou devront être accompagnés, sur la base du schéma d'aménagement portuaire unanimement approuvé par le Conseil de Morlaix Communauté fin 2018.

Ainsi également, la dynamisation du port de Morlaix, d'un point de vue urbain et de services, et le renforcement de son lien avec le centre-ville de Morlaix seront des préoccupations majeures pour l'attractivité et le rayonnement du territoire du Pays de Morlaix.

Le développement de projets divers incluant principalement la médiation, mettant en valeur la richesse des fonds marins de la Baie de Morlaix, classée site Natura 2000 et la reconnaissance d'un label RAMSAR devront être soutenus et accompagnés.

Les évolutions climatiques entraînent une responsabilité des collectivités en lien avec la protection du littoral et l'évolution du trait de côte ; les collectivités devront être accompagnées sur ces sujets.

## **III - L'équilibre territorial**

### **III-1 Dans les relations infrarégionales du territoire**

Pour accroître son attractivité et son rayonnement le territoire doit être connecté. Cela se traduira par la poursuite du déploiement BHTD.

Au-delà de l'infrastructure en tant que telle, les EPCI du Pays de Morlaix œuvrent à développer l'inclusion numérique du territoire grâce au déploiement de nombreux espaces de médiation :

1. tiers lieux,
2. espaces de co-working et d'innovation,
3. espace public numérique cyberbase (Morlaix Communauté).

La réussite de l'inclusion numérique passera par un réel soutien au fonctionnement des différents espaces de médiation.

### **III-2 Dans les équilibres infra territoriaux**

Le Pays de Morlaix est représentatif de l'organisation territoriale bretonne constituée d'un juste équilibre entre différents niveaux de centralités :

- **une polarité principale (ville centre + aire urbaine)** au sein de laquelle s'organise l'offre de services marchands et publics d'échelle Pays (hôpital, musée, PEM, sous-préfecture, ...) et où les EPCI portent conjointement des projets structurants.

C'est dans cette logique que Morlaix Communauté mène une opération de renouvellement urbain complexe pour la reconversion de l'ensemble bâti de la Manufacture des Tabacs de Morlaix, sise sur le Port de Morlaix.

Deux équipements d'envergure régionale ouvriront prochainement :

- une plate-forme culturelle associative (SE/cW) liant le théâtre, le cinéma d'art et essai et la production d'artistes de la scène musicale française. L'engagement de l'État et de la Région est particulièrement attendu s'agissant du fonctionnement.
- un centre de culture scientifique, technique et industrielle dont la gestion sera confiée à l'Espace des Sciences Rennes-Bretagne.

L'ensemble de la Manufacture, classée Monument Historique, devra ainsi évoluer. Des nouvelles activités apportant de la synergie entre la science, la culture, l'image et l'enseignement déjà présents sur le site devront y trouver leur place. Il convient pour Morlaix Communauté et le Pays de Morlaix de dynamiser ce quartier, tourné vers la mer, et faisant office de trait d'union entre la ville-centre de l'agglomération et son port, en lien direct avec la gare du Pays.

- **des centralités propres à chaque EPCI** assurant une offre de services publics et marchands de premiers niveaux ;

- **des bourgs de proximité** offrant un cadre de vie et un environnement de qualité de plus en plus recherchés. Le soutien aux centralités devra être poursuivi. Les dispositifs tels que Action Cœur de Ville ou les AMI centres bourgs et centres villes ont démontré leur intérêt. Pour répondre aux projets des communes et des EPCI, l'accompagnement à la dynamisation des centralités (soutien à l'ingénierie locale notamment) devra être poursuivi dans le respect des spécificités territoriales.

Sur la thématique du commerce en particulier, la Région, l'État, la Banque des territoires et autres opérateurs seront mobilisés pour favoriser la mise en œuvre de plans d'actions.

Ainsi, pour Morlaix Communauté, la feuille de route issue de la politique locale du commerce (PLC) prévoit le déploiement d'actions en faveur du commerce dans les centralités.

Enfin, pour répondre à l'ambition d'équilibre territorial, les collectivités du territoire doivent déployer des démarches de planification en lien avec le SRADDET.

Deux SCOT cohabitent aujourd'hui sur le territoire et devront faire l'objet d'une mise à jour pour être portés à l'échelle du Pays de Morlaix. Le territoire du Pays est également couvert par deux PLUi-H.

### **III-3 Concernant les transitions écologiques**

Inscrites au cœur des politiques publiques, les transitions écologiques ne peuvent se limiter aux seules thématiques de la mobilité, du numérique. Le PCAET constitue le socle et le cadre de référence de l'action publique territoriale en la matière.

**La thématique de l'eau** est d'importance pour le territoire, qu'il s'agisse de la protection de la ressource et de la reconquête de sa qualité.

La feuille de route portée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau LEON TREGOR en confirmera les considérants.

Pour répondre aux enjeux de développement (accueil de population et développement de l'activité économique), les E.P.C.I. sollicitent le soutien aux investissements que doivent réaliser les différents maîtres d'ouvrage en matière :

- d'adduction d'eau potable et de traitement des eaux usées avec la mise aux normes des stations (production et traitement) et des réseaux (distribution, transport et collecte) ;
- d'accompagnement des programmes d'actions GEMAPI et hors GEMAPI (lutte contre les pollutions diffuses, plan algues vertes, digues, etc.).

#### **La thématique de l'énergie :**

Les EPCI et le PETR intensifieront leur action en faveur :

- du développement des énergies renouvelables :
  - biomasse,
  - bois-énergie,
  - photovoltaïque,
  - éolien,
  - stockage d'électricité.
- de l'efficacité énergétique (conception économe, matériaux durables de construction, recyclerie de matériaux)
  - des logements,
  - des bâtiments agricoles,
  - des bâtiments artisanaux, industriels et commerciaux.

Les financements croisés des agences locales de l'énergie doivent à ce titre être maintenus (Etat, Région,...).

#### **La thématique de la prévention des déchets :**

Les EPCI intensifieront leur action en faveur de la réduction des déchets :

- ZDZG,
- Famille Zéro Déchets,
- consommation responsable,
- circuits courts,
- recyclerie,
- extension des consignes de tri.

## **La thématique de la biodiversité :**

Les E.P.C.I. et leurs communes membres intensifieront leur action et expérimentation :

- gestion différenciée des espaces verts,
- sauvegarde et réintroduction des insectes pollinisateurs,
- protection de la petite faune sauvage.

Le projet du jardin DELASSELLE porte cette ambition d'exemplarité du lieu autour de la transition écologique :

- Réflexion sur la récupération de l'eau de pluie et amélioration du système d'irrigation ;
- Développement de produits bio, éco-responsables, commerce équitable, prise en compte de la monnaie locale (buzuk...) ;
- Implantation d'un rucher de 10 ruches au jardin Georges Delaselle (les abeilles ont disparu de l'île de Batz) pour le développement de la biodiversité ;
- Enfin, afin de faciliter les conditions de travail et l'acheminement du matériel la collectivité souhaite se doter de véhicule électrique et hydrogène.

La réhabilitation d'une déchetterie nouvelle génération sur le site de Kergoal répond également aux mêmes objectifs ; ce projet s'inscrit dans une politique d'économie circulaire mise en avant par la feuille de route pour l'économie circulaire publiée par le gouvernement en avril 2018 ; Ce projet a pour ambition de poursuivre la lutte contre les dépôts sauvages de déchets ; de mettre en œuvre l'extension des consignes de tri des emballages, et notamment des emballages de plastique ; de mettre en place une tarification plus incitative de la gestion des déchets encourageant les comportements vertueux et enfin de développer une animation territoriale en matière de gestion des déchets.

## **III-4 Concernant la cohésion sociale**

### **1. L'accès aux services**

Pour répondre aux besoins de services de proximité, les E.P.C.I. prennent aujourd'hui le relais des actions favorisant l'accès aux droits.

Cette problématique est fondamentale sur un territoire rural et étendu comme celui du Pays de Morlaix.

Le territoire est couvert par un certain nombre de maisons de services au public. Leur développement sur l'ensemble du territoire et leur transformation en Maisons France Services doivent être accompagnés. Pour renforcer l'accès aux droits, d'autres formes d'offre de service public de proximité doivent se développer dans une logique « d'aller vers » les publics.

Le Pays de Morlaix mène actuellement une étude sur l'adaptation du territoire face aux évolutions digitales et numériques en lien avec la définition de l'offre en services sur le territoire. La vitalité de la communauté numérique de territoire est un signe favorable au dynamisme local en la matière.

Le Pays de Morlaix a structuré un groupe local de l'emploi et de la formation.

Les actions qu'il développe devront être soutenues. Notamment en matière de GPEC et d'adaptation des cursus de formation en lien avec les conclusions de ces études.

L'accès aux soins est une problématique forte du territoire, en particulier dans la lutte contre les déserts médicaux. Elle est prise en compte dans le Contrat Local de Santé, signé à l'échelle du Pays de Morlaix. La création d'un internat rural à Morlaix, actuellement à l'étude, devra faire l'objet d'un soutien financier.

## **2. La culture et le patrimoine :**

Le patrimoine, les équipements et acteurs culturels et le tourisme sont des leviers importants du développement territorial et de l'attractivité du Pays de Morlaix.

Le soutien à la création et la diffusion culturelle font partie intégrante du lien social en favorisant un accès à la culture pour le plus grand nombre.

Le territoire est riche d'un tissu de créatifs diffus qui constitue une force et une richesse économiques et sociales. La structuration de cette filière est menée en miroir avec les actions développées outre-manche. La mise en réseau des « créatifs en baie de Morlaix » et le développement de la coopération avec la Cornouaille anglaise en sont des exemples récents et représentatifs.

Le renouvellement du label Pays d'Art et d'Histoire et le développement de son réseau de C.I.A.P. (un troisième en projet sur le territoire Haut-Léon communauté en complément de ceux édifiés à Morlaix et à Guimiliau) doivent être soutenus. Un des axes prioritaires du P.A.H. est de promouvoir le patrimoine local auprès de la population afin de favoriser sa protection.

## **3. Le domaine du tourisme:**

Le déploiement du plan d'action de la stratégie de la destination touristique « Côte de Granit Rose – Baie de Morlaix » assurera le développement d'activités « glisse - nautisme » et « outdoor » (vélo, rando, trail, ...).

Les projets de coopération en matière touristique et notamment le projet EXPERIENCE porté par Morlaix Communauté visent à promouvoir le tourisme en basse saison (gîte insolite dans le phare de l'île Noire, parcours découverte Château du Taureau, GR34, la vélodyssée, golf de Carantec, ...).

Voici ci-dessous, une première identification des projets envisagés au titre du CPER

<b>Géographie péninsulaire: Pacte d'accessibilité</b>
<b><u>Pour le territoire de Morlaix Communauté</u></b>
Développement du quartier de la gare de Morlaix – attractivité, services au public, aux entreprises, etc
Plateforme aéroportuaire de Morlaix (étude stratégique, travaux d'entretien piste, ...)
<b><u>Pour le territoire de Haut-Léon Communauté</u></b>
Port du Blosson / Désenclavement du Port du Blosson, du barycentre de la SICA à Vilar Gren, du site de Perharidy d'ildys... - aménagements de la RD 58 vers Morlaix - aménagements des dessertes entre Quimper et le territoire du Pays (RD 788, notamment)
<b><u>Pour le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau</u></b>
Aménagement de la rocade Nord de la zone d'activités Economiques du Vern à Landivisiau
<b>Développement économique et social</b>
<b><u>Pour le territoire de Morlaix Communauté</u></b>
3ème département IUT à Morlaix
Projet création Fablab à Morlaix
Reconversion de la Manufacture des Tabacs, quartier de ville tourné vers la mer, synergies entre enseignement / science / arts
Développement du niveau de services du port de Morlaix, et rattachement au centre-ville, dans le cadre d'un véritable quartier de ville symbolisé par la Manufacture
Repositionnement et aménagement du port de Primel-le Diben à Plougasnou
<b><u>Pour le territoire de Haut-Léon Communauté</u></b>
Port du Blosson: extension de zones -stationnement, aménagements fonciers et immobiliers
<b><u>Pour le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Landivisiau</u></b>
Extension de la Zone d'Activités Economiques du Vern à Landivisiau
<b><u>A l'échelle du Pays de Morlaix</u></b>
Équilibre territorial du territoire : conforter dynamiser et animer les centralités urbaines et revitaliser les bourgs
Mise en place espace de coworking et pépinière d'entreprises
Blue Valley et Phase 2 du site du Laber pour l'accueil d'étudiants et Entreprises de biotechnologie
Développement de l'ingénierie à l'échelle Pays: SIG / ingénierie finance/observatoire de territoire, notamment
Friches industrielles et requalification ZAE (La Boissière à Morlaix, Plouescat par Haut-Léon Communauté La Tannerie à Lampaul-Guimiliau et Fromeur par la Communauté de Communes de Landivisiau)
<b>Transitions écologiques</b>
<b><u>Pour le territoire de Haut-Léon Communauté</u></b>
Projet d'éducation à l'environnement : - Projet Jardin Delasselle : mise en œuvre des orientations du Plan de Gestion (aménagements paysager et immobilier) - Projet d'animation territoriale (famille Zéro déchet, projet de Kergoal)
<b><u>A l'échelle du Pays de Morlaix</u></b>
Projet Alimentaire de Territoire Prolonger la dynamique de rénovation énergétique des patrimoines bâtis. Schéma vélo/cycle ambitieux

<b>Cohésion Sociale / Culture</b>
<b><u>A l'échelle du Pays de Morlaix</u></b>
Le futur centre national de création adaptée à Morlaix
Les projets de maisons de service aux publics avec point de vigilance sur l'inclusion numérique
Le développement de projet d'habitat adapté à toutes les étapes du parcours résidentiel (habitat intergénérationnel, béguinage)

## Annexe 5

### Contributions spécifiques des services et opérateurs de l'État

#### L'agence nationale de cohésion des territoires



L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) a installé un comité local de cohésion territoriale (CLCT) présidé par le préfet, qui cadre cet appui en ingénierie sous 3 formes :

- à partir du réseau des partenaires nationaux de l'agence (Cerema, Ademe, Anah, Anru, Banque des territoires),
- ou/et à partir de l'ingénierie locale d'appui en place sur les territoires, partenaires locaux du CLCT dans le champ de l'ingénierie territoriale,
- ou/et à partir de l'ingénierie dont dispose l'agence dans le cadre de ses marchés passés avec des prestataires privés.

Les projets et actions du CRTE de Quimperlé Communauté bénéficieront de ces modalités d'accompagnement en ingénierie.

# La Banque des territoires, un acteur majeur de l'accompagnement des projets territoriaux



## **1. Principales missions de la Caisse des Dépôts**

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public, au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'acteur financier au service des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités territoriales.

La CDC est organisée autour de 5 métiers : la gestion d'actifs, la gestion de participations stratégiques, les retraites et la solidarité, le financement des entreprises via BPI France, le financement des projets de territoire via sa direction : « la Banque des territoires ». Cette dernière concentre les moyens d'intervention dédiés aux territoires pour lutter contre les fractures sociales et territoriales : elle met à la disposition des territoires ses moyens en ingénierie et ses capacités de prêt à long terme mais également d'investissement en fonds propres.

Elle accompagne les porteurs de projet qui contribuent à des territoires plus attractifs, plus durables, plus connectés et plus inclusifs.

## **2. Contribution au plan de relance**

La Caisse des Dépôts appuie le plan de relance de l'État en déployant 26 Mds d'euros en fonds propres.

Ces 26 Mds d'euros permettront d'accroître le soutien de la Banque des Territoires en ingénierie, mais également d'investir dans des sociétés de projets aux côtés de collectivités locales (dans des sociétés d'économie mixte) ou d'acteurs économiques privés. Au-delà de sa contribution en fonds propres, la Banque des Territoires poursuit son activité de financement en prêts sur le Fonds d'épargne. Les dépôts sur les livrets d'épargne réglementée (livret A, livret de développement durable, livret d'épargne populaire) contribuent à la construction et à la rénovation énergétique des logements sociaux, mais également au financement des projets des collectivités locales.

La Banque des Territoires déploiera son plan d'action sur 4 axes prioritaires : la transition écologique, la santé et le vieillissement, l'attractivité économique des territoires à enjeux et le numérique.

Ainsi, dans le cadre du plan de relance gouvernemental du commerce, la Banque des Territoires mobilise 1 Md d'euros et renforce ses offres pour les commerces de centre-ville (accompagnement des territoires en identifiant les effets de la crise sur leurs commerces, co-financement de postes managers de commerces, financement de solutions de e-commerce et création de foncières de redynamisation).

## **3. Rappels sur les modalités d'intervention de la Banque des territoires pour accompagner les projets locaux**

Dans le cadre du déploiement d'un accompagnement sur mesure des projets de territoires des collectivités territoriales, la Banque des Territoires accompagne l'émergence et la sécurisation des projets des collectivités ainsi que leur financement.

## **Accompagnement à l'émergence et la sécurisation des projets des collectivités territoriales**

### **Via un service de renseignement téléphonique et des conférences**

La Banque des Territoires via son service « Territoires Conseils » répond aux questions juridiques et financières des collectivités territoriales. Ce service est offert à toutes les communes de moins de 20 000 habitants, aux EPCI et aux communes nouvelles sans limite de taille.

### **Via une plateforme numérique**

La Banque des Territoires a créé une plateforme numérique <banquedesterritoires.fr> qui a pour ambition de faciliter l'accès des porteurs de projet à l'information territoriale ainsi qu'aux offres de la Banque des Territoires et à celles de ses partenaires. Cette infrastructure numérique simplifie l'accès des collectivités aux services suivants :

- Des ressources juridiques et thématiques ;
- Une newsletter sur l'actualité des collectivités territoriales (Localtis) ;
- Une base de bonnes pratiques territoriales qui permet la mise en relation de porteurs de projet ;
- Des guides pédagogiques sur les thématiques d'intérêt des élus ;
- La possibilité de s'inscrire à des web conférences et des téléconférences juridiques ;
- La possibilité de s'inscrire à des journées d'information à Paris et en région sur les sujets de préoccupations des élus ;
- La mise en relation avec un écosystème d'opérateurs publics et privés, qui peuvent contribuer à l'accélération des projets de territoire ;

### **Via un soutien à l'ingénierie des projets**

La Banque des Territoires peut apporter aux collectivités locales qui en ont le plus besoin :

- Appui d'experts internes ;
- Financement à 100% d'études (cabinets présélectionnés par la Banque des Territoires dans le cadre de marchés à bons de commande)
- Ou co-financement à 50% d'études (cabinet choisi par la collectivité).

L'objectif de ces appuis est de contribuer à des territoires plus connectés, plus inclusifs, plus durables et plus attractifs. Ils peuvent être mobilisés pour des études thématiques ou l'élaboration d'une stratégie territoriale.

## **Financement des projets des collectivités territoriales**

La Banque des Territoires apporte des solutions de financement de long terme aux collectivités territoriales.

### **Via des prêts sur fonds d'épargne**

Pour soutenir l'investissement territorial, la CDC, apporte des financements de long terme aux collectivités territoriales.

Les caractéristiques des prêts de la CDC se distinguent des offres pratiquées par les autres acteurs du financement des collectivités territoriales à plusieurs titres :

- Des conditions financières (taux d'intérêt et des modalités identiques et non discriminants pour toutes les collectivités), quelles que soient leur santé financière et leur localisation ;
- Toutes les collectivités territoriales sont éligibles, y compris les plus petites d'entre elles ;
- Les durées de prêt sont exceptionnellement longues (alignées sur la période d'amortissement des actifs financés) et peuvent aller jusqu'à 60 ans.

## **Ainsi les prêts de la CDC visent notamment à soutenir des projets en faveur :**

- De la rénovation des réseaux d'eau et d'assainissement ;
- De la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- De la construction et la modernisation des établissements éducatifs
- D'infrastructures de transport ;
- De la construction ou rénovation d'établissement médico-social ;
- De la construction ou rénovation de logements sociaux pour personnes dépendantes ;
- Du développement territorial.

### **Via des investissements en fonds propres dans les projets territoriaux**

La Banque des Territoires investit à long terme, avec des partenaires publics et / ou privés, en investisseur avisé, dans des projets territoriaux d'intérêt général qui contribuent à des territoires plus inclusifs, plus durables, plus connectés, plus attractifs.

La Banque des Territoires intervient principalement par des prises de participations dans des structures de projets, d'initiative publique, parapublique ou privée, en capital, compte-courant d'associés, titres participatifs, obligations convertibles ou avances remboursables. Elle peut également intervenir dans des sociétés multi-projets (fonds dédiés, foncières, entreprises publique locales et filiales associées, associations), l'intermédiation permettant, dans certains cas, de démultiplier les investissements de façon efficace.

**Dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir et du Grand Plan d'Investissement**, la CDC est le principal opérateur, pour le compte de l'Etat, des actions s'adressant aux territoires, notamment dans les domaines de l'innovation territoriale, du numérique, de l'éducation et de la formation.

### **Contribution aux programmes nationaux territoriaux**

La Banque des Territoires contribue à la mise en œuvre de certains programmes nationaux, parmi lesquels :

**Petites Villes de Demain** : en complément de ses prêts et de ses investissements, la Banque des territoires a mis en place une enveloppe de subventions pour soutenir l'ingénierie des territoires sélectionnés. Une partie de cette enveloppe sera mise en œuvre en Centre-Val de Loire par les Préfectures de département. Elle permettra de co-financer des chefs de projet du programme (25 % du coût), ainsi que des études (max 50 % du coût TTC) afin de faire émerger et sécuriser des projets. (à noter : le marché à bons de commande PVD reste à la main de la BDT).

**Territoires d'Industrie** : la Banque des Territoires, aux côtés de l'Etat et de sept opérateurs nationaux, mobilise des moyens financiers, techniques et humains (ingénierie et investissement) en partenariat avec les conseils régionaux, acteurs clé de la stratégie industrielle territoriale, pour faciliter le déploiement de nouveaux projets industriels.

**France Services** : la Banque des Territoires est l'un des partenaires majeurs du programme en assumant le rôle d'animation de la politique publique aux cotés de l'Etat et des partenaires et en contribuant au financement de structures fixes et itinérantes.

**Quartiers productifs** : la Banque des Territoires contribue à accompagner les collectivités dans la définition de stratégies territoriales de développement économique et rendre plus accessible l'offre de dispositifs existants, dans le cadre de la nouvelle convention d'objectifs pour les quartiers prévoyant 225 millions d'euros d'investissements et d'ingénierie sur trois ans.

## La direction régionale aux affaires culturelles de Bretagne (DRAC)



Les principaux enjeux que porte globalement la DRAC sur le département du Finistère sont les suivants :

- 1) Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine
- 2) Généraliser l'éducation artistique et culturelle et atteindre l'objectif du 100%
- 3) Poursuivre le maillage du territoire en matière de lecture publique et mieux structurer le réseau existant
- 4) Veiller à assurer la présence d'une offre culturelle et artistique sur l'ensemble du département notamment grâce au déploiement du dispositif des Micro-folies et au soutien des politiques culturelles portées par les EPCI, particulièrement en milieu rural
- 5) Accompagner les EPCI ruraux dans la mise en œuvre et/ou le développement de politiques locales en particulier autour des enjeux de lecture publique et d'EAC. Il s'agit notamment de développer une politique de contractualisation pluriannuelle avec les EPCI ruraux, dans le cadre d'un partenariat plus global avec le Conseil départemental et le Conseil régional.

## L'établissement public foncier de Bretagne



L'EPF peut accompagner les collectivités en apportant son ingénierie sur les problématiques foncières de renouvellement urbain.

Il peut cofinancer des études qui intègrent un volet foncier, des approches de type référentiel foncier ou des études pré-opérationnelles.

Il a vocation à réaliser du portage foncier (acquisitions, déconstruction, réhabilitation des sols) pour soutenir prioritairement des opérations de logement en renouvellement urbain.

Pour cela il conclut des conventions spécifiques avec les collectivités.

# L'agence de l'eau Loire-Bretagne



Établissement public de l'État, l'agence de l'eau apporte aux élus et aux usagers du bassin une vue d'ensemble des problèmes liés à la gestion de l'eau et les moyens financiers qui leur permettent d'entreprendre une politique cohérente.

## **Un objectif : reconquérir la qualité des eaux**

L'agence de l'eau Loire-Bretagne participe à la mise en œuvre des politiques nationales et européennes pour l'eau. Son principal objectif : reconquérir le bon état des eaux sur l'ensemble du territoire du bassin Loire-Bretagne. Couvrant près d'un tiers du territoire métropolitain, l'agence répond à une diversité de contextes et de réalités territoriales. Elle travaille main dans la main avec les acteurs locaux pour des eaux de qualité.

## **Une expertise, des moyens au service des élus**

L'agence de l'eau met à disposition ses moyens et ses compétences pour aider élus et acteurs locaux dans leurs projets pour l'eau.

6 missions :

- Surveiller la qualité de l'eau
- Planifier les actions et définir les objectifs
- Collecter les redevances
- Financer des projets territoriaux
- Sensibiliser les citoyens
- Soutenir les actions de solidarité internationale

**Pour agir, elle perçoit des redevances** auprès des utilisateurs d'eau et attribue des aides financières aux actions d'intérêt commun. Les assiettes et taux des redevances et les aides financières sont précisés dans un programme pluriannuel d'intervention approuvé par le comité de bassin.

**En 2020, l'agence de l'eau Loire-Bretagne a apporté près de 246 millions d'euros en faveur des actions pour l'eau conduites par les collectivités, les acteurs économiques et les associations.**

**Sur le volet Assainissement, un travail de priorisation a été mené qui conduit à retenir des systèmes d'assainissement prioritaires eu égard des enjeux de dégradation des masses d'eau Cours d'eau et des usages littoraux dégradés (2019-2021, exercice renouvelé pour 2022-2024).**

Pour de plus amples informations : <https://agence.eau-loire-bretagne.fr>